



L'ALIMENTATION LOCALE AU BURKINA FASO

Master 2 Economie Sociale et Solidaire spécialité :
Analyse de Projets et Développement Durable

2018 - 2019

Salomé CADE

Caroline DEMALLE

M. Gilles MARÉCHAL

*Consultant systèmes et stratégies alimentaires territoriales
et Professeur associé à la faculté des Sciences Economiques
de Rennes 1*

Michel RENAULT

*Enseignant Chercheur et Maître de conférences de la faculté des
Sciences Economiques de Rennes 1*

Remerciements	4
Déroulement du stage	5
Résumé	7
Abstract	7
Liste des sigles utilisés	8
Introduction	9
Partie 1. La sécurité alimentaire : un défi majeur au Burkina Faso	11
Chapitre 1 : La notion générale de sécurité alimentaire et nutritionnelle.....	12
Section 1. Le droit à l'alimentation pour tout un chacun.....	12
Section 2. Définition et évolution de la sécurité alimentaire	14
Section 3 : Les dimensions et les indicateurs de la sécurité alimentaire	16
a. Les dimensions de la sécurité alimentaire.....	16
b. Les indicateurs de la sécurité alimentaire	18
Section 4. Entre résilience et souveraineté alimentaire : quelle(s) distinction(s) ?.....	19
a. De la notion de résilience alimentaire.....	19
b. ... à la notion de souveraineté alimentaire.....	21
Chapitre 2. Le cas du Burkina Faso.....	23
Section 1. Analyse du contexte socio-économique du Burkina Faso	23
Section 2. Le contexte agricole et alimentaire du Burkina Faso.....	25
Section 3. La notion de transition agricole et alimentaire	28
a. La transition agricole et alimentaire selon Henri Rouillé d'Orfeuill	29
b. La transition alimentaire selon Prosper Sawadogo – FAO	30
Partie II : Des programmes et initiatives au service du changement	34
Chapitre I : Les mesures du Programme Alimentaire Mondial.....	36
Section 1 : Objectif "Faim Zéro" 2017	36
Section 2 : Le projet de Plan Stratégique du Pays - Burkina Faso (2019-2023)	38
Section 3 : Les effets escomptés du Plan Stratégique du Pays	40
Chapitre 2 : L'organisation d'un forum en Novembre 2019	44
Section 1 : Le forum "manger local, agir global"	44
a. Contextualisation et justification de l'événement	44
b. Enjeux et objectifs du forum.....	45

c. Déroulement du forum et public ciblé	45
Section 2 : Une pluralité d'acteurs internationaux	46
a. Présentation des acteurs du Nord	46
b. Les acteurs du Sud	47
Section 3 : Valoriser des initiatives alimentaires locales	48
a. La méthodologie adoptée	48
b. Présentation des initiatives alimentaires locales démarchées	50
Partie 3 : Vers une transition alimentaire au Burkina Faso : les facteurs de réussite.....	55
Chapitre 1 : Une synergie nécessaire entre la société civile et les collectivités territoriales	56
Section 1 : Des failles dans les prises de décisions.....	56
Section 2 : Un besoin de soutien de la société civile	57
Section 3 : Une synergie entre acteurs au service de la résilience et de la souveraineté alimentaire.....	58
Chapitre 2 : La valorisation de l'alimentation locale	60
Section 1 : La place des produits locaux sur le marché Burkinabè	60
a. Des acteurs de la société civile mobilisés dans la valorisation des produits locaux ...	60
b. Des autorités publiques progressivement mobilisées.....	61
c. Un frein à la démocratisation de la consommation locale	62
Section 2 : Des initiatives alimentaires dispersées et trop individuelles	63
a. Les freins découlant de cette individualité.....	65
Section 3 : Vers une synergie entre les initiatives alimentaires ?	65
Chapitre 3 : Sensibiliser les populations au développement durable comme facteur de transition	67
Section 1 : Les piliers du développement durable	67
Section 2 : L'importance d'une meilleure gestion des déchets dans la transition alimentaire Burkinabè	69
Section 3 : La diminution de la pollution pour une meilleure sécurité alimentaire	71
Conclusion.....	73
Bibliographie.....	75
Webographie	75
Annexe I : Initiatives démarchées	79
Annexe II.....	118

Remerciements

Nous profitons de l'opportunité qui nous est donnée ici pour exprimer notre gratitude et notre reconnaissance à toutes celles et ceux qui nous ont accompagnées de près ou de loin tout au long de notre stage et de l'écriture de notre mémoire.

Nos premiers remerciements vont naturellement à notre maître de stage, Hervé Le Gal, qui a accepté de nous encadrer depuis maintenant deux ans et avec qui nous nous sommes liées d'amitié. Nous tenons particulièrement à souligner son enthousiasme, sa bienveillance, sa passion pour le Burkina Faso et son étroite implication dans l'association Ingalañ, sans qui elle ne pourrait exister.

Nous remercions chaleureusement notre directeur de mémoire, Gilles Maréchal, qui a su parfaitement nous guider et nous accompagner tout au long de nos recherches. Ses conseils avisés et sa disponibilité nous ont permis d'aiguiser notre regard et de mener à bien notre étude.

Nous remercions également toute l'équipe pédagogique du Master 2 APDD de Rennes 1 et les intervenants professionnels pour avoir assuré la partie théorique de notre formation et nous avoir fourni les outils essentiels à la réussite de nos études Universitaires.

Nous tenons également à exprimer notre gratitude à tout notre réseau amical et professionnel Burkinabè - toutefois trop nombreux pour les citer - pour leurs précieux conseils et leur soutien inestimable. Nous tenons à remercier Prosper Sawadogo, expert en nutrition à la FAO et Evelyne Sawadogo, chercheuse à l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) pour nous avoir accueillies dans leur locaux à Ouagadougou le temps d'un entretien et nous avoir permis d'alimenter notre réflexion sur l'enjeu de la sécurité alimentaire dans le pays. Nous pensons également à Lénaïg Autret, coordinatrice générale de l'association Jardins du Monde et responsable de notre mission à Ouagadougou, avec qui nous nous sommes étroitement liées d'amitié.

Nous remercions très cordialement l'ensemble des associations, coopératives et entreprises Burkinabés d'avoir accepté nous ouvrir leurs portes et procédé à différents entretiens dans le cadre de l'élaboration du « répertoire des 100 initiatives alimentaires locales » pour le forum « manger local, agir global ».

Nous remercions également Jean-Luc Cade - Directeur Général de l'ABEA - pour l'aide précieuse qu'il nous a apportée quant à la recherche de financements auprès d'entreprises Bretonnes.

Déroulement du stage

Dans le cadre de notre Master Analyse de Projets et Développement Durable, nous avons réalisé notre stage du 1er Avril au 31 Août 2019 aux côtés de notre tuteur, Hervé Le Gal, également coordinateur des programmes au Burkina Faso pour l'association Ingalañ, implantée à Rochefort-en-Terre (56).

Créée en 2004, Ingalañ est une association bretonne loi 1901 dont le but initial était la promotion et le développement d'un commerce équitable local et international. L'association propose différents programmes qui tendent à renforcer l'agro-écologie et la souveraineté alimentaire au Burkina Faso. Par conséquent, Ingalañ s'implique dans le développement de filières biologiques destinées à l'exportation et met en relation les organisations de producteurs, les exportateurs, les transformateurs ainsi que les distributeurs.

Au gré de nombreuses rencontres et échanges avec Hervé Le Gal, nous avons décidé de participer à la préparation d'un forum nommé « manger local, agir global » qui se déroulera à Ouagadougou - Burkina Faso - du 20 au 23 Novembre 2019. Ce projet résulte de la coopération décentralisée entre la Région Bretagne et la Région du Centre au Burkina Faso et réunira étroitement des acteurs brésiliens, burkinabés et bretons (entreprises, associations, collectivités, coopératives, pouvoirs publics locaux et internationaux, consommateurs). Gilles Maréchal étant l'un des initiateurs de cet événement, nous l'avons naturellement choisi comme tuteur universitaire. Notre thématique de mémoire s'est alors progressivement dessinée autour des thématiques suivantes : les systèmes alimentaires territorialisés, la sécurité alimentaire et la notion de transition agricole et alimentaire au Burkina Faso.

La première étape de notre stage était consacrée à la préparation de notre mission au Burkina Faso prévue pour le 2 Mai 2019. Gilles Maréchal nous a alors conseillé de nombreux ouvrages et articles scientifiques relatifs aux thèmes précédemment cités. Nous avons pris soin de les lire afin de nous familiariser avec ces différents objets d'étude et ainsi être le plus efficaces une fois sur place. Nous devions également prendre contact et programmer des rendez-vous avec différents acteurs Burkinabé, assurer notre logement ou encore notre itinéraire.

Nous nous sommes ensuite rendues à Ouagadougou pour une durée de deux mois, à compter du 2 Mai jusqu'au 28 Juin, sous la responsabilité de l'association Ingalañ. Dans le cadre du forum « manger local, agir global », nous avons participé aux réunions mensuelles du comité de pilotage aux côtés de l'équipe du Conseil Régional du Centre du Burkina Faso, des associations co-organisatrices (Jardins du Monde, CCAE, Ingalañ) ainsi que d'experts de la FAO, de l'INERA

(Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles) ou encore de la DRAAH (Direction Régionale de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques).

Par ailleurs, aux côtés de Patrice N'Goran - étudiant à Montpellier Sup'Agro et stagiaire à l'Association des Régions du Burkina Faso (ARBF) -, nous étions chargées d'élaborer le « répertoire des 100 initiatives alimentaires locales » qui sera ensuite présenté lors du forum. Patrice N'Goran, sous la tutelle de la Région Bretagne, était initialement le stagiaire référent pour cette mission. Toutefois, suite à une réorientation de dernière minute de nos missions sur place, nous avons conjointement décidé de l'accompagner dans ce travail. Nous avons alors procédé à des entretiens avec différentes structures Burkinabés (associations, coopératives, entreprises, SARL) allant de la production, de la transformation à la commercialisation de produits issus de l'agriculture locale et/ou biologique. Néanmoins, notre mission ne durant que deux mois, nous n'avons manifestement pas été en capacité de repérer 100 initiatives alimentaires. Patrice N'Goran restait quant à lui 6 mois au Burkina Faso et a donc poursuivi seul ce travail. Nous développerons cela plus amplement au cours de cette étude. Nous tenons à préciser dès maintenant que lorsque nous utilisons le terme d'initiatives alimentaires locales, nous parlons de différentes structures qui agissent en faveur de l'alimentation locale. Nous n'avons pas choisi ce terme mais sommes obligées de l'utiliser comme tel.

Enfin, la dernière étape de notre stage s'est déroulée en Bretagne. Les mois de Juillet et Août étaient consacrés à la recherche de financements pour le forum auprès d'entreprises implantées sur le territoire Breton. Nous nous sommes tournées vers Jean-Luc Cade, Directeur Général de l'ABEA (Association Bretonne des Entreprises Agroalimentaires) afin d'entrer plus facilement dans ce réseau et ainsi acquérir de précieux contacts. Par conséquent, nous avons démarché des structures comme la PME Marie Morin, le groupe EVEN, la société familiale SILL et les entreprises ALTHO, MYTILIMER ou encore SAVEOL.

Nous retenons de notre stage une expérience riche, passionnante et très stimulante. Nous avons eu la chance de rencontrer de nombreux acteurs engagés pour construire un avenir meilleur, tant sur la dimension agricole qu'alimentaire. Nous avons toutefois un seul regret. Le forum ne se déroulant qu'au mois de Novembre, nous ne serons pas en mesure d'inclure les résultats produits ni d'élaborer son bilan dans le présent mémoire. Nous nous contenterons simplement d'énoncer les différents enjeux et objectifs qu'il soulève et de rendre compte de toute l'étape de préparation.

Résumé

L'éradication de la faim et la malnutrition dans le monde est un enjeu prépondérant sur l'agenda politique. En 2017, l'ONU a référencé près de 821 millions d'individus souffrant de la faim, quotidiennement ou périodiquement. Afin de pallier cette insécurité alimentaire, des politiques et des mesures publiques sont énoncées par les gouvernements et les collectivités territoriales.

L'action locale joue un rôle important - tant de la part de la société civile que des représentations politiques - dans l'organisation de chaînes alimentaires efficaces, durables et résilientes. Ainsi, cette étude est portée sur la question de la valorisation de l'alimentation locale et de son impact sur la sécurité alimentaire du Burkina Faso.

À travers les concepts théoriques généraux et le travail empirique réalisé au Burkina Faso, nous mettrons en exergue des hypothèses qui entrent dans le champ de la souveraineté alimentaire, susceptibles d'aboutir à une transition agricole et alimentaire.

Mots clés : *sécurité alimentaire/insécurité alimentaire, souveraineté alimentaire/résilience alimentaire, faim, politiques publiques, alimentation locale, transition agricole et alimentaire*

Abstract

The eradication of hunger and malnutrition in the world is a major issue on the political agenda. In 2017, the UN listed nearly 821 million people suffering from hunger, daily or periodically. In order to overcome this food insecurity, public policies and measures are set out by governments and local authorities.

Local action plays an important role - both from civil society and political representatives - in the organization of effective, sustainable and resilient food chains. Thus, this study focuses on the question of the valuation of local food and its impact on food security in Burkina Faso. Through the general theoretical concepts and empirical work carried out in Burkina Faso, we will highlight hypotheses that fall within the scope of food sovereignty, which could lead to an agricultural and food transition.

Key words : *food security/insecurity, food sovereignty/resilience, hunger, public policies, local food, agricultural and food transition*

Liste des sigles utilisés

<p>ABEA : Association Bretonne des Entreprises Agro alimentaires</p> <p>AIB : Agence d'Informations du Burkina Faso</p> <p>APAD : Association pour la Promotion de l'Agriculture Durable</p> <p>ARBF : Association des Régions du Burkina Faso</p> <p>ASI : Association de Solidarité Internationale</p> <p>BM : Banque Mondiale</p> <p>CCAÉ : Collectif Citoyen pour l'Agro Écologie</p> <p>CEDEAO : Communauté Economique Des Etats d'Afrique de l'Ouest</p> <p>CFSI : Comité Français pour la Solidarité Internationale</p> <p>CSAM : Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale</p> <p>DUDH : Déclaration Universelle des Droits de l'Homme</p> <p>DRAAH : Direction Régionale de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques</p> <p>FAO : Food and Agriculture Organization</p> <p>FIDA : Fonds International de Développement Agricole</p> <p>GRET : Groupe de Recherche et d'Echange Technologique</p> <p>IDH : Indice de Développement Humain</p>	<p>IFM : Indice de la Faim dans le Monde</p> <p>INERA : Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (Burkina Faso)</p> <p>OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques</p> <p>ODD : Objectifs de Développement Durable</p> <p>OGM : Organismes Génétiquement Modifiés</p> <p>OMC : Organisation Mondiale du Commerce</p> <p>OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement</p> <p>OMS : Organisation Mondiale de la Santé</p> <p>ONG : Organisation Non Gouvernementale</p> <p>ONU : Organisation des Nations Unies</p> <p>OP : Organisation de Producteurs</p> <p>OSC : Organisations de Société Civile</p> <p>PAM : Programme Alimentaire Mondial</p> <p>PIB : Produit Intérieur Brut</p> <p>PNDES : Plan National de Développement Économique et Social</p> <p>PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement</p> <p>PSP : Plan Stratégique du Pays</p> <p>SARL : Société à Responsabilités Limitées</p> <p>TBS : Taux Brut de Scolarisation</p> <p>UNICEF : United Nations International Children's Emergency Fund</p>
--	--

Introduction

L'éradication de la faim et de la malnutrition constitue l'un des défis majeurs de notre époque. Encore aujourd'hui, 821 millions de personnes - soit une personne sur neuf - souffrent de la faim à travers le monde¹. Dérèglement climatique, conflits, catastrophes naturelles, augmentation des prix de l'alimentation au niveau mondial sont des causes inéluctables de sous-alimentation.

Le Burkina Faso, représente l'un des pays les plus confrontés aux problématiques de malnutrition et d'insécurité alimentaire, liées à des causes à la fois structurelles et conjoncturelles. Le territoire lutte contre le manque de disponibilité et d'accessibilité à des denrées de qualité, variées et équilibrées. En effet, de nombreux épisodes de famines ont affecté le pays ces dernières années, essentiellement dues aux aléas climatiques, aux mauvaises récoltes et à l'instabilité politique grandissante. La résilience alimentaire devient alors un enjeu considérable pour les Burkinabè. N'ayant obtenu que peu de résultats probants concernant l'amélioration de la qualité de vie générale des populations, les pouvoirs publics - étroitement liés aux collectivités territoriales - doivent explorer et formuler de nouvelles stratégies.

Les désastres écologiques et environnementaux actuels, contraignent la plupart des pays à repenser leurs modes de consommation et de production, notamment en termes d'alimentation. Le poète Latin Térence en 190-159 av. J.-C exprimait déjà : « *Coquina medicinae famulatrix est* » - la cuisine est la servante de la médecine. Malgré l'ancrage d'une économie caractérisée de capitaliste dans bon nombre de pays, une émergence d'initiatives alimentaires - alternatives et durables - voient progressivement le jour. C'est le cas au Burkina Faso.

L'enjeu de cette étude est d'apprécier l'impact de l'alimentation locale sur la sécurité alimentaire du Burkina Faso. Ce sujet d'étude, à travers sa rareté, était passionnant et très stimulant. Néanmoins, le manque de documentation concernant l'alimentation locale et son lien intrinsèque sur la sécurité alimentaire du Burkina Faso a soulevé beaucoup de réflexions, expliquant ainsi le caractère hypothétique de notre travail.

¹ OMS. (2018). « *Selon un rapport de l'ONU, la faim dans le monde continue d'augmenter* ». Consultation Juillet 2019. <https://www.who.int/fr/news-room/detail/11-09-2018-global-hunger-continues-to-rise---new-un-report-says>

Au gré de nombreuses recherches et échanges, nous avons formulé la problématique suivante : *La valorisation de l'alimentation locale au Burkina Faso contribue-t-elle à renforcer la sécurité alimentaire du pays et ainsi impulser une transition alimentaire ?*

Pour tenter d'y répondre, nous aurons recours à des éclairages théoriques, issus de nombreux ouvrages, articles scientifiques et entretiens avec des experts. Notre étude sera par la suite appuyée par la présentation d'une perspective empirique, fondée sur un travail de terrain de deux mois au Burkina Faso.

À partir de ces considérations, nous développerons trois parties distinctes. Dans un premier temps, nous nous attacherons à une mise en perspective théorique du défi majeur que représente la sécurité alimentaire à travers le monde et plus particulièrement au Burkina Faso. Afin de compléter cette discussion, nous mettrons en exergue les différents programmes et plan d'actions en faveur d'une transition alimentaire, notamment à travers le travail empirique réalisé au Burkina Faso. Pour finir, nous organiserons notre pensée sur la base des théories et des constatations élaborées dans les premières parties de l'étude. Nous formulerons ainsi différentes hypothèses selon lesquelles le Burkina Faso serait susceptible de pallier les problématiques alimentaires. Nous présenterons également certains facteurs qui, selon nous, pourraient impliquer et provoquer une transition alimentaire au Burkina Faso.

Partie 1. La sécurité alimentaire : un défi majeur au Burkina Faso

Nul n'est sans savoir que l'alimentation répond à un besoin primaire pour l'Homme. En effet, ce dernier ne peut espérer vivre plus de 70 jours s'il se trouve dans l'incapacité de se nourrir décemment. Encore aujourd'hui, un nombre considérable d'individus se trouvent constamment exposés à la faim et à des crises alimentaires récurrentes.

Néanmoins, parler d'insécurité alimentaire introduit inexorablement la notion de risque et de vulnérabilité. De manière générale, la vulnérabilité est la probabilité pour un ménage ou un individu de voir sa situation se dégrader sous l'effet de risques ou de chocs auxquels il est exposé. Les populations sont soumises à différents types de risques de nature, de gravité et de périodicité, différentes. Nous pourrions parler de risques politiques (conflits armés), de risques sanitaires (épidémies), de risques industriels, de risques économiques (fluctuations des prix des produits agricoles sur le marché mondial) ou encore de risques agricoles et climatiques (sécheresses, inondations). Au Burkina Faso, les risques d'insécurité alimentaire sont entre autres les aléas climatiques les maladies ou encore l'augmentation du prix des produits alimentaires. Cette vulnérabilité face aux différents risques précédemment cités, peut alors conduire les populations à une situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

La première partie de cette étude sera découpée en deux chapitres distincts. Le premier s'attachera à une mise en perspective théorique de la notion de sécurité alimentaire et nutritionnelle de manière générale, tandis que le second rendra compte plus spécifiquement du contexte démographique, économique, agricole et alimentaire du Burkina Faso.

Chapitre 1 : La notion générale de sécurité alimentaire et nutritionnelle

Comment peut-on définir la notion de sécurité alimentaire et nutritionnelle ? A-t-elle toujours eu la même définition au fil des années ? Existe-t-il des indicateurs pertinents pour la mesurer ? Pour finir, quelles différences peut-on opérer entre la résilience et la souveraineté alimentaire ?

Nous répondrons à l'ensemble de ces questions à travers quatre sections. Nous partirons dans un premier temps de concepts généraux, en exposant notamment le droit à l'alimentation pour tout un chacun, en définissant la notion de sécurité alimentaire et les évolutions de cette dernière et en confrontant les notions de résilience et de souveraineté alimentaire.

Section 1. Le droit à l'alimentation pour tout un chacun

« S'efforcer de garantir à chaque enfant, à chaque femme et à chaque homme une alimentation adéquate et régulière n'est pas seulement un impératif moral et un investissement extrêmement rentable sur le plan économique : il s'agit aussi de l'application d'un droit humain fondamental.² »

Le droit à l'alimentation est une dimension fondamentale du droit international, permettant de faire face aux situations qui ont affecté principalement les populations les plus vulnérables, les ont privées de l'accès aux aliments et des moyens nécessaires pour s'en procurer. Toutefois, il semble important de préciser que le droit à l'alimentation ne se substitue pas aux efforts de développement en cours pour éradiquer la faim. En effet, ce dernier apporte une nouvelle dimension et vient compléter les méthodes traditionnelles de lutte contre l'insécurité alimentaire, en établissant un cadre juridique, en préconisant le droit des individus et les obligations des états qui en découlent. Il veille également à la mise en place de mécanismes de responsabilisation de tous les acteurs, tant au niveau des individus, des pouvoirs publics que des organismes de développement.

Le droit à l'alimentation présente un cadre général de référence qui oriente les efforts déployés au niveau international, national, régional et local pour lutter contre l'insécurité alimentaire et ses causes structurelles profondes. En effet, le droit à une alimentation adéquate en tant que droit fondamental de l'Homme a été reconnu pour la première fois dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) de 1948. Pour sûr, l'article 25 de la

² Citation de Jacques DIOUF, directeur général de la Fao

DUDH stipule que « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et celui de sa famille, notamment pour l'alimentation...³ ». Ce droit est devenu contraignant sur le plan juridique lorsque le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels est entré en application en le 3 Janvier 1976⁴.

À ce jour, 160 États ont ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et sont donc juridiquement tenus d'en appliquer les dispositions. L'Article 11 du Pacte international stipule que les États « reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une alimentation suffisante » et affirme l'existence du « droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim »⁵.

Le fait de vivre à l'abri de la faim est considéré comme étant le niveau minimum à garantir à chacun, quel que soit le niveau de développement dans lequel il vit. Toutefois, le droit à l'alimentation ne se contente pas simplement de garantir l'accès à une certaine portion alimentaire journalière. En effet, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels estime que « le droit à une nourriture suffisante est réalisé lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec d'autres, a physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante ou aux moyens de se la procurer⁶ ». En outre, le Comité souligne que le droit à une nourriture suffisante « ne doit pas être interprété dans le sens étroit ou restrictif du droit à une ration minimum de calories, de protéines ou d'autres nutriments spécifiques⁷ ». Cela signifie que chaque personne a non seulement le droit d'être à l'abri de la faim mais également d'accéder aux ressources nécessaires afin de produire, gagner ou acheter des aliments adéquats pour vivre en bonne santé et de manière durable.

Selon les instruments internationaux concernant les droits de l'homme, c'est aux États qu'il incombe en premier lieu de concrétiser le droit à l'alimentation. En effet, ces instruments identifient trois catégories d'obligations des États, à savoir les obligations de respecter, de protéger et de donner effet. Par conséquent, les États doivent créer un environnement

³ Nations Unies : « La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme » <https://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/>

⁴ Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. https://www.cncdh.fr/sites/default/files/pidesc_protocole_0.pdf

⁵ *Ibid.*,

⁶ Haut Commissariat des Nations Unies - Droits de l'Homme : « Outils relatifs au droit à l'alimentation » <https://www.ohchr.org/FR/Issues/ESCR/Pages/Food.aspx>

⁷ *Ibid.*,

juridique, politique et institutionnel qui permet à la population d'accéder à des aliments sains et nutritifs, dans le plein respect de la dignité humaine.

En somme, c'est lorsque les individus ont la pleine capacité, physique et économique, de se procurer des aliments sains et nutritifs à tout moment de leur vie, que nous pouvons alors parler de sécurité alimentaire. Toutefois, à quoi correspond cette notion de sécurité alimentaire ? Comment est-elle définie ? Les revenus sont-ils l'unique facteur de sécurité alimentaire ?

Section 2. Définition et évolution de la sécurité alimentaire

En 1974, s'est tenue la Conférence mondiale de l'alimentation. Les gouvernements qui y participaient, avaient proclamé que « chaque homme, femme et enfant a le droit inaliénable d'être libéré de la faim et de la malnutrition afin de développer pleinement ses facultés physiques et mentales⁸ ». La Conférence s'était fixé pour objectif l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition avant les dix années à venir, mais cet objectif n'a jamais été atteint. Par conséquent, la FAO a estimé que si les progrès ne s'accéléraient pas rapidement, « 680 millions de personnes pourraient encore souffrir de la faim d'ici 2010, dont plus de 250 millions en Afrique subsaharienne⁹ ».

Dans ce contexte, le Sommet Mondial de l'Alimentation, tenu au siège de la FAO à Rome en 1996, a réuni, pendant cinq jours, des représentants de 185 pays et de la Communauté Européenne. Cet événement de portée historique a rassemblé près de 10 000 personnes et avait pour objectif principal de renouveler, au plus haut niveau politique, l'engagement mondial d'éradiquer la faim et la malnutrition et d'assurer à tous une sécurité alimentaire durable. Par ailleurs, la forte visibilité du Sommet a permis de sensibiliser les responsables du secteur public et privé, les médias et le grand public à ce problème. Plus spécifiquement, le Sommet avait pour objectif de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans tous les pays d'ici 2015 au plus tard.

Lors de ce Sommet, une définition de la sécurité alimentaire a alors été adoptée par consensus international par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Ce dernier estime que la sécurité alimentaire existe « lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive

⁸ Sommet Mondial de l'Alimentation : « *Suivi des progrès depuis le Sommet Mondial de l'Alimentation* »

http://www.fao.org/wfs/index_fr.htm

⁹ *Ibid.*,

leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ¹⁰».

La sécurité alimentaire consitue donc une notion globale dépendant d'une multitude de facteurs. Elle comprend à la fois un aspect quantitatif et deux aspects qualitatifs. En effet, l'aspect quantitatif concerne le fait qu'un individu puisse vivre dignement en ayant suffisamment de nourriture à sa disposition. Les aspects qualitatifs, quant à eux, concernent le fait que cette nourriture doit être propre à la consommation et doit répondre aux besoins nutritionnels des individus qui la consomment. En ce sens, la FAO affirme que « la production agricole, le commerce, le revenu, la qualité des aliments, l'eau propre, l'assainissement, la gouvernance et la stabilité politique sont tous des facteurs qui influencent l'état de la sécurité alimentaire d'une personne¹¹ ».

La notion même de sécurité alimentaire et la façon d'y accéder sont des concepts dynamiques qui ont fortement évolué au fil du temps et particulièrement ces dernières décennies tant du point de vue théorique que de celui de la pratique. Depuis les années 1980, les institutions étatiques sont passées d'une politique essentiellement axée sur la sécurité alimentaire au niveau national et international à une vision prenant davantage en compte les individus et les foyers. L'accessibilité de la nourriture dans son ensemble est désormais reconnue comme une dimension importante de la sécurité alimentaire. En effet, il ne suffit plus que la nourriture soit simplement disponible ; il faut également que les individus puissent avoir des moyens et des ressources pour se procurer les denrées alimentaires dont ils ont besoin. Par conséquent, la FAO déclare que les politiques ont intégré la problématique des revenus et des dépenses des individus dans leur programme de sécurité alimentaire.

Par ailleurs, à partir des années 1990, les États ralliant les programmes de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), de la FAO ou encore du Programme Alimentaire Mondial (PAM) ont donné plus d'importance à la bonne utilisation des aliments qui deviendra la troisième dimension de la sécurité alimentaire après la disponibilité et l'accès. Ensuite, les politiques de sécurité alimentaire ont intégré une quatrième dimension, à savoir la stabilité dans le temps, afin de garantir une sécurité alimentaire durable pour tous. Nous détaillerons plus spécifiquement ces quatre dimensions au cours de la section suivante.

¹⁰ France Diplomatie : « *Sécurité alimentaire, nutrition et agriculture durable* » <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/autres-secteurs-d-importance>

¹¹ FAO : « *Le système alimentaire et les facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire des ménages et la nutrition* » <http://www.fao.org/3/w0078f/w0078f06.htm>

Enfin, afin d'ancrer cette notion de stabilité des ressources dans le temps, il semble nécessaire de préserver un certain équilibre humain et naturel de manière durable. Cela suppose que les politiques de sécurité alimentaire élaborées doivent intégrer la notion de « développement durable » dans leurs programmes en tenant compte des mesures qu'ils prennent sur les populations et leur milieu naturel. Ces mesures doivent alors s'inscrire dans la durée sans détruire l'équilibre indispensable entre l'Homme et son milieu de vie, autrement dit, les pouvoirs publics doivent se préoccuper de l'impact écologique et environnemental des mesures qu'ils prennent.

Avec ces différentes évolutions de la notion de sécurité alimentaire, une définition plus complète a alors été énoncée par la FAO. Cette dernière affirme qu'un individu, un foyer, une communauté ou une nation jouit de la sécurité alimentaire lorsque « chacun dispose en tout temps de la possibilité matérielle et économique d'acheter, de produire, d'obtenir ou de consommer une nourriture suffisante, saine et nutritive répondant à ses besoins, conforme à ses goûts et lui permettant de mener une vie active ¹² »

Toutefois, comment peut-on calculer le degré d'insécurité alimentaire d'une personne ? Quels sont les indicateurs pertinents ? Existe-il différentes formes d'insécurité alimentaire ?

Section 3 : Les dimensions et les indicateurs de la sécurité alimentaire

a. Les dimensions de la sécurité alimentaire

Comme nous l'avons brièvement énoncé précédemment, la notion de sécurité alimentaire s'appuie sur quatre dimensions principales reconnues par la FAO, à savoir la disponibilité, l'accessibilité économique et physique, l'usage et l'utilisation propice des aliments ainsi que la stabilité dans le temps¹³.

Tout d'abord, la **disponibilité** fait référence à l'existence physique de la nourriture. En effet, cette dernière est portée sur l'offre et permet d'analyser la capacité globale du système à répondre à la demande alimentaire. Elle est déterminée par le niveau de production alimentaire du pays (culture, élevage), les facteurs socio-économiques et culturels qui déterminent les performances du marché à répondre aux besoins des individus ainsi que par le

¹² FAO. « Les concepts pour la sécurité alimentaire et la nutrition » (2014) [http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/food-security-capacity-building/docs/Nutrition/SahelWorkshop/1. IFRC-UNICEF_Concepts_SA_Nut.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/food-security-capacity-building/docs/Nutrition/SahelWorkshop/1_IFRC-UNICEF_Concepts_SA_Nut.pdf)

¹³ FAO. « Le système alimentaire et les facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire des ménages et la nutrition » <http://www.fao.org/3/w0078f/w0078f06.htm>

niveau de stock des provisions. Qui plus est, l'approvisionnement de la nourriture doit être assuré de manière globale et au niveau de chaque foyer. L'indicateur le plus communément utilisé pour mesurer la disponibilité est la quantification de la nourriture disponible par rapport aux besoins des individus. La disponibilité dépend ainsi de la production domestique, des importations, de l'aide alimentaire et des stocks de provisions.

Par ailleurs, l'**accessibilité** est atteinte lorsque les individus ont suffisamment de ressources pour pouvoir se procurer une alimentation adaptée à leur régime alimentaire nutritif. Les facteurs les plus déterminants sont essentiellement économiques et physiques. En effet, l'accès économique dépend principalement du pouvoir d'achat - généralement faible surtout dans les zones vulnérables ou à risques - et de l'évolution du prix des denrées alimentaires. L'accès physique dépend de la dispersion géographique des populations, de l'état des routes ou encore des moyens de transport et de stockage.

L'**usage et la bonne utilisation** des denrées alimentaires impliquent une alimentation de qualité, contenant tous les éléments nutritifs nécessaires au bon fonctionnement et au développement de l'organisme. Plus particulièrement, l'utilisation porte sur la façon dont le corps optimise les différents nutriments présents dans les aliments. En effet, lorsque des aliments suffisants en apports nutritifs sont disponibles et accessibles, les ménages doivent prendre des décisions concernant leur achat, leur préparation, leur conservation, leur consommation et leur répartition au sein du ménage. Dans les familles où la distribution est inégale, certains individus peuvent souffrir de carence alimentaire même lorsque l'accès global est suffisant. Par ailleurs, l'hygiène, l'assainissement général, la disponibilité d'eau salubre et l'accès aux services de santé sont également des paramètres à prendre en compte dans la bonne utilisation des aliments.

Enfin, ces trois dernières dimensions doivent également faire preuve de **stabilité** dans le temps. En effet, le caractère durable se rapporte aux individus ou aux ménages qui sont fortement exposés aux risques de perdre temporairement ou définitivement leur accès aux ressources nécessaires pour consommer une alimentation adéquate car ils ne parviennent pas à se protéger contre les pertes de revenus ou manquent de réserves pour assurer leur consommation. Il est donc nécessaire de leur assurer un accès à des ressources stables sur le long terme. Cette quatrième dimension fait référence au contexte de vulnérabilité et facteurs-risques pouvant affecter la disponibilité et l'accès aux aliments. Il faut alors protéger les trois autres dimensions (disponibilité, accessibilité, bonne utilisation) des impacts négatifs d'une

instabilité provoquée par des facteurs naturels, sociaux, économiques ou politiques. Il est impératif de prendre en considération ces quatre piliers - complémentaires et indissociables - pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire, sans se focaliser uniquement sur l'un d'entre eux lorsque l'on établit un programme alimentaire.

Force est de constater que l'insécurité alimentaire va avoir un impact différent d'un individu à l'autre en fonction du type d'insécurité présent. Il existe premièrement l'insécurité alimentaire chronique qui survient lorsque les individus ne parviennent pas à assouvir leurs besoins alimentaires sur une longue période. Elle est souvent causée par la pauvreté, l'absence de biens et un accès difficile aux ressources productives ou financières. Il existe également l'insécurité alimentaire transitoire qui, quant à elle, est de court terme. Elle survient lorsqu'il y a une baisse soudaine de la production ou des problèmes d'accès à suffisamment de nourriture (chocs, fluctuations des prix et revenus, disponibilité, etc.). Enfin nous comptons un troisième cas plus particulier d'insécurité, à savoir l'insécurité alimentaire saisonnière. Elle intervient de façon cyclique dans l'accès et la disponibilité des aliments en raison des fluctuations saisonnières climatiques, du type de récoltes, des maladies ou des opportunités de travail.

b. Les indicateurs de la sécurité alimentaire

Pour intervenir sur l'insécurité alimentaire, il est indispensable de connaître précisément l'intensité et la sévérité des problèmes identifiés sur la sécurité alimentaire et sur l'état nutritionnel global d'un individu ou d'un ménage. Une fois ces éléments identifiés, il sera possible d'agir en adéquation avec la nature, la portée et l'urgence de l'aide à apporter aux populations affectées. Pour répondre à cela, une variété d'indicateurs et de seuils de référence ont été formulés à la fois pour développer des échelles, mais aussi pour classer et catégoriser la notion sécurité alimentaire.

Les sources les plus importantes de données et d'indicateurs utilisés pour mesurer la sécurité alimentaire proviennent de plusieurs organisations institutionnelles afférentes aux Nations Unies (FAO, PAM, le Fond International de Développement Agricole (FIDA), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF), etc.), à la Banque Mondiale ou encore à l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE).

Nous retrouvons tout d'abord des indicateurs d'accès aux aliments qui incluent la proportion de la population vivant avec moins de 1\$ par jour, la moyenne de l'aide humanitaire par

habitant ainsi que la moyenne de l'aide au développement par habitant¹⁴. Nous retrouvons ensuite des indicateurs concernant l'état nutritionnel qui inclut le déficit pondéral et le retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans. Les indicateurs de santé permettent de mesurer le taux de mortalité infantile et maternelle, tandis que les indicateurs sociaux permettent de mesurer le taux d'alphabétisation, le taux d'inscriptions dans les écoles primaires, le ratio fille/garçon ans ces dernières et la proportion de la population urbaine et rurale¹⁵. Les indicateurs économiques et financiers permettent de mesurer le PIB par habitant, le capital agricole, l'assistance extérieure pour l'agriculture, la valeur ajoutée par travailleur dans l'agriculture, l'aide publique au développement, le volume moyen de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, la balance des paiements ainsi que celle des transactions courantes¹⁶. Pour finir, nous retrouvons les indicateurs de la sécurité alimentaire et les indicateurs de diversification alimentaire, étroitement liés à la mesure de la disponibilité alimentaire.

Après avoir exposé les différentes dimensions et indicateurs de la sécurité alimentaire, il s'agira maintenant de s'intéresser aux notions de résilience et de souveraineté alimentaire. Comment peut-on les définir ? Présentent-elles des similitudes ou des points de divergence ? En quoi répondent-elles d'enjeux majeurs pour chaque pays ?

Section 4. Entre résilience et souveraineté alimentaire : quelle(s) distinction(s) ?

a. De la notion de résilience alimentaire...

Depuis les années 1990, un nouveau terme est entré dans les mœurs : la résilience alimentaire. La définition communément admise provient de la Commission Européenne. En effet, cette dernière définit la résilience alimentaire comme « la capacité d'une personne, d'un ménage, d'une communauté, d'un pays ou d'une région de résister, de s'adapter et de se remettre rapidement à la suite de tensions et de chocs, tels que des sécheresses, des violences, des conflits ou encore des catastrophes naturelles »¹⁷. Ainsi, la résilience alimentaire dépend

¹⁴ Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier : « *Sélection et formulation d'indicateurs spécifiques de la sécurité alimentaire durable* » .

https://www.iamm.ciheam.org/ress_doc/opac_css/doc_num.php?explnum_id=8940

¹⁵ *Ibid.*,

¹⁶ Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier : « *Sélection et formulation d'indicateurs spécifiques de la sécurité alimentaire durable* ».

https://www.iamm.ciheam.org/ress_doc/opac_css/doc_num.php?explnum_id=8940

¹⁷ DURVY, S., VALL, E., IMBERNON, J., (2016). *L'intégration des concepts de résilience dans le domaine de la sécurité alimentaire*

https://www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/full_html/2016/06/cagri160043/cagri160043.html

des moyens de subsistance disponibles et de la capacité des ménages à gérer des risques potentiels, notamment liés à la situation économique, agricole ou encore politique du pays. En somme, renforcer la résilience permet de limiter l'impact de crises futures, de les anticiper et de les absorber, aussi bien en milieu urbain que dans les environnements ruraux isolés.

Par conséquent, en 2012, la Commission Européenne a énoncé dix mesures permettant de renforcer la résilience et ainsi réduire la vulnérabilité des ménages les plus démunis. Ces mesures comprennent notamment la prise en charge des personnes vulnérables avant qu'elles ne soient confrontées à des situations de crise, l'élaboration de stratégies nationales de résilience, de plans de prévention et de préparation aux catastrophes ou encore de systèmes d'alertes précoces dans les pays exposés aux catastrophes naturelles (séismes, ouragans, inondations, tempêtes violentes)¹⁸.

Afin d'illustrer davantage nos propos, nous présenterons les deux principales initiatives de la Commission Européenne en matière de résilience. Ces dernières sont l'initiative SHARE - Appui à la capacité de résistance de la Corne de l'Afrique - et l'initiative AGIR - Alliance Globale pour l'Initiative «Résilience Sahel» - mises en œuvre dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest. En effet, en 2011, la Corne de l'Afrique a connu l'une de ses pires sécheresses en 60 ans, entraînant ainsi une crise humanitaire majeure touchant plus de 13 millions de personnes au Kenya, en Éthiopie, à Djibouti et en Somalie¹⁹. La Commission européenne a alors lancé l'initiative SHARE dans le but d'améliorer la capacité des personnes, des communautés et des pays à faire face à des crises intenses et récurrentes. En 2012 et 2013, SHARE a été dotée d'un budget de plus de 270 millions d'euros afin de renforcer la résilience en offrant aux communautés agricoles et pastorales davantage de possibilités de subvenir à leurs besoins et en renforçant la capacité des services publics à réagir aux différentes crises²⁰.

Par ailleurs, en 2012, 18 millions de personnes de la région sahélienne de l'Afrique de l'Ouest ont eu besoin d'une aide alimentaire pour causes de graves sécheresses, de mauvaises récoltes et du prix très élevés des denrées alimentaires de base²¹. Suite à cette crise d'ampleur majeure, en 2013, la commission européenne a alors impulsé l'initiative AGIR et a proposé

¹⁸ Commission Européenne : « Approche de l'UE sur la résilience : tirer des leçons des crises alimentaires» (2014) https://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/thematic/resilience_africa_fr.pdf

¹⁹ Commission Européenne : « Approche de l'UE sur la résilience : tirer des leçons des crises alimentaires» (2014) https://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/thematic/resilience_africa_fr.pdf

²⁰ *Ibid.*,

²¹ *Ibid.*,

une « feuille de route régionale » pour coordonner efficacement l'aide humanitaire et l'aide au développement afin de soutenir les stratégies de réduction de la faim des gouvernements africains et ainsi accroître la résilience des populations les plus vulnérables.

b. ... à la notion de souveraineté alimentaire

La notion de souveraineté alimentaire a été initialement développée par la *Via Campesina* - mouvement international d'agriculteurs - à l'occasion du Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996 et présente une alternative aux politiques néo-libérales. Depuis, le concept de la souveraineté alimentaire est devenu un thème majeur du débat agricole international, y compris dans les instances des Nations Unies.

De manière générale, la souveraineté alimentaire désigne « le droit des populations, de leurs pays, ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis-à-vis des pays tiers »²². Plus précisément, la souveraineté alimentaire donne la priorité à la production agricole locale pour nourrir la population et à l'amélioration de l'accès des paysans à la terre, à l'eau, aux semences ou encore au crédit. Elle donne également le droit aux États de se protéger des importations agricoles et alimentaires à trop bas prix et inclut la participation des populations aux choix de politique agricole²³.

En somme, l'objectif de la souveraineté alimentaire est de mettre en place des politiques de sécurité alimentaire adaptées au contexte national et aux besoins locaux et de mettre ainsi l'accent sur l'importance des conditions sociales et environnementales de la sécurité alimentaire. Cette approche prône alors un partage plus équitable des terres afin d'aider les agriculteurs dans la précarité, privilégie des techniques agricoles écologiques nécessitant peu d'intrants technologiques - mécanisation, fertilisant, pesticide - et lutte contre l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM)²⁴

Le principal défi actuel auquel la souveraineté alimentaire doit faire face est le libre-échange prôné par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). En effet, la politique du libre-échange amène sur les marchés des vivres avantageuses qui nuisent aux paysans locaux n'ayant ni les moyens ni la capacité de concurrencer les prix. A contrario, la souveraineté alimentaire soutient un marché qui autorise la délégation d'aides financières aux paysans,

²² Via Campesina : « *La souveraineté alimentaire* ».

https://nyeleni.org/IMG/pdf/4_pages_presentation_de_la_souverainet_alimentaire_FR-2.pdf

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*

garantit un prix des denrées alimentaires suffisant et autorise les barrières douanières ayant pour vocation de protéger et développer le secteur agricole.

Ainsi, la résilience et la souveraineté alimentaire sont des concepts bien différents. Toutefois, selon nous, la résilience et la souveraineté alimentaire agissent conjointement en faveur de la sécurité alimentaire. Il n'y a pas de sécurité alimentaire sans souveraineté alimentaire. De même, il n'y a pas de sécurité alimentaire sans résilience alimentaire. En effet, être résilient, autrement dit, s'adapter et absorber l'impact de potentiels chocs et risques futurs renforce et conduit à une situation de sécurité alimentaire. Un pays qui réussit à rebondir rapidement et à limiter les dégâts causés par les chocs externes, entend assurer et renforcer la sécurité alimentaire auprès de ses habitants. Par ailleurs, un État qui tend à être dans une situation de souveraineté alimentaire, autrement dit qui est capable de faire ses propres choix politiques et de suivre un développement propre à sa démographie et ses richesses, renforce également la sécurité alimentaire de sa population.

Chapitre 2. Le cas du Burkina Faso

Après avoir mis en lumière les notions de sécurité, de résilience et de souveraineté alimentaire, il s'agira à présent de se concentrer sur le cas du Burkina Faso. Nous nous sommes intéressées dans un premier temps à son contexte social, démographique et politique et avons ensuite effectué des recherches quant à son contexte agricole et alimentaire. Suite à différents constats, nous avons décidé d'intégrer la notion de transition agricole et alimentaire, à la fois de manière générale et appliquée spécifiquement au Burkina Faso.

Section 1. Analyse du contexte socio-économique du Burkina Faso



Le Burkina Faso est un pays d'Afrique de l'Ouest sans littoral et frontalier avec la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Mali, le Bénin et le Niger. Il compte parmi les pays les moins avancés au monde et des plus touchés par des crises aiguës, à la fois politiques et économiques. Au 1er Août 2019, la population Burkinabé était estimée à plus de 20 millions d'habitants, représentant ainsi une croissance annuelle de 7,2%²⁵.

Encyclopedia Universalis <https://www.universalis.fr/atlas/afrique/burkina-faso/>

Par ailleurs, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a publié en 2018, le classement mondial des pays, grâce à l'Indice de Développement Humain (IDH). Le Burkina Faso occupe le 47ème rang en Afrique et le 183ème au niveau mondial²⁶ avec 40% de sa population vivant avec moins de 1,90 dollar par jour. Le taux de chômage est élevé et atteint globalement 14 % (environ 20% pour les femmes et 8% pour les hommes) et 18,4% chez les jeunes de moins de 25 ans²⁷, provoquant ainsi de nombreuses migrations et

²⁵ Atlas des populations et pays du monde. (2019). "Burkina Faso". <https://www.populationdata.net/pays/burkina-faso/>

²⁶ Médiaterre : "Indice de Développement Humain 2018" <https://www.mediaterre.org/actu,20180920151933,5.html>

²⁷ BANQUE MONDIALE : "Burkina Faso Vue d'ensemble". <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview>

des tensions sociales importantes. Le contexte actuel du pays incite les différents acteurs Burkinabè, qu'ils soient représentant de la société civile ou des collectivités territoriales, à agir. De surcroît, le pays compte parmi les premières destinations ciblées des différentes Associations de Solidarité Internationale (ASI).

Concernant le taux d'alphabétisation, celui-ci est de 23% pour les femmes contre 38% pour les hommes²⁸ et environ trois fois plus faible dans les zones rurales. Le difficile accès à l'instruction des femmes peut notamment s'expliquer par un nombre élevé de grossesses précoces chez les filles en âge de se rendre à l'école. Cela présente un lien intrinsèque avec l'importance des mariages d'enfants et/ou mariages forcés dans le pays. Cela contraint ainsi les jeunes filles à abandonner leur scolarité prématurément et sont peu soutenues quant à une reprise d'étude. Par ailleurs, les femmes jouent un rôle primordial dans la sphère familiale, notamment concernant l'éducation des enfants, en bas âge ou non. Ces tâches leur sont presque toujours dévolues, ce qui représente un autre obstacle quant à leur assiduité aux centres d'alphabétisation.

Néanmoins, malgré une amélioration sensible ces dernières années, les indicateurs de santé maternelle et infantile n'ont toujours pas atteint les taux fixés par les Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU et le Plan National de Développement Économique et Social (PNDES).

Selon les données de la Banque Mondiale, la mortalité infantile chez les enfants de moins de cinq ans a quant à elle diminué de 66 % à 51% entre 2010 et 2017, ainsi que la mortalité néonatale qui est passée 31% en 2010 à 25 % en 2017²⁹.

Pour finir, la stabilité du pays est fortement menacée par l'augmentation de l'insécurité régionale. En effet, le Burkina Faso a été la cible d'attaques terroristes de grande ampleur, d'enlèvements et d'assassinats, en particulier dans les régions administratives du Sahel et du Nord. En Décembre 2018, l'état d'urgence a été décrété dans plusieurs provinces, provoquant ainsi une baisse significative des activités touristiques. Ce caractère insécuritaire impacte la qualité de vie des populations et limite fortement l'intervention d'ONG ou d'associations de solidarité internationale. Des pays comme le Canada ou encore la France avaient pour habitude d'agir au Burkina Faso. Toutefois, suite à l'instabilité grandissante, ces pays envoient de moins en moins de volontaires. Cela provoque ainsi de grandes difficultés pour le

²⁸ *Ibid.*,

²⁹ *Ibid.*,

développement du pays car ces interventions internationales étaient notamment un soutien considérable pour les initiatives locales.

Qu'en est-il du contexte agricole et alimentaire au Burkina Faso ? Les quatre dimensions de la sécurité alimentaire précédemment citées sont-elles respectées ?

Section 2. Le contexte agricole et alimentaire du Burkina Faso

Le Burkina Faso possède un climat tropical, caractérisé par deux saisons très contrastées : la saison des pluies de Juin à Septembre et la saison sèche d'Octobre à Mai. Selon le Ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Burkina Faso, le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture constitue une composante déterminante de l'économie du pays. Il occupe près de 90 % de la population active et représente environ 40 % du PIB³⁰. Le coton occupe une place importante dans les exportations agricoles du Burkina Faso et les exportations aurifères tendent à augmenter ces dernières années. Toutefois, le pays vend sur les marchés un large éventail de produits provenant de l'agriculture et de l'élevage sur les marchés régionaux et internationaux comme le soja, les fruits secs, le niébé, le sorgho, le mil, le piment ou encore le sésame. L'économie du pays est ainsi fortement dominée par l'agriculture vivrière, employant près de 80 % de la population active³¹.

Les obstacles à la productivité sont notamment la dégradation de l'environnement, la mauvaise qualité des terres, la petite superficie des parcelles, la mauvaise utilisation des technologies, les pénuries d'eau, les difficultés d'accès à des intrants de qualité ou encore une mauvaise gestion des ressources naturelles et des déchets. Viennent s'ajouter les aléas et les chocs climatiques récurrents, à savoir les fortes sécheresses ou encore une pluviométrie importante. En effet, 80% des petits agriculteurs dépendent de l'agriculture pluviale de subsistance, limitée à une saison des pluies annuelle pour satisfaire leurs besoins alimentaires et ne disposent d'aucune réserve pour tenir jusqu'à l'année suivante. Ainsi, de nombreux paysans sont régulièrement confrontés à de mauvaises récoltes, causant une vulnérabilité des Burkinabè à se procurer des denrées alimentaires de manière durable car, pour subsister, ces derniers dépendent principalement de ressources naturelles fragiles.

Ces résultats impactent inéluctablement la sécurité alimentaire du pays. Comme nous l'avons illustré précédemment, la durabilité compte parmi les principaux facteurs assurant la sécurité

³⁰ Ministère de l'Agriculture de l'Agroalimentaire et de la forêt. "Les politiques agricoles à travers le monde - Burkina Faso". https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/fichepays2014-burkina-faso_cle499519.pdf

³¹ *Ibid.*,

alimentaire d'une personne ou d'un foyer. Or, dans le cas énoncé ci-dessus, cette dimension n'est pas respectée en raison du dérèglement climatique, empêchant ainsi les Burkinabè d'avoir accès à des denrées alimentaires - saines, variées et nutritives - tout au long de l'année. De ce fait, il est primordial de trouver des solutions durables permettant d'assurer la disponibilité et l'accès à une bonne alimentation, luttant ainsi contre la malnutrition persistante sur le territoire.

Par ailleurs, selon l'OCDE, le Burkina Faso occupe le 146ème rang sur 159 pays selon l'indice des inégalités de genre pour 2017³². En raison de ces inégalités hommes-femmes dans les processus décisionnels, les femmes ont un accès très limité à la propriété foncière et par conséquent aux terres. En effet, 54% des hommes au Burkina Faso sont propriétaires uniques de leurs terres contre 5% des femmes³³. Toutefois, dans une étude publiée en 2013 nommée *Women in Africa*, l'OCDE estimait que les femmes constituent 70% de la main d'œuvre agricole et concourent à 90% de la production des denrées alimentaires. Outre cette production, les femmes participent activement à leur transformation ainsi que leur commercialisation. Par ailleurs, au Burkina Faso, 79% des heures de travail consacrées à la production vivrière sont assurées par les femmes³⁴, représentant alors un rôle considérable en matière de nutrition et de sécurité alimentaire pour le pays.

Toujours en 2017, le Burkina Faso se classait au 92ème rang sur 119 pays selon l'Indice de la Faim dans le Monde (IFM)³⁵. Environ 3,5 millions de personnes se trouvent périodiquement en situation d'insécurité alimentaire, notamment avec une grande variabilité saisonnière ; autrement dit l'offre de denrées alimentaires de subsistances est parfois très faible lors de la saison sèche et/ou de la saison des pluies. En effet, lors de la saison sèche, bon nombre de paysans ne sont pas en mesure d'irriguer assez fréquemment leurs cultures à cause de la pénurie d'eau, provoquant ainsi une perte significative de leurs rendements agricoles. De même, certaines saisons de pluie sont insuffisantes et provoquent des récoltes minimales. Ces aléas impactent directement l'offre, devenant limitée sur les marchés locaux et régionaux. À cause de cette grande variabilité saisonnière, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) - a estimé en Juillet 2018 que 13% de la population - soit 2 671 900 personnes - allait se trouver

³² OCDE. « *Burkina Faso* ». <http://www.oecd.org/development/development-gender/ETUDE-PAYS-SIGI-BURKINA-FASO.pdf>

³³ Données OCDE, 2014. « *Rapport parallèle sur le Burkina Faso* ». https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CEDAW/Shared%20Documents/BFA/INT_CEDAW_NGO_BFA_26382_F.pdf

³⁴ OUEDRAOGO, F. « *Groupements de femmes rurales au Burkina Faso : enjeux et défis pour un développement durable* ».

³⁵ PAM. « *Projet de plan stratégique du pays - Burkina Faso (2019-2023)* ». <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000074384/download/>

“en situation de stress en raison de l’insécurité alimentaire” et que 5% supplémentaire - soit 954 315 personnes - se trouveraient exposés à un risque d’insécurité alimentaire grave³⁶. La notion de résilience alimentaire et donc d’adaptabilité face aux risques futurs est loin d’être atteinte au Burkina Faso.

Toujours selon le PAM, le Burkina Faso est un pays à déficit vivrier qui importe environ 20% des produits alimentaires consommés par sa population³⁷. De plus, selon une étude menée par le GRET (Groupe de Recherche et d’Echange Technologique), le régime alimentaire de la majorité de la population Burkinabè est peu diversifié. Les céréales participent pour 67% à 70% à l’apport calorique³⁸. De fait, le manque de diversité alimentaire est à l’origine des taux importants de carences en micronutriments mais également à l’origine d’une inadéquation de l’apport alimentaire tant chez les adultes que chez les enfants en quantité et surtout en qualité.

Pour finir, la malnutrition demeure un problème de santé publique majeur au Burkina Faso. Le taux de malnutrition aiguë globale s’élève à 8,6%³⁹. Les taux de malnutrition enregistrés parmi les enfants de moins de 5 ans sont particulièrement élevés dans les régions administratives du Sahel (13,6%), du Nord (11,3%), de l’Est (10,8%) et du Centre-Nord (9,4%)⁴⁰. Inéluctablement, les principaux facteurs contribuant à la malnutrition sont la pauvreté, l’insécurité alimentaire, les inégalités entre les sexes, une consommation alimentaire insuffisante et le manque de diversité alimentaire, des soins de santé maternelle et infantile inadaptés, les maladies comme la diarrhée et le paludisme ainsi que l’accès limité à l’eau potable, à l’assainissement et aux services de santé⁴¹.

Au regard des différents constats précédemment exposés dans le domaine agricole et alimentaire, nous pouvons affirmer que les quatre dimensions constituant la notion de sécurité alimentaire (accessibilité, disponibilité, bonne utilisation des aliments, durabilité) sont loin d’être respectés au Burkina Faso. L’enjeu semble alors de taille. C’est pourquoi, nous parlons de plus en plus de transition agricole et alimentaire. Toutefois, à quoi correspond-elle ? Est-elle un simple idéal à atteindre ou une réelle nécessité ?

³⁶ *Ibid.*,

³⁷ *Ibid.*,

³⁸ OECD. « Profil sécurité alimentaire - Burkina Faso » <https://www.oecd.org/fr/pays/burkinafaso/41642162.pdf>

³⁹ PAM. op.cit.,

⁴⁰ *Ibid.*,

⁴¹ *Ibid.*,

Section 3. La notion de transition agricole et alimentaire

De manière générale, la notion de transition agricole et alimentaire peut se définir comme l'ensemble des changements à venir des habitudes de consommation et des modalités de production, incluant un objectif de durabilité⁴².

Afin de s'engager dans une transition agricole et alimentaire, deux évolutions clés sont à promouvoir. En effet, la relance des économies alimentaires des territoires est évidente. Cette dernière s'effectue par la promotion des circuits courts, des produits marqués (de terroir), les transformations des produits agricoles à petites échelles ou encore la création de valeurs et d'emplois locaux. La seconde évolution correspond à la lutte contre les mauvaises performances sociales, environnementales et culturelles du système mondialisé. Cela induit alors de soutenir le développement de l'agro-écologie, de permettre la diminution des intrants chimiques, le développement des associations de cultures, des énergies renouvelables et de donner davantage de valeur ajoutée à l'exploitation agricole⁴³.

Les années 70 marquent le début d'un nouveau modèle économique, sensible aux variations des ressources naturelles. Des événements marquants comme le rapport Meadows ou encore diverses catastrophes écologiques incitent la société à changer sa vision de l'économie. Les individus prennent alors davantage conscience de la rareté des ressources et accordent plus d'importance aux actions de préservation de l'environnement. Par conséquent, il semble légitime de penser qu'une transition économique ne peut avoir lieu sans qu'une transition environnementale la précède. Il est impensable de continuer d'agir dans une optique de croissance économique dans un monde où les ressources naturelles s'appauvrissent considérablement.

Afin d'alimenter nos propos et notre réflexion sur cette notion, nous nous sommes reposées sur la vision de Henri Rouillé d'Orfeuil - ingénieur agronome et docteur en économie - et celle d'un expert à la FAO - Food and Agriculture Organization - Prosper Sawadogo, spécialisé sur les problématiques de nutrition au Burkina Faso.

⁴² I Care & Consult. « Réussir la transition environnementale » <https://www.i-care-consult.com/opinions/la-transition-alimentaire-enjeux-dune-definition-et-dune-evaluation-pour-les-acteurs-du-secteur-agroalimentaire/>

⁴³ *Ibid.*,

a. La transition agricole et alimentaire selon Henri Rouillé d'Orfeuil

Dans son ouvrage *“la transition agricole et alimentaire”* publié en Janvier 2018, H. Rouillé d'Orfeuil met en exergue la nécessité d'agir en faveur d'une transition globale. Mais que signifie-t-elle ? Comment nous autres, citoyens du monde, pouvons nous agir en sa faveur ? Quels sont, selon l'auteur, ses facteurs de réussite ?

Force est de constater que chaque acteur de notre société se doit d'agir à son échelle et en accord avec ses pouvoirs. Selon H. Rouillé d'Orfeuil, « le laisser-faire n'est plus une option »⁴⁴ en matière de transition. Il ajoute que les « victimes doivent jouer un rôle majeur dans le jeu d'acteurs de la transition »⁴⁵. Dans la même réflexion, il précise que « la transition ne peut pas être conçue comme une sorte de logiciel qui, dès qu'on l'actionnerait, pourrait dérouler son programme »⁴⁶. Dès lors, il induit ici l'idée qu'une transition, aussi globale soit-elle, se doit d'être exécutée par tous les acteurs, qu'ils soient politiques, économiques ou citoyens, confondus au sein d'une économie ciblée.

Dans son ouvrage, Henri Rouillé d'Orfeuil met également en lumière différentes directions à prendre pour assurer la transition. Parmi elles, il souligne le besoin d'une « nouvelle partition de l'espace économique »⁴⁷. Ce projet nécessite de revoir les champs d'actions des nombreux acteurs économiques présents au sein d'une société. Selon l'agronome, il est nécessaire de réviser « l'ancrage territorial des acteurs de l'économie mondialisée » et de leur faire prendre conscience de « leur part de responsabilité vis-à-vis des territoires où ils interviennent. »⁴⁸. Il ajoute que « cette responsabilité doit se traduire [...] en termes social, environnemental et culturel par des activités productives responsables et durables ayant des impacts positifs sur les sociétés, les environnements et les cultures »⁴⁹.

Par ailleurs, H. Rouillé d'Orfeuil cite le besoin « d'une relance des économies territorialisées ». Selon lui, ce sont les économies territorialisées qui possèdent la capacité de permettre aux consommateurs locaux de s'approprier leur territoire et ainsi de « reconquérir une capacité d'agir ». Il s'inspire également de l'expérience de Raphaël Souchier, consultant européen en économies locales durables et en intelligence collective. Ce dernier met en exergue que l'absence de moyens d'actions des citoyens qui évoluent dans un « système

⁴⁴ Henri Rouillé d'Orfeuil. « *La transition agricole et alimentaire* », p.127.

⁴⁵ *Ibid.*, p.128.

⁴⁶ *Ibid.*,

⁴⁷ *Ibid.*, p.133.

⁴⁸ *Ibid.*, p.130.

⁴⁹ Henri Rouillé d'Orfeuil. *op.cit.*, p.130.

dominé par une production, une transformation, une distribution, une consommation, toutes de masse » fait que « les capacités des citoyens à contribuer à résoudre un désordre économique et à relancer une économie en crise sont faibles. » H. Rouillé d'Orfeuil met en avant ici l'importance urgente d'une réappropriation des territoires par les citoyens eux-mêmes. Il est nécessaire pour la transition que ces acteurs économiques soient capables et motivés à agir en faveur d'une économie plus verte et animés par le changement.

Pour finir, l'auteur souligne l'interdépendance entre les économies dites territorialisées et celles dites mondialisées. D'après lui, il est nécessaire de prendre conscience de l'importance du développement territorial « dans la conception du développement mondial ». Ces différentes orientations, bien que destinées à la définition d'une transition plus globale, s'appliquent aussi bien à celle d'une transition essentiellement alimentaire. La transition agricole et alimentaire suscite l'implication de tous les acteurs économiques et la nécessité de redonner le droit d'action aux citoyens et aux acteurs territoriaux.

b. La transition alimentaire selon Prosper Sawadogo – FAO

Lors de notre mission au Burkina Faso, nous avons eu la chance de rencontrer Prosper Sawadogo, expert à la FAO spécialisé dans les problématiques de nutrition et des systèmes alimentaires. Nos dires suivants sont basés sur cette rencontre qui a eu lieu dans les bureaux de la FAO à Ouagadougou.

Nous lui avons posé différentes questions, notamment concernant la nécessité d'une transition alimentaire. À cela, il affirme que pour assurer une réelle transition, adaptée à tout à chacun, il est nécessaire de s'intéresser et d'analyser l'origine des comportements des consommateurs et des producteurs sur une zone donnée. En prenant le cas du Burkina Faso, il s'agit de se demander selon quels critères agissent les acteurs de la chaîne alimentaire. Pourquoi décidons-nous réellement de produire des denrées alimentaires ? Est-ce pour avoir une source de revenus et ainsi subvenir à nos besoins ? Est-ce pour répondre directement à notre besoin primaire de s'alimenter ? Ou est ce pour ces deux raisons ?

Lors de notre rencontre avec Mr Sawadogo, notre vision du « pourquoi cet homme ou cette femme produit-il/elle cette denrée » a été inéluctablement chamboulée. En effet, nous nous sommes rapidement rendu compte que les Burkinabè n'avaient fondamentalement pas la même vision que celle des « occidentaux » concernant la raison même de produire. Prosper Sawadogo nous a alors expliqué que les petits producteurs Burkinabè cherchaient avant tout à

se nourrir et se mettre à l'abri de la faim, eux et leur famille. Par conséquent, c'est seulement le reste de la production qui est destinée à la vente. La provenance et la qualité des produits passent alors au second plan. A contrario, les producteurs « occidentaux » cherchent avant tout, par le biais de culture et de production souvent intensive, à dégager un maximum de bénéfices en vendant la grande majorité de leur production.

Selon Mr Sawadogo, la transition au Burkina Faso doit débiter par l'émergence de l'intérêt porté à l'alimentation locale. Néanmoins, cet intérêt reste encore assez fragile car les Burkinabè estiment que les produits locaux sont beaucoup plus chers que les produits importés. Mr Sawadogo nous a alors donné un exemple. Depuis des dizaines d'années, les Burkinabè importent massivement et à très bas prix du riz asiatique de basse qualité. Certains parleront même de brisures de riz, bradées sur le marché mondial et déchuées de toutes qualités nutritionnelles. Néanmoins, les Burkinabè s'en contentent et continuent d'en importer à grande échelle. Ironie du sort, le Burkina Faso est un grand pays producteur de riz. Ce dernier est « entier », et présente des qualités nutritionnelles nettement plus élevées qui justifient son prix d'achat plus important. Certains producteurs n'arrivent alors pas à le vendre sur les marchés. De ce fait, si la souveraineté alimentaire venait à être appliquée au Burkina Faso et si la transition agricole et alimentaire est réellement lancée, les importations de riz seront contrôlées par des taxes à l'importation ou des quotas, permettant ainsi aux petits producteurs de vendre à nouveau leur riz sur le marché à des prix raisonnables et doubler leur production. Le pays tout entier économisera alors des devises car la production locale suffira à la consommation des ménages.

Toutefois, durant notre entretien, Mr Sawadogo présentait certaines inquiétudes concernant les freins possibles à la transition agricole et alimentaire du pays. Pour illustrer ses propos, il nous a soumis l'exemple du Sénégal qui représente le premier importateur de riz sur tout le continent Africain. En effet, en 2007 les Sénégalais, qui consomment alors 85 kilos de riz en moyenne par an et par personne⁵⁰, font face à une crise alimentaire. Une importante hausse des prix des produits voués à l'import/export a engendré une rébellion de la part de la population sénégalaise. Suite à cela, Abdoulaye Wade - ancien président du Sénégal - a décidé de mettre en place le « Plan d'Autosuffisance du Riz »⁵¹ pour pallier cette dépendance

⁵⁰ Libération. « Riz : le Sénégal veille au grain » (2019).

https://www.liberation.fr/planete/2019/04/17/riz-le-senegal-veille-au-grain_1722023

⁵¹ FAO. « Amélioration de la production de riz en Afrique de l'Ouest ». (2019)

<http://www.fao.org/ag/aprao/projet-aprao/apercu-de-la-riziculture/senegal/fr/>

des importations. De nombreux aménagements ont été mis en œuvre, notamment des grandes vallées en Casamance dédiées à la production rizicole.

Malheureusement, le pays a rencontré par la suite de grandes difficultés à commercialiser ce produit, pourtant entièrement local. Nous parlons alors d'effet cliqué, constituant un frein relatif à une approche plus sociologique des comportements des consommateurs. Ce terme a été illustré et défini par James Duesenberry en 1949. Prosper Sawadogo l'a défini par le fait qu'il peut être très compliqué de changer des habitudes de consommation présentes et ancrées depuis de nombreuses années au sein des mœurs et de la culture du pays.

Par ailleurs, un article du journal Ouest-France⁵² illustre également la situation des exploitants agricoles sénégalais spécialisés dans la production rizicole. Khady Bousso explique : « on veut nous faire vendre du riz blanc entier. Or, les Sénégalais consomment traditionnellement du riz brisé. Résultats : nos stocks de riz sénégalais ne s'écoulent pas bien. » Il y a ici le parfait exemple des risques qu'engendrent les effets cliquets. Il est impossible de mettre en place des stratégies de développement qui ne sont pas en lien intrinsèque avec la culture et les mœurs du territoire sur lequel elles agissent. Ce type d'action nécessite au préalable de préparer les populations et de les sensibiliser. Dans ce cas, il aurait été nécessaire que le gouvernement agisse par étape en élaborant en premier lieu des actions visant à déshabituer de manière moins radicale les habitants à consommer du riz brisé.

L'expert de la FAO a introduit cet exemple pour faire ressortir l'idée selon laquelle la transition nécessite d'être dynamisée par « les victimes » qui « doivent jouer un rôle majeur dans le jeu d'acteurs de la transition », pour ainsi reprendre le terme d'H. Rouillé d'Orfeuil. L'expert a ajouté à cela que si les consommateurs s'unissent pour affirmer leur volonté de consommer des produits locaux, le gouvernement et les institutions publiques n'auront d'autres choix que de suivre leurs motivations. En revanche, il ne faut pas faire de cette vision une généralité applicable à toutes les économies et les nations du Monde.

En ce sens, nous comprenons que la transition alimentaire nécessite de faire preuve d'une certaine adaptabilité quant aux actions et aux stratégies mises en place. Nous pourrions alors parler de "transition territorialisée" dans le sens où les acteurs de ce changement se doivent d'être flexibles selon l'endroit où ils agissent. Dès lors, il n'y a pas de définition universelle

⁵² Ouest-France. « *Le Sénégal développe son riz local mais n'arrive pas à le vendre* » (2017) <https://www.ouest-france.fr/monde/senegal/le-senegal-developpe-son-riz-local-mais-n-arrive-pas-le-vendre-5216925>

de la notion de “transition” qui dépend de nombreux facteurs variables conduisant à sa réussite.

En conclusion de cette première partie, nous pouvons ainsi affirmer que le Burkina Faso fait face à de multiples enjeux. Le pays rencontre de réelles difficultés à garantir une certaine sécurité, résilience et souveraineté alimentaire aux Burkinabè. Toutefois, de nombreux programmes et initiatives voient progressivement le jour, impulsant ainsi une dynamique de changement, notamment à travers la valorisation de l'alimentation locale.

Partie II : Des programmes et initiatives au service du changement

La situation économique et sociale actuelle du Burkina Faso soulève de nombreux questionnements. Le pays est aujourd'hui confronté à des problématiques délicates - tant agricoles qu'alimentaires - et se doit de repenser son modèle de consommation et de production. Un certain nombre d'acteurs locaux, en lien avec des organisations d'ordre national et international, développent de nouvelles stratégies de développement. En revanche, il serait légitime de se demander si ces aides ne sont pas le fruit du néo-colonialisme actuel. Quelles sont les clefs d'une autonomisation du Burkina Faso ? Comment faire en sorte que les populations s'approprient leur territoire ? Quelles solutions durables au renforcement de la sécurité alimentaire au Burkina Faso ?

À travers les recherches documentaires que nous avons effectuées, nous avons pris connaissance de l'émergence de mouvements et d'actions réalisés par différents acteurs Burkinabè en faveur d'une amélioration de la qualité de vie du pays, notamment à travers l'alimentation.

Un tournant s'opère dans les années 2000 avec la rédaction des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Cette déclaration a été adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies et a nécessité l'implication et la participation des 193 Etats membres. Parmi eux, le Burkina Faso. Ces huit OMD⁵³ préconisaient pour l'année 2015 de réduire l'extrême pauvreté, d'assurer l'éducation primaire pour tous, de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, de réduire la mortalité infantile, d'améliorer la santé maternelle, de combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, d'assurer un environnement durable et de mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Aujourd'hui, nous parlons plus communément des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), agissant pour une « sécurité nutritionnelle des populations à horizon 2030 »⁵⁴. Toutefois le Burkina Faso, faute de moyens humains et financiers, voit aujourd'hui encore un objectif non atteint concernant la réduction voire l'éradication de l'extrême pauvreté.

⁵³ Nations Unies. « *Les objectifs du millénaire pour le développement* ». https://www.unodc.org/art/docs/ART_MDG_F_screen.pdf

⁵⁴ Ministère de la Santé. « *Politique nationale de nutrition* », (2016) <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/bkf172927.pdf>

C'est donc dans une optique de changement et de transition que le Burkina Faso voit émerger de nombreux programmes et initiatives alimentaires locales. Dans le chapitre suivant, nous allons nous concentrer principalement sur les mesures énoncées par le PAM (Programme Alimentaire Mondial) au Burkina Faso, à savoir l'objectif « Faim Zéro » 2017 ainsi que sur le plan stratégique pour une souveraineté alimentaire.

Chapitre I : Les mesures du Programme Alimentaire Mondial

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM), auquel nous avons déjà fait référence au début de cette étude, représente la plus grande « organisation humanitaire mondiale de lutte contre la faim »⁵⁵. Ce programme porté par l'ONU est créé en 1961 sous la demande du président américain Dwight Eisenhower. À l'époque, il avait vocation à pallier les situations d'urgences et à répondre aux besoins alimentaires des pays en crise. Au fil du temps, le PAM est devenue une organisation à part entière et s'est vu déceler des missions d'élaboration d'actions en faveur du développement.

En activité depuis 1967 au Burkina Faso, le PAM intervient essentiellement sur « les repas scolaires, la prévention et le traitement de la malnutrition, le renforcement de la résilience, le renforcement des capacités des pouvoirs publics, le développement des marchés agricoles, l'appui aux technologies alimentaires et le soutien logistique. »⁵⁶.

Section 1 : Objectif "Faim Zéro" 2017

En 2015, 17 Objectifs de Développement Durable ont été définis par tous les Etats membres pour l'horizon 2030. Le PAM, à travers sa volonté d'éradiquer la faim dans le monde, accorde toute son attention au deuxième objectif : l'objectif « Faim Zéro ». Ce dernier incite les Etats membres à mettre en place des stratégies en faveur d'une éradication totale de la faim dans le monde entier. D'après le site officiel du PAM, l'objectif « Faim Zéro » vise à « assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable. »⁵⁷.

Il semble toutefois important de distinguer l'organisation à part entière que constitue le PAM et l'objectif Faim Zéro. Les actions élaborées par le PAM se sont élargies suite au décret de ce deuxième Objectif de Développement Durable. Nous parlons bien d'un objectif que les 194 Etats membres ont conjointement défini, représentant un défi majeur pour l'ensemble de ces acteurs.

⁵⁵ Programme Alimentaire Mondial. « *Vue d'ensemble* »

<https://fr.wfp.org/vue-ensemble>

⁵⁶ PAM. « *Projet de plan stratégique du pays - Burkina Faso (2019-2023)* », p.8 - 2.1.32

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000074384/download/>

⁵⁷ PAM : « *La faim zéro* ».

<https://fr.wfp.org/faim-zero>

Le document « L'Initiative Faim Zéro pour l'Afrique de l'Ouest - éradiquer la faim d'ici 2025 »⁵⁸, rédigé par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) présente les objectifs et les attentes de l'initiative Faim Zéro, également soutenus et approuvés par la FAO. Il y est expliqué que l'éradication de la faim ne constitue pas l'unique préoccupation des gouvernements et des autorités publiques mais qu'il leur incombe également d'agir dans le sens d'une amélioration de la qualité de production et donc des produits consommés. Dans ce même document, la FAO met en exergue l'importance d'une mobilisation générale des acteurs Burkinabè afin de pallier la faim et la malnutrition qui menacent inexorablement les populations, essentiellement rurales.

Une étude a récemment été effectuée par le PAM concernant l'objectif « Faim Zéro ». Cette analyse stratégique a permis aux acteurs Burkinabè de « recenser un ensemble de problèmes d'ordre politique et programmatique susceptibles de compromettre l'accomplissement de l'ODD 2 »⁵⁹. Cette analyse fait ainsi ressortir 3 principales lacunes.

La première répond du manque d'investissement et d'actions de la part de l'Etat. En effet, il est stipulé dans le document qu'il existe une « prise en main institutionnelle insuffisante des interventions en matière de développement et d'intégration des ODD »⁶⁰. Le manque de programmation en faveur de la diminution de la faim peut compromettre sérieusement l'accomplissement de l'objectif Faim Zéro. En d'autres termes, les ODD sont mal intégrés et peu respectés par les institutions elles-mêmes qui ne proposent pas suffisamment de programmes agissant en leur sens.

La deuxième lacune provient de problèmes structurels. Il y est mis en avant le manque de source sûre d'approvisionnement alimentaire et la difficulté d'accès aux produits sains. En d'autres termes, une mauvaise gestion des stocks et des productions rend l'approvisionnement délicat. Qui plus est, il y a une persistance d'approvisionnement en produits à faible qualité nutritive.

Enfin, nous apprenons que certains défauts de mise en œuvre pourraient représenter un frein à l'accomplissement de l'objectif Faim Zéro. Comme nous l'avons précédemment expliqué, le Burkina Faso présente de grosses difficultés à subvenir financièrement et matériellement à ses

⁵⁸ FAO. « L'initiative Faim Zéro pour l'Afrique de l'Ouest ».

http://www.fao.org/fileadmin/templates/righttofood/documents/news/140224_ecowas/leaflet_ecowas_fr.pdf

⁵⁹ PAM. « *Projet de plan stratégique du pays - Burkina Faso (2019-2023)* » p 7 paragraphe 26

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000074384/download/>

⁶⁰ *Ibid.*,

besoins, tant au niveau économique qu'au niveau alimentaire et nutritif. De ce fait, le document souligne que les pouvoirs publics ont une portée d'action limitée, pour cause de manque de moyens et de la présence de nombreuses restrictions financières.

Ainsi, c'est sur les bases des conclusions faites sur l'analyse de l'objectif "Faim Zéro" que les acteurs Burkinabè et plus particulièrement les rédacteurs et fondateurs du projet de Plan Stratégique du Pays - Burkina Faso (2019-2023) ont proposé l'élaboration de nouvelles stratégies d'actions.

Section 2 : Le projet de Plan Stratégique du Pays - Burkina Faso (2019-2023)

En 2018, selon le document officiel du « *Projet de plan stratégique de pays - Burkina Faso* », 19% des ménages Burkinabè se trouvent en situation de pauvreté. Il y est également spécifié que les principales causes de pauvreté sont liées à « une production agricole insuffisante, la dégradation de l'environnement et les chocs climatiques »⁶¹.

Le Projet de Plan Stratégique - PSP - a officiellement été présenté le 14 Juin 2018 dans une volonté de « joindre l'acte à la parole »⁶². Cette annonce marque le début d'un réel engagement de la part du gouvernement Burkinabè dans la recherche de l'accomplissement du second ODD portant sur l'élimination de la faim, l'assurance de la sécurité alimentaire, l'amélioration de la nutrition et la promotion de l'agriculture durable.

Le plan stratégique du Burkina Faso, établi le 10 Septembre 2018, cherche avant tout à corriger l'absence de résultats satisfaisants quant aux objectifs du millénaire, préalablement fixés. Ce programme a été co-construit en consultation entre divers acteurs et créé sur la base des conclusions de l'examen stratégique du projet Faim Zéro 2017. Parmi ces acteurs, le gouvernement, les donateurs, la société civile ainsi que le secteur privé. Ce document présente ainsi l'avantage d'une réflexion partagée et non d'une décision imposée par les "grands" décideurs, à savoir le gouvernement seul.

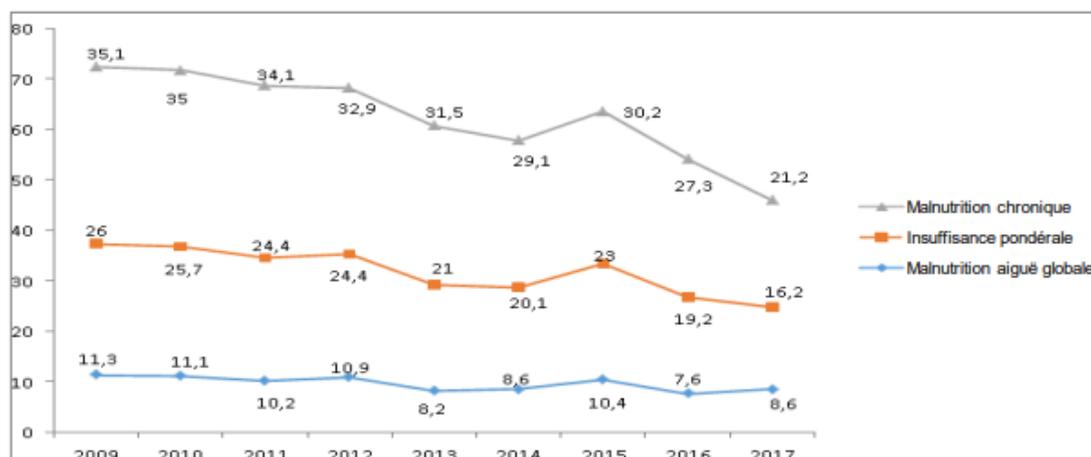
Le Plan Stratégique du Pays (PSP) présente l'évolution de la malnutrition aiguë globale au Burkina Faso entre 2009 et 2017 (cf figure 1 ; Tendances en matière de

⁶¹ PAM.*op.cit.*,p.5.

⁶² Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-Agricoles. « *Revue stratégique : Éliminer la faim d'ici à 2030 au Burkina* » (2018)
https://www.agriculture.bf/jcms/fra_9599/fr/revue-strategique-eliminer-la-faim-d-ici-a-2030-au-burkina

malnutrition aiguë globale, de malnutrition chronique et d'insuffisance pondérale, 2009-2017)⁶³.

Figure 1: Tendances en matière de malnutrition aiguë globale, de malnutrition chronique et d'insuffisance pondérale, 2009-2017



Source: Enquête sur la nutrition, Ministère de la santé (2016).

Le tableau ci-dessus illustre une baisse de 2,7% de la malnutrition aiguë globale en 8 ans. Ces données nous informent de la réactivité du Burkina Faso face au fléau de la faim qui pèse sur son territoire. Néanmoins, ces résultats sont encore insuffisants et ne vont pas dans le sens d'une éradication totale de la faim, indiquée dans l'Objectif Faim Zéro.

Par conséquent, le PAM, à travers le Plan Stratégique du Pays, s'engage dans une lutte contre la faim en élargissant son champ d'action. Dans le document officiel, nous apprenons que le PAM contribuera à la protection sociale des producteurs et des agriculteurs, par le biais de la création d'une « couverture complémentaire Replica de la Mutuelle panafricaine ». Cette mutuelle permettra entre autre aux exploitants agricoles, grâce au soutien financier qu'elle propose, d'affronter plus facilement les crises et les aléas climatiques susceptibles d'amoindrir leurs productions agricoles. En d'autres termes, le PAM agit directement sur la résilience alimentaire des petits producteurs.

Toujours dans le document du Plan Stratégique du Pays, le PAM propose de revoir la place de la femme au sein des métiers et des chaînes alimentaires. L'objectif étant d'agir en faveur de la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de réviser les relations de travail entre ces derniers.

⁶³ PAM. *op.cit.*, p.5

De surcroît, le PAM annonce qu'il ne cherchera plus seulement à assurer une accessibilité à la nourriture pour tous mais tentera de proposer et de garantir des produits sains et nutritifs à l'ensemble de la population. Pour cela, il est prévu que les entreprises transformatrices de denrées alimentaires soient pourvues de davantage de moyens. Ici, le PAM agit directement sur la sécurité alimentaire des Burkinabè.

Les stratégies du PAM ciblent tout particulièrement les exploitants agricoles, souvent trop éloignés du marché, pour améliorer la situation du Burkina Faso. Une attention particulière sera portée à l'accessibilité de ces derniers au marché de l'alimentaire pour leur faciliter la commercialisation de leurs produits. Enfin, le PAM souhaite que, d'ici 2025, une aide soit apportée aux pouvoirs publics pour que ces derniers agissent dans le sens d'un renforcement d'initiatives consistant à proposer des produits locaux dans les cantines scolaires pour sensibiliser les enfants au « consommer local ».

Le PAM, à travers l'élaboration de ce PSP, cherche à améliorer la résilience et la sécurité alimentaire du Burkina Faso. En somme, « l'objectif du PAM pour les cinq prochaines années est de réorienter progressivement les ménages vulnérables les plus touchés qui bénéficient actuellement de l'assistance humanitaire inconditionnelle vers les filets de protection sociale et le renforcement de la résilience, tout en améliorant les capacités des pouvoirs publics »⁶⁴.

Après avoir défini les différentes actions menées par le PAM pour pallier les problèmes de malnutrition au Burkina Faso, il s'agira maintenant de présenter les effets escomptés du Plan Stratégique du Pays. Qui sera directement bénéficiaire des aménagements réalisés par cette organisation ? En quoi peut-elle réellement être la source de l'émergence d'actions au service de la transition ?

Section 3 : Les effets escomptés du Plan Stratégique du Pays

Le document officiel que nous analysons depuis le début de ce chapitre nous donne accès en annexe au cadre logique du plan stratégique du Pays. Ce dernier nous permet de voir plus explicitement le but de ses actions, les objectifs stratégiques ainsi que les résultats et effets escomptés. Le cadre logique est un outil très utilisé des porteurs de projet. Il permet de clarifier et de synthétiser les enjeux du projet en question et d'avoir une vue d'ensemble des objectifs visés du programme mis en place.

⁶⁴ PAM. *op.cit.*, p.12. - 3.1.40

Dans le cas présent, cet outil de gestion va nous permettre de satisfaire nos questionnements précédents. Afin de présenter clairement les enjeux du PSP, nous avons décidé de résumer les objectifs, les résultats et les effets attendus sous forme de deux tableaux ci-dessous.

Tableau 1 : Premier but stratégique du PSP « Aider les pays à atteindre l'objectif Faim Zéro »

But	Aider les pays à atteindre l'objectif Faim Zéro			
Objectifs	Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation		Améliorer la nutrition	Assurer la sécurité alimentaire
Résultats	Chacun a accès à la nourriture		Plus personne ne souffre de malnutrition	Les systèmes alimentaires sont durables
Effets	Les populations touchées par des crises dans les zones ciblées, notamment les réfugiés, les personnes déplacées et les communautés d'accueil sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après les crises	Les populations en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées, notamment les enfants d'âge scolaire, ont accès à des aliments nutritifs en quantité suffisante tout au long de l'année.	Les populations vulnérables sur le plan nutritionnel dans les zones ciblées, notamment les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles enceintes et les patients qui suivent des thérapies antirétrovirales ont vu leur état nutritionnel s'améliorer tout au long de l'année.	D'ici à 2023, les petits exploitants agricoles et les communautés des zones ciblées, notamment ceux qui sont touchés par des chocs climatiques récurrents, disposent de moyens d'existence plus résilients et de systèmes alimentaires durables.

Le premier but du PSP répond d'une volonté de satisfaire l'objectif Faim Zéro. Pour agir en ce sens, le gouvernement exprime la volonté de mettre en place diverses « activités ». Parmi elles, la mise en place « d'un programme d'assistance intégré »⁶⁵. Ce dernier implique de proposer et d'assurer la fourniture « d'aliments nutritifs spécialisés ». Il vise en priorité les populations (réfugiés, enfants, jeunes filles mères etc...) les plus touchées par les chocs extérieurs (crises politiques, chocs climatiques). Pour ce premier but spécifique, la priorité du gouvernement est de pallier les difficultés d'accès à des aliments sains et nutritifs des populations les plus sujettes à la malnutrition. Le cadre logique du PSP met ainsi en exergue

⁶⁵ PAM. *op.cit.*, p.37

la nécessité de mise en place « d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements »⁶⁶.

Tableau 2 : Deuxième but stratégique du PSP « Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD »

But	Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD	
Objectifs	Appuyer la mise en œuvre des ODD	Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD
Résultats	Les pays ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD	Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD
Effets	D'ici à 2023, les institutions nationales disposent de capacités renforcées pour gérer des systèmes réactifs face aux chocs en tenant compte de la problématique hommes-femmes, ainsi que des programmes et des politiques à l'appui de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la protection sociale.	Les partenaires humanitaires et de développement tirent profit de la mise en place de services communs, qui leur permettent désormais d'accéder aux zones ciblées et d'y mener des activités tout au long de l'année.

D'autres activités vont être mises en place pour répondre au deuxième but stratégique cité dans le tableau ci-dessus. Le gouvernement Burkinabè va, dans la limite du possible, essayer de renforcer la capacité du territoire à s'entourer des aides extérieures dans le but de parfaire les « interventions d'urgence ». Il est également nécessaire de renforcer son système de technologies et de communication avec ses partenaires afin qu'ils puissent agir en toute connaissance de causes.

Cet outil de gestion démontre que le gouvernement agit dans une logique d'urgence. Il cherche à élaborer des actions permettant de répondre rapidement à l'objectif Faim Zéro, tout en renforçant les partenariats avec l'extérieur.

En revanche, afin d'enrichir notre réflexion, nous pourrions nous poser la question de la place de l'alimentation locale dans le renforcement de la sécurité alimentaire. Selon nous,

⁶⁶ *Ibid.*, p.41

la valorisation des produits locaux pourrait motiver les populations à investir de leur temps et de leur énergie dans la création d'initiatives alimentaires locales. En suivant cette dynamique, nous pourrions alors penser que cette émergence d'activité alimentaire locale pourrait pallier en partie la malnutrition qui règne inéluctablement au Burkina Faso. S'il existait plus d'exploitants agricoles, cela signifie qu'il y aurait plus d'offre sur le marché alimentaire. En suivant cette même logique et en supposant que le gouvernement et les organisations quelles qu'elles soient - locales, nationales voire internationales - agissent en tant que facilitateurs de ces activités, les initiatives locales pourraient alors générer une meilleure sécurité alimentaire au Burkina Faso. Cette hypothèse sous-entend que les motivations des autorités publiques locales et celles des citoyens coïncident, et qu'ils valorisent ensemble l'alimentation locale. Cette idée fera l'objet de notre dernière partie.

Néanmoins, si nous examinons cette hypothèse et que nous imaginons tous les scénarios possibles, nous pourrions penser qu'une augmentation de l'offre agricole pourrait apeurer les potentiels exploitants agricoles et commerçants, notamment à cause de la concurrence. En effet, durant notre mission sur place, nous nous sommes rendu compte du manque - voire de l'absence - de collaboration entre les différents acteurs économiques. Néanmoins, ne serait il pas intéressant pour les commerçants de se mobiliser et de mutualiser leurs productions respectives ? Est-il plus stratégique de voir les acteurs du marché de l'alimentaire comme des entités propres ou alors de les faire se rencontrer pour mieux pallier les risques de la concurrence ?

Chapitre 2 : L'organisation d'un forum en Novembre 2019

Avant d'étudier la question de l'intérêt d'une éventuelle synergie entre les différents acteurs, nous allons nous concentrer sur les initiatives à plus grande échelle déjà existantes. En effet, du 20 au 23 Novembre 2019 aura lieu le forum « *manger local, agir global* » à Ouagadougou, impliquant des acteurs bretons, Burkinabè et brésiliens. Cet événement international est non seulement porté par le gouvernement mais également par la société civile. Il met principalement en avant l'enjeu d'une valorisation de l'alimentation locale, passant par la production et la consommation de denrées locales. À ce stade de notre réflexion, nous pensons que ce forum peut être un tremplin pour le Burkina Faso, grâce aux nombreux acteurs qu'il mobilise et aux possibilités de partenariats qu'il est susceptible de créer. Cependant, dans quel contexte a-t-il été créé ? Quels sont les objectifs globaux et spécifiques qui en émanent ? Comment est-il organisé et quel public va-t-il cibler ?

Section 1 : Le forum «manger local, agir global»

a. Contextualisation et justification de l'événement

L'enjeu d'un avenir alimentaire souhaitable pour un territoire suppose une concertation entre les différentes familles d'acteurs impliquées dans les questions de l'alimentation. Afin de bien comprendre cette idée, redonnons brièvement une définition de cette notion de « concertation ». Pierre Chambat et Jean-Michel Fourniau, chercheurs en économie, définissent la notion de concertation comme un processus qui « doit tendre à un partage de la décision (...), ce qui implique la négociation pour rechercher l'accord entre des acteurs aux intérêts distincts »⁶⁷(2001). Cette définition est tout à fait applicable au forum, dans le sens où différentes familles d'acteurs (société civile, représentations politiques) seront présentes pour organiser des chaînes alimentaires à la fois durables et justes mais aussi efficaces et résilientes.

En France, le concept de système alimentaire a été théorisé puis mis en oeuvre par l'action de la société civile et relayé par les pouvoirs publics en 2014. Il est désormais largement diffusé, notamment par l'élaboration de Projets Alimentaires Territoriaux à tous les échelons de gouvernance. Le Brésil, quant à lui, a mis en oeuvre depuis le début des années 2000 des politiques nationales et locales qui illustrent cette approche, avec des succès notables, dans la lutte contre la faim et la promotion de l'achat public local. Néanmoins, au

⁶⁷ Beuret, J. (2012). « Mieux définir la concertation : du pourquoi au comment ». *Négociations*, p 81-86., p8.

Burkina Faso, cette approche apparaît très peu dans les stratégies de la société civile et des politiques publiques.

C'est dans ce contexte que les acteurs Burkinabè, en collaboration avec les acteurs bretons et brésiliens, organisent conjointement un forum dont le thème est « Systèmes alimentaires territorialisés et enjeux planétaires ».

b. Enjeux et objectifs du forum

Le projet de forum « *manger local, agir global* » a pour but spécifique de faire converger les réflexions de l'ensemble des parties prenantes (sociétés civiles, collectivités, scientifiques, politiques) et déboucher sur des stratégies locales à mettre en œuvre, qui viendraient impulser une transition alimentaire et globale. Il est organisé dans le cadre de la coopération décentralisée entre la Région Bretagne en France et la Région Centre au Burkina Faso.

Le forum se propose de montrer pourquoi et comment les enjeux planétaires (réchauffement climatique, érosion de la biodiversité, désertification, sécheresse, pauvreté, malnutrition, exode rural...) nécessitent que des politiques locales soient mises en œuvre. Il s'inscrit dans les mouvements internationaux de collectivités qui, à côté des États, s'organisent pour apporter « des solutions locales à un désordre global ». Les solutions qui seront explorées entrent inéluctablement dans le champ de la transition alimentaire, de l'agro-écologie et de la souveraineté alimentaire.

Par ailleurs, les objectifs spécifiques sont les suivants :

- proclamer l'alimentation saine, nutritive et durable pour tous comme un enjeu global dont le traitement passe par une action territoriale organisée.
- proposer de nouvelles politiques publiques pour une transition alimentaire durable.

c. Déroulement du forum et public ciblé

Quatre journées seront consacrées à des échanges sur le thème « *manger local pour agir global* ». Elles offriront l'opportunité de discuter et de réfléchir ensemble à l'intérêt d'agir dans le sens des systèmes alimentaires territorialisés. En d'autres termes, le forum incitera les différents participants - associations, entreprises et collectivités locales confondues - à revoir leur modèle d'action, en les sensibilisant à cette notion peu reconnue de « système alimentaire territorialisé ».

Ce forum comprendra des temps d'échange et de réflexion au sein de chaque famille d'acteurs sur des thèmes concernant les ressources hydriques, l'impact de l'agro-écologie, la nutrition, l'approvisionnement local des cantines scolaires, le foncier et l'accaparement des terres, l'agriculture urbaine, les produits locaux, les circuits courts et les filières adaptées, la souveraineté alimentaire ou encore le commerce équitable.

Il fera également l'objet d'éclairages scientifiques, de visites de terrain, de temps de mise en commun, d'élaboration de conclusions ainsi que de déclarations et recommandations pour engager la transition alimentaire. Ces échanges seront alimentés par la présentation du « répertoire des 100 initiatives alimentaires locales », permettant de montrer le dynamisme déjà présent des acteurs Burkinabè.

Un large éventail d'acteurs seront présents, à savoir les agriculteurs (coopératives, GIE, associations), les associations de coopération entre le Burkina Faso et la France par l'entremise du Réseau Bretagne Solidaire, la ligue des consommateurs (AMAP et homologues), les collectivités, les ONG, des établissements d'enseignement, des entreprises œuvrant dans la chaîne des valeurs agro-sylvo-pastorales, les pouvoirs publics nationaux et environ 400 participants.

Néanmoins, ce forum ne saurait exister sans l'étroite implication et la synergie de nombreux acteurs internationaux pour l'organiser.

Section 2 : Une pluralité d'acteurs internationaux

a. Présentation des acteurs du Nord

Nous retrouvons dans un premier temps le Conseil Régional de Bretagne. Ce dernier est un des principaux financeurs du forum et fait partie du groupe de travail de Bretagne. Il permet notamment de financer les stagiaires assistant le forum en leur assurant le financement des billets d'avion, des rémunérations mensuelles et le logement au Burkina Faso. De manière indirecte, il permet d'assurer des relations entre certains des acteurs du Nord et les acteurs du Sud.



L'association Bretonne Ingalañ est un des acteurs incontournables dans l'organisation de ce forum. De manière générale, cette association appuie le développement du commerce équitable local et international ainsi que la promotion et le développement de l'agro-écologie et de la

souveraineté alimentaire au Burkina Faso depuis 2007. Cette association cherche, avec l'aide d'entrepreneurs bretons, à ouvrir des filières de production alimentaire locale destinées à l'exportation. Dans le cadre du forum, l'association Ingalañ est chargée de mobiliser les entreprises bretonnes, le monde associatif breton ainsi que de trouver différents financements.

Le cabinet de conseil coopératif, Terralim, fondé par Gilles Maréchal, est le troisième acteur du groupe de travail du Nord étroitement impliqué dans l'organisation du forum et l'organisateur des deux premiers forums au Brésil en 2016 et 2018. Terralim est spécialisé dans l'accompagnement au développement de circuits courts alimentaires et de projets alimentaires territoriaux : diagnostics et plans d'action, mobilisation des acteurs, formation et conférences, suivi et évaluation. Dans le cadre du forum, Terralim est chargé de la méthodologie générale du projet, de la mobilisation du monde scientifique et la mobilisation des acteurs brésiliens.



b. Les acteurs du Sud

Nous retrouvons premièrement le Conseil Régional du Centre du Burkina Faso. Ce dernier est le porteur de l'événement et est chargé de la présidence du comité d'organisation, de la mobilisation des collectivités et des pouvoirs publics du Burkina Faso et de la logistique.



L'association Jardins du Monde, un des acteurs phares dans l'organisation du forum. Cette dernière est une association de solidarité internationale qui vise à valoriser l'utilisation des plantes médicinales et nourricières dans la santé communautaire et plus particulièrement dans les villages où les individus n'ont pas accès aux soins de santé dite conventionnelle. Dans le cadre du forum, cette dernière est chargée de la coordination du travail de groupe en France et est le coordinateur de l'événement pour les financements provenant du Nord.

Le Collectif Citoyen pour l'Agro-Écologie (CCAÉ) est le troisième acteur du Sud impliqué dans l'organisation du forum. Créé en 2015, le CCAÉ est un regroupement de citoyens, d'associations nationales, d'organisations paysannes, d'acteurs de la société civile ainsi que d'ONG nationales et internationales partageant intimement la vision et l'enjeu de l'agro-écologie et de la souveraineté alimentaire. L'une des missions majeures du CCAÉ est la sensibilisation et la



promotion de l'agro-écologie et de la souveraineté alimentaire auprès de la sphère publique et privée à l'échelle locale et internationale. Dans le cadre du forum, le CCAE est chargé de mobiliser la société civile Burkinabè et apporte un soutien à la recherche de financements au Burkina Faso via la commission finance du comité d'organisation.

En dehors des différentes structures engagées dans l'organisation du forum, nous retrouvons des acteurs clé de la FAO, de l'INERA ou encore de la DRAAH. Ces derniers seront notamment chargés d'animer les différents ateliers et temps d'échanges autour des questions de l'alimentation. Ils seront également responsables de formuler et de proposer de nouvelles politiques publiques en faveur de la transition agricole et alimentaire globale, de l'agro-écologie et de la souveraineté alimentaire.

Il s'agira à présent d'exposer les initiatives alimentaires locales que nous avons repérées et démarchées lors de notre mission au Burkina Faso. Nous présenterons tout d'abord la méthodologie que nous avons adoptée pour réaliser nos entretiens, la manière dont nous avons trouvé les contacts avec les structures ainsi que les différentes questions que nous leur avons posées.

Section 3 : Valoriser des initiatives alimentaires locales

a. La méthodologie adoptée

Dans le cadre de nos missions de stage et de l'organisation du forum « *manger local, agir global* », nous étions en charge avec Patrice N'Goran - étudiant à Montpellier SupAgro et stagiaire à l'Association des Régions du Burkina Faso (ARBF) - de repérer « *100 initiatives alimentaires locales* » dans la région du Centre Nord du Burkina Faso. Ces dernières seront présentées sous forme de recueil à la fin du forum et ensuite éditées dans l'observatoire français *Résolis*. Ce dernier publie notamment des données factuelles recueillies auprès d'acteurs de terrain, le plus souvent réalisées par des étudiants d'université ou de grandes écoles. Plus généralement, Résolis est une association d'intérêt général qui met la science au service du progrès social et s'est donné comme mission la valorisation des pratiques de terrain à portée sociale et/ou environnementale en s'appuyant sur une méthodologie scientifique.

Au départ, le repérage et le démarchage d'initiatives alimentaires locales était une mission exclusivement confiée à Patrice N'Goran dans le cadre de ses études d'ingénieur agronome à Montpellier. Toutefois, suite à la réorientation de nos missions lors de notre séjour au Burkina Faso, nous avons conjointement décidé de l'accompagner dans ce travail.

Nous avons alors procédé à des entretiens avec différentes structures Burkinabè, à savoir des associations, des coopératives et des entreprises. Au départ, nous avons effectué ce travail en sa présence afin de mieux appréhender et visualiser sa manière de procéder et avons progressivement réalisé ces entretiens nous-mêmes.

Nous trouvions les contacts et les adresses de ces structures grâce à différents canaux. En effet, certaines personnes impliquées de près ou de loin dans l'organisation du forum nous transmettaient parfois les coordonnées de structures intéressantes à interroger. Par ailleurs, nous nous rendions sur les marchés locaux de producteurs et prenions contact avec certains d'entre eux afin de les interroger ultérieurement. Pour finir, nous avons parfois repéré des initiatives directement dans la rue. Nous allions alors à la rencontre des représentants de ces initiatives pour leur exposer le projet et prenions rendez-vous avec eux. Nous devions choisir des structures très diverses allant de la production à la transformation, la commercialisation jusqu'à la consommation. L'objectif était de fournir un ensemble de données hétérogènes, permettant de discerner les points communs des points de divergence et d'envisager une certaine synergie entre elles. Par ailleurs, l'un des objectifs principaux de ce travail était de valoriser ces initiatives en les mettant en exergue sur l'observatoire français et lors du forum.

Lors de nos entretiens avec les différentes structures, nous devions suivre rigoureusement une grille de questions selon les exigences de l'association *Resolis*. Nos entretiens se présentent de la manière suivante : nous interrogeons préalablement nos interlocuteurs sur l'origine et le contexte de création de leur structure. Nous leur demandons ensuite le(s) objectif(s) général(aux) et spécifique(s) ainsi que les actions mises en œuvre pour atteindre ces différents objectifs (canaux d'approvisionnement, canaux de distribution, modalités des activités, ressources financières et humaines mobilisées, public ciblé). Suite à cela, nous les questionnions sur les résultats et les impacts - quantitatifs et qualitatifs - des actions qu'ils ont mises en œuvre, à savoir le volume des ventes, le nombre d'emplois créés, le chiffre d'affaire, le nombre de bénéficiaires du programme, les gains de productivité ou encore les labels et/ou certifications reçus.

Une partie de notre entretien était ensuite consacrée à l'étude de l'originalité du programme en question. Nous voulions savoir ce qui différenciait la structure de ses autres concurrents. Ensuite nous procédions à des questions davantage tournées sur l'aspect financier du projet. Nous leur demandions de s'exprimer sur les partenariats financiers ou opérationnels que le porteur de projet a développés, les difficultés ou les obstacles qu'il a pu rencontrer ainsi que

les solutions qui ont dû être mises en place pour répondre à ces difficultés. Nous leur posions également des questions concernant l'avenir de leur projet, à savoir les améliorations qu'ils souhaitaient réaliser, leurs futurs projets et leurs facteurs de réussite. Enfin nous finissons l'entretien sur les conseils qui pourraient être donnés quant à la réussite d'un projet - autrement dit - ce qu'ils referaient ou ne referaient pas si le programme devait être recréé.

Une fois l'entretien terminé, nous avons pour mission de le retranscrire en suivant toujours les réglementations issues de la grille Résolis. Après cela, nous devons retourner par mail les retranscriptions à nos interlocuteurs afin qu'ils puissent proposer leurs propres amendements. Néanmoins, nous avons rencontré certains obstacles à ce moment là. Effectivement, nous avons constaté que certaines structures ne consultaient que très occasionnellement voire jamais leur boîte mails, et d'autres n'en disposaient pas. Dès lors, il était fréquent que nous ne recevions que très tardivement les amendements et l'approbation de nos interlocuteurs. Nous devons ensuite soumettre notre travail à Patrice N'Goran afin qu'il y fasse également d'éventuelles modifications.

b. Présentation des initiatives alimentaires locales démarchées

Il s'agira ici de présenter les initiatives que nous avons démarchées lors de notre mission au Burkina Faso. Nous avons volontairement choisi de ne mettre que les missions et objectifs - généraux et spécifiques - de chacune des structures afin de ne pas surcharger cette sous-partie. Toutefois, nous avons pris soin de placer la retranscription complète de ces entretiens en annexe.


La Ménagère

Nous sommes premièrement allées à la rencontre de l'entreprise Ouagalaise « *la Ménagère* » lancée en Décembre 2014 par Mme Salimata SANA. Cette dernière est spécialisée dans la production et la vente de pâte d'arachide et vendue aux restaurants, aux surfaces alimentaires et aux ménages. La commercialisation se fait en circuit court et en vente directe. Par ailleurs, la promotrice s'est fixé pour objectif principal de contribuer à l'accroissement de l'offre alimentaire de qualité au Burkina Faso. Spécifiquement, il s'agit de contribuer à augmenter l'offre de pâte d'arachide et de farine de céréales locales.

Nous avons ensuite rencontré la SARL nommé « *le fromage du Kadiogo* ». Cette initiative alimentaire est portée par un couple franco-Burkinabè vivant à Ouagadougou. Lancée en Décembre 2015, elle valorise



autrement le lait local de vache. L'approvisionnement en lait se fait auprès d'un seul éleveur et la commercialisation se fait exclusivement en vente directe. À travers la marque « Fromage du Kadiogo », l'objectif visé par le couple est de sensibiliser les populations sur la possibilité de valoriser autrement le lait cru de vache Burkinabè et de les amener à consommer fièrement le fromage produit localement, le plus souvent agrémenté d'épices locales.



Nous avons ensuite obtenu un rendez-vous avec l'entreprise individuelle « *Palais des saucisses* » implantée dans le quartier de Gounghin à Ouagadougou. Créé en 2017, cette initiative est portée par Mr Rasmani Ouedraogo. Estimant que de nombreux produits carnés sont inaccessibles à la majorité des ménages Burkinabè, le Palais des Saucisses cherche alors à proposer aux consommateurs une vaste gamme de produits de qualité à des prix accessibles à tous. Plus spécifiquement, l'entreprise locale propose des saucisses fumées – ou non –, différents saucissons, du pâté de volaille ou encore toutes les pièces du bœuf, du porc et du mouton.

Le magasin de producteurs bio « *Bio Farmer Market* » implanté à Ouagadougou est la quatrième initiative alimentaire que nous avons rencontrée. Cette dernière a été créée par Mr Silvain Ramdé et constitue un magasin de producteurs biologiques proposant des



fruits et légumes frais et biologiques, des céréales locales, des épices et des jus naturels, des produits laitiers ainsi que de la charcuterie. L'objectif principal de ce programme est de fournir des produits issus de l'agriculture biologique - encore trop souvent méconnus - à des prix très abordables pour la population ouagalaise. Dès lors, Mr Ramdé tente de sensibiliser ses clients sur les enjeux de la consommation de produits biologiques et l'impact néfaste des produits issus de l'agriculture dite conventionnelle.



Par la suite, nous avons repéré et démarché l'association de femmes handicapées « *Djigui Espoir* » implantée dans le quartier de Pissy à Ouagadougou. Créée en 1995 par Marie Dominique Toé, elle œuvre à l'insertion socioéconomique des femmes handicapées à travers des activités rémunératrices, leur procurant ainsi une source de revenus stables et durables. L'association transforme principalement des produits céréaliers (soja, mil, maïs, sorgho) en semoules, en bouillie, en tofu ou encore en lait de soja qui seront ensuite commercialisés dans les épicerie locales.

Par ailleurs, nous avons rencontré Lénaïg Autret, coordinatrice générale de l'association « **Jardins du Monde** » implantée à Koudougou. L'objectif général de l'association est de valoriser l'utilisation des plantes médicinales et nourricières dans la santé communautaire et plus particulièrement dans les villages où les individus n'ont pas l'accès aux soins traditionnels. L'association, en répondant aux demandes des groupements de femmes, cherche avant tout à sensibiliser et conscientiser les femmes des villages à l'utilisation des plantes médicinales comme outils de prévention contre la plupart des maladies. Les objectifs spécifiques du projet consistent à former les femmes à l'utilisation de ces plantes. Au fil des années, les objectifs de Jardin du Monde ont évolué. Aujourd'hui, l'association cherche à développer avec les femmes des plantes nourricières et des plantes feuilles et à créer des zones de production favorisant l'autosuffisance alimentaire et permettant de générer une activité lucrative aux femmes des villages.



L'entreprise « **Agribusiness Shop** » est un magasin de producteurs du Burkina Faso et d'Afrique de l'Ouest. Les objectifs généraux de cette initiative sont de vendre à des prix abordables des produits sains et naturels issus d'une agriculture durable à la population Ouagalaise. L'initiative génère également un aspect social en faisant la promotion des produits naturels et locaux auprès de la population.

Nous avons ensuite eu la chance de rencontrer Stéphane Bougouma, créateur de la SARL « **La maison du Dolo** » implantée à Ouagadougou. La forte présence du sorgho au sein des productions agricoles a motivé ce jeune entrepreneur à moderniser et revisiter les spécialités du Burkina Faso. Le concept du Dolo en bouteille est lancé en 2007. Par la suite, la forte demande des Burkinabè a entraîné Mr Bougouma à se lancer dans la commercialisation de la bière pression faite à base de sorgho blanc. Celui-ci veut avant tout créer un environnement moderne autour du Dolo, en facilitant les procédures de préservation du produit. De plus, cette initiative a pour objectif d'augmenter les revenus des cultivateurs de sorgho.



Quelques jours plus tard, nous avons eu un entretien avec Ima Hado, créateur de l'association « **Watinoma** » implantée à Koubry. Cette dernière cherche, au travers ses actions, à promouvoir l'agro-écologie en sensibilisant aux consommations locales et saines. C'est sur la base de la musique et de la culture, qu'Ima Hado, artiste musicien, a pu avec d'autres artistes Burkinabè, lancer son

association en 1999 suite au décès de l'ancien Président Burkinabè, Thomas Sankara. C'est en effet l'héritage et les idées laissées par ce personnalité hors norme qui ont guidé Ima Hado dans le lancement de ce projet d'avenir. Les objectifs principaux de l'association sont la conservation de la musique antique et des instruments traditionnels au profit de l'agro-écologie. En découlent des objectifs plus spécifiques qui consistent à former et sensibiliser les habitants de Koubry à l'agro-écologie en passant notamment par l'éveil musical et culturel ainsi que l'éducation des enfants et des cultivateurs.

Par la suite, nous avons rencontré la SARL « **Éco Bioprotect** » implantée à Ouagadougou. Cette dernière est un réseau de producteurs qui fournit des produits certifiés biologiques ou écologiques à des particuliers, des restaurateurs et autres consommateurs. L'idée de cette structure créée en 2011 est de permettre aux individus sensibles à la qualité des produits qu'ils consomment d'avoir un réseau accessible facilement, proposant des produits variés et biologiques. Eco bio cherche avant tout à faire valoir une alimentation saine et la bonne santé de chacun. Par ailleurs, la SARL accompagne les producteurs dans la commercialisation de leurs produits et facilite la mise en relation de ces derniers avec les consommateurs. De plus, l'initiative assure la traçabilité des légumes et des produits consommés. De manière plus spécifique, Bioprotect vise à créer de l'emploi, augmenter les superficies de cultures biologiques, proposer des produits sains aux ménages et ainsi limiter les facteurs de risque de maladies.



Au cours de notre mission, nous nous sommes rendues dans la région de Koudougou, au Sud Ouest de Ouagadougou et avons rencontré l'**Association de Promotion de l'Agriculture Durable Sanguié (APAD)** située à Réo, petite commune non loin de Koudougou. Créée en 2013, elle intègre le maraîchage, l'élevage, l'arboriculture, la production d'intrants biologiques et l'agrotourisme. Elle développe une autonomie semencière et déploie un conseil agricole au profit des paysans de la province de Sanguié. L'objectif visé par la création de la ferme pédagogique est de promouvoir et vulgariser l'agro-écologie et l'économie sociale et solidaire dans la province de Sanguié.

Toujours lors de notre déplacement dans la région de Koudougou, nous avons rencontré « **l'Union des Groupements Féminins (UGF/CDN)** » qui transforme du beurre de karité certifié Bio équitable et des fruits et légumes séchés (mangues, tomates, oignons). L'Union UGF/CDN fédère 64



groupements de la province de Sanguié. Depuis 2002, elle commercialise du beurre de karité biologique à *l'Occitane en Provence* et a obtenu la certification Bio Équitable en 2011. Les primes de développement sont réinvesties dans les actions sociales (alphabétisation, santé communautaire) et environnementales (parc à karité, jardin nutritifs, plantation d'arbres comme le karité, le baobab, le moringa, le kapokier...). L'objectif visé à travers l'activité de transformation est de contribuer à l'autonomisation de la femme et de la jeune fille. Spécifiquement, il s'agit de développer au profit des femmes, une activité rémunératrice portant sur la transformation et la commercialisation de fruits et légumes ainsi que sur la production de beurre de karité de qualité.

Pour finir, nous avons interrogé une boucherie-charcuterie implantée dans le marché central de Koudougou. Créée en 2014 par Mr BADELE Abdoulaye, la Boucherie-charcuterie Moderne propose de la viande fraîche, des filets, des faux filets, des saucisses, des saucissons, de la viande hachée et des merguez aux consommateurs. L'objectif visé, à travers la création d'une charcuterie, est de contribuer à la création de valeur ajoutée dans la filière bétail au Burkina Faso. Spécifiquement, il s'agit de proposer aux consommateurs de la classe moyenne des produits carnés réfrigérés et vendus dans de meilleures conditions hygiéniques.

Ces différentes initiatives alimentaires locales présentent une similarité, à savoir leur qualité d'entité à part entière. L'un des enjeux de nos interviews consistait en partie à prendre connaissance de leur point de vue vis-à-vis du système collaboratif. Il est en effet très rare de voir ce genre d'initiatives se réunir dans le but d'occuper ensemble une place plus importante sur le marché de l'offre de denrées alimentaires. D'où provient cette rareté ? Le système collaboratif ne répond-t-il pas du modèle occidental ? Quel(s) serai(en)t le(s) intérêt(s) d'une telle collaboration ?

Partie 3 : Vers une transition alimentaire au Burkina Faso : les facteurs de réussite

Les deux premières parties de cette étude nous ont permis de présenter et de mettre en avant différents éclairages théoriques et empiriques. Néanmoins, nous estimons ne pas avoir eu suffisamment de réponses réellement satisfaisantes relatives à notre problématique. C'est pourquoi, nous faisons ici le choix de proposer notre propre vision des choses, en formulant différentes hypothèses susceptibles de répondre à certaines interrogations. Ces opinions n'engagent aucune approbation ou improbation.

Quels sont, selon nous, les clefs d'une transition alimentaire réussie au Burkina Faso ? En quoi une transition alimentaire pourrait-elle aider le Burkina Faso à combattre l'insécurité alimentaire omniprésente sur son territoire ?

Nous voyons le Burkina Faso comme un « système alimentaire » à part entière et territorialisé au sens même d'un pays. Nous avons conscience que le système alimentaire Burkinabè présente une complexité bien plus importante mais notre réflexion se base sur une première hypothèse selon laquelle le pays ne présente qu'un seul et même modèle alimentaire.

Chapitre 1 : Une synergie nécessaire entre la société civile et les collectivités territoriales

Notre vision de la transition alimentaire au Burkina Faso est fondée, en premier lieu, sur la nécessité d'échanges plus fréquents entre la société civile et les autorités publiques, notamment les collectivités territoriales. Nous l'expliquons en partie par le manque d'efficacité des politiques publiques ayant déjà pu être élaborées dans le passé.

Section 1 : Des failles dans les prises de décisions

Nous avons constaté, tout au long de notre rédaction, que de nombreux projets ont été élaborés et mis en place par les autorités publiques, notamment le gouvernement et les collectivités territoriales. En effet, ces derniers ont tenté de pallier l'insécurité alimentaire en proposant des plans d'actions n'ayant pas eu de résultats probants. Par ailleurs, le PAM et la FAO ont mené de nombreux projets, notamment dans le but d'éradiquer la faim sur le territoire. Or le Plan Stratégique du Pays a été élaboré afin de pallier les défaillances des stratégies menées par le PAM dans le projet « Faim Zéro ». Il existe donc bien une faille dans les méthodes employées.

Nous pourrions alors nous demander si ces failles ne sont pas le fruit d'une présence encore trop importante du néocolonialisme au Burkina Faso. N'existe-t-il pas une trop forte emprise de l'extérieur sur les choix stratégiques liés au développement du territoire ? En effet, de nombreux projets de développement sont guidés par de grandes organisations internationales. Nous pensons notamment au PAM. Ce dernier agit principalement dans les pays en voie de développement. Néanmoins, cette organisation mondiale n'est pas uniquement pilotée par les acteurs locaux du territoire sur lequel elle agit. Selon nous, il y a un certain isomorphisme, pouvant avoir un impact sur l'élaboration de stratégies de développement qui risquent de ne pas être en accord total avec le mode de fonctionnement du Burkina Faso. L'efficacité et l'efficacité des stratégies peuvent alors en être altérées.

Dans un second temps, nous pensons que ce manque de succès des stratégies mises en place est également dû à l'absence d'un certain effet « ping-pong » entre la société civile et les collectivités territoriales Burkinabè. La synergie entre les acteurs, qu'ils soient issus des collectivités territoriales ou de la société civile, est essentielle à la réussite des stratégies. Nous pensons qu'il est nécessaire que les politiques publiques proposées par les collectivités soient suivies d'une approbation de la société civile et portées par cette dernière. Réciproquement, il est nécessaire que les mouvements sociaux soient écoutés par les

collectivités territoriales. Ce concept répond, selon nous, de la première « clef » de réussite de la transition alimentaire au Burkina Faso.

Toutefois, prenons un peu de recul sur la situation et regardons le modèle des pays voisins. Dans son article « *L'économie solidaire au Brésil : l'exemple du Sud* », Luiz Inácio Gaiger⁶⁸ illustre l'idée que « rien ne pourra être revendiqué au niveau des grands acteurs, des politiques ou des arrangements institutionnels responsables du développement régional, national et mondial qui n'ait été réellement expérimenté et intégré au niveau micro dans les pratiques de travail, de production économique et de participation citoyenne. »⁶⁹. Ce chercheur souligne bien l'importance d'une corrélation positive entre les actions de la société civile d'une part et celles des collectivités d'autre part.

Il reste toutefois important pour nous de nuancer la généralisation de nos propos. Nous avons conscience qu'il ne peut exister un modèle économique universel applicable à tous les territoires. En cela, Luiz Inácio Gaiger affirme qu'il est « évident que différents modèles d'économie solidaire coexistent, chacun déterminant un style d'action, avec ses vertus propres et ses limites »⁷⁰. Ici, le chercheur brésilien met bien en exergue le fait qu'un pays doit établir des stratégies et proposer des solutions qui soient en accord avec son éthique, sa culture et les besoins des populations qu'il englobe.

Section 2 : Un besoin de soutien de la société civile

Notre travail empirique réalisé au Burkina Faso nous conforte dans l'idée d'une nécessité d'échanges entre les différents acteurs du territoire. Comme nous l'avons précédemment évoqué, notre mission sur place consistait en partie à repérer des initiatives alimentaires locales, autrement dit des structures agissant en faveur des produits locaux et de qualité. Afin d'entrer en contact avec elles, nous parlions en premier lieu du forum « *manger local, agir global* » de novembre à Ouagadougou. Après une présentation de l'événement et de ses enjeux, les acteurs locaux se sont rapidement rendu compte de l'opportunité que celui-ci pouvait leur offrir.

À travers cet événement de portée internationale, les initiatives ont vu la possibilité d'acquérir une visibilité non négligeable. Non seulement ces dernières seront visibles par le Brésil et la

⁶⁸ Luiz Inácio Gaiger est un professeur de l'Université de Vale do Rio dos Sinos - Brésil- et chercheur en Économie Sociale et Solidaire au sein du groupe Ecosol

⁶⁹ GAIGER, L., (2003). « *L'économie solidaire au Brésil : l'exemple du sud* ». Revue du MAUSS [En ligne], vol.n°21 | p 80-96. <https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2003-1-page-80.htm> paragraphe 5

⁷⁰ Gaiger, L. *op.cit.*, paragraphe 8

France mais également à une échelle, à savoir par les collectivités territoriales Burkinabè. Selon nous, l'intérêt porté par ces initiatives au forum traduit un besoin, certes exprimé indirectement, mais bien présent : le renforcement des relations qu'elles entretiennent avec les collectivités territoriales. Nous en déduisons que les initiatives locales n'ont actuellement que peu de possibilités ni de moyens de se faire entendre par les collectivités qui les dirigent. Ce n'est d'ailleurs pas sans raison que, durant nos échanges, nos interlocuteurs exprimaient le souhait de participer directement et physiquement au forum.

Les initiatives locales ont donc, selon nous, besoin de se sentir écoutées et soutenues par les collectivités qui les entourent. Pour pouvoir s'épanouir et se développer pleinement, elles ont besoin que les collectivités et les autorités publiques évoluent en leur sens. En suivant ce raisonnement, nous pourrions penser que la pérennisation des initiatives alimentaires locales dépend du soutien, qu'il soit financier ou matériel, apporté par les collectivités qui les régissent.

Section 3 : Une synergie entre acteurs au service de la résilience et de la souveraineté alimentaire

Selon nous, il est nécessaire que les actions de la société civile s'entremêlent avec les actions des autorités publiques. Nous l'avons notamment illustré précédemment en présentant un point historique selon lequel « depuis les années 1980, les institutions étatiques sont passées d'une politique essentiellement axée sur la sécurité alimentaire au niveau national et international à une vision prenant davantage en compte les individus et les foyers »⁷¹.

En quoi cette synergie entre acteurs peut-elle renforcer la sécurité alimentaire du pays ? En quoi impacte-t-elle, de manière plus globale, la souveraineté alimentaire du territoire Burkinabè ?

Pour répondre à ces questionnements, nous émettons l'hypothèse selon laquelle les collectivités territoriales changent leurs méthodes de fonctionnement et revoient leurs systèmes d'actions en faveur des initiatives alimentaires locales qui émergent au Burkina Faso. Nous pourrions alors penser que les collectivités chercheront davantage à soutenir ces initiatives en mobilisant plus de moyens matériels et financiers. En approfondissant ce raisonnement, si ces dernières ont à leur disposition plus d'outils et de moyens financiers, elles pourraient alors mieux appréhender les différentes crises (politiques, économiques) et les chocs climatiques. Ainsi, ces dernières pourraient mettre à profit davantage de moyens pour

⁷¹ cf p12. Partie I. Chap 1. Section 2.

pallier ces aléas, notamment en mettant en place de meilleurs systèmes d'irrigation pour les périodes de sécheresse ou en renforçant les cultures rizicoles. De ce fait, nous pourrions dire que le renforcement de la synergie entre ces deux familles d'acteurs pourrait impacter la résilience alimentaire du pays.

Par ailleurs, de manière plus indirecte, un renforcement de la résilience alimentaire pourrait permettre d'accroître la souveraineté alimentaire. Comme nous l'avons énoncé précédemment, sans résilience alimentaire il n'y a pas de souveraineté alimentaire et donc pas de sécurité alimentaire. Si les collectivités territoriales et la société civile se mobilisent et procèdent à des choix stratégiques issus de processus de concertation, il se pourrait qu'ensemble ils choisissent d'accorder plus d'importance à la valorisation des produits locaux et de se protéger des importations agricoles a trop bas prix. Le renforcement de ces relations entre familles d'acteurs impacterait alors, selon nous, la souveraineté alimentaire du Burkina Faso.

Chapitre 2 : La valorisation de l'alimentation locale

Certains pays d'Afrique de l'Ouest reconnaissent aujourd'hui une population progressivement plus sensible à l'intérêt de la consommation de produits locaux. En effet, un travail est réalisé auprès des populations afin de les sensibiliser aux vertus du « consommer local ». Le site *Alimenterre* tenu par le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) met à disposition des entretiens réalisés en Afrique de l'Ouest et notamment au Sénégal. On y trouve un entretien réalisé par Camille Bureau, membre du CFSI, sur la thématique de la « *Démocratisation des produits bio locaux* »⁷² au Sénégal. L'interview cible Awa Thiandoum, coordinatrice du Réseau des femmes en agriculture biologique et commerce équitable (Réfabec) implanté à Thiès. Selon elle, « les consommateurs sénégalais sont attentifs aux bienfaits sanitaires des produits biologiques. Ceci est aussi dû aux activités de sensibilisation et de communication que nous menons dans la ville de Thiès. »⁷³.

Où en est réellement ce marché du "local" au Burkina Faso ? Qu'en pensent les exploitants agricoles et les consommateurs ? Quelles sont les méthodes et les outils mis à profit dans le but de valoriser les denrées alimentaires locales ?

Section 1 : La place des produits locaux sur le marché Burkinabè

Nous sommes conscientes que les produits locaux ne sont pas nécessairement synonymes de produits sains et de qualité. Néanmoins, qu'en est-il de la place de ces produits sur le marché Burkinabè ? Quels sont les intérêts à consommer des produits locaux ?

a. Des acteurs de la société civile mobilisés dans la valorisation des produits locaux



Durant notre mission à Ouagadougou, nous avons pu trouver de nombreuses réponses à ces questions. C'est notamment l'association Yelemani qui nous a éclairé sur certains points justifiant l'intérêt porté par les Burkinabè envers les denrées alimentaires locales. Yelemani signifie le « *changement* » en Dioula. Cette association cherche, à travers l'exploitation d'espaces agricoles, à faire la promotion de l'alimentation locale au Burkina Faso, en menant des actions de sensibilisation et en agissant pour la souveraineté alimentaire du pays.

⁷² THIAM D., THIANDOUN A., (2015). « *Démocratisation des produits locaux* ». Alimenterre [En ligne], CFSI | 6p. <https://www.alimenterre.org/democratisation-des-produits-bio-locaux>

⁷³ *Ibid.*,

En parallèle, l'association accompagne une école à Loumbila - commune de Ouagadougou - dans le but de sensibiliser les enfants à l'intérêt de l'alimentation locale et biologique sur leur santé. Les enfants, encadrés par l'association et l'équipe pédagogique, ont construit un potager bio qu'ils entretiennent chaque jour afin de produire eux-mêmes les denrées qu'ils vont en partie consommer le midi. Ces derniers ont également appris à construire et entretenir un compost - fertilisant naturel - avec les déjections animales. La photo placée ci-dessus a été prise lors de notre déplacement dans cette école lorsque les enfants se préparaient à déjeuner.

Le site *Alimenterre* du CFSI présente un autre projet cherchant à valoriser les circuits courts par la commercialisation de fruits locaux⁷⁴. Différents producteurs de fruits locaux se sont ralliés à cette cause. Accompagnés par des associations françaises, les producteurs ont pu trouver des solutions aux problèmes de conservation et de commercialisation des produits. Ensemble, ils ont décidé de vendre leurs produits par l'intermédiaire de « points de vente directs » sur la route reliant Bobo-Dioulasso à Ouagadougou. Ils affirment que « l'avantage, c'est qu'on ne va pas loin pour trouver les produits »⁷⁵. Nous y apprenons également que la clientèle est très diversifiée, signifiant encore une fois qu'un certain nombre de Burkinabè deviennent sensibles à ces produits.

b. Des autorités publiques progressivement mobilisées

De surcroît, nous avons pris connaissance de certains plans d'actions élaborés par les autorités publiques. Dans un document que Prosper Sawadogo, expert à la FAO, nous a transmis, nous découvrons de façon détaillée les plans d'actions et les objectifs fixés par l'organisation en faveur d'une mobilisation plus profonde de l'Etat Burkinabè vis-à-vis des cantines scolaires. Ce document relate le projet de facilitation de l'accès et d'amélioration de la nutrition des enfants scolarisés au Burkina Faso, en passant notamment par les denrées alimentaires locales.

Ce document datant de Mars 2019, présente les différents objectifs fixés par l'Etat pour subvenir et pallier les difficultés rencontrées par les cantines scolaire. Dans le *Tableau 1: « Synthèse des problématiques pour un équilibre alimentaire et nutritionnel des enfants d'âge scolaire »*, nous apprenons que les cantines scolaires font face à un problème de fonctionnement traduit en partie par « l'insuffisance de ressources » et un manque de « qualité

⁷⁴ MILLOGO E., PINSON C., (2016), « *Au Burkina Faso, des circuits de fruits locaux* », CFSI, 4p <https://www.alimenterre.org/au-burkina-faso-des-circuits-courts-de-fruits-locaux>

⁷⁵ *Ibid.*,

des vivres »⁷⁶ proposées. Vient s'ajouter un problème lié à l'absence de délégation de responsabilités vis-à-vis de l'alimentation scolaire par les communes. En réponse à cela, la FAO propose d'inclure dans le budget de l'Etat, une allocation spécifique aux problématiques alimentaires des cantines scolaires. Il y est également stipulé le besoin de « mettre les communes au centre de la planification et de la mobilisation des ressources » en faveur de la pérennisation de ces cantines. Par ailleurs, les cantines scolaires Burkinabè présentent des difficultés concernant la proposition de menus sains et variés aux enfants scolarisés. Dans le document de la FAO, il y est clairement souligné qu'il y a une « non diversification des denrées alimentaires ». Pour pallier ces difficultés, la FAO propose d'assurer « un menu équilibré et varié avec les denrées locales disponibles ».

Il est donc intéressant de voir ici que, non seulement les acteurs de société civile se mobilisent, mais que les autorités publiques agissent progressivement en leur sens, dans le but de promouvoir l'alimentation locale au Burkina Faso. Nous sommes alors confortées dans l'idée que non seulement la synergie entre les divers acteurs peut être bénéfique et que l'alimentation locale fait l'objet de plus en plus d'enjeux fixés et suivis par ces mêmes acteurs. En ce sens, selon nous, la valorisation des produits alimentaires locaux représente le deuxième facteur de transition alimentaire au Burkina Faso. En revanche, les divers documents utilisés dans l'émission de nos hypothèses sont très récents. Ils fixent des objectifs susceptibles d'être atteints d'ici 5 à 10 ans.

c. Un frein à la démocratisation de la consommation locale

« Nous voulons être sûrs de manger et surtout de manger ce que nous produisons et transformons » : telle est l'affirmation portée par Marie-Andrée Tall, présidente de l'Association Afrique Agro Export - AAFEX - dans un article issu d'Élevages Sans Frontières⁷⁷ : « *Production locale, un enjeu de développement pour l'Afrique* ». Ce document datant de 2014 met en exergue la nécessité des pays d'Afrique de l'Ouest « d'assurer localement des moyens de production durables et diminuer les coûts de production. ». Il y est clairement stipulé que les moyens de financement et les crédits inaccessibles compliquent

⁷⁶ *Projet de facilitation de l'accès et d'amélioration de l'alimentation et de la nutrition des enfants d'âge scolaire au Burkina Faso*, p.9, tableau 1 : Synthèse des problématiques pour un équilibre alimentaire et nutritionnel des enfants d'âge scolaire

⁷⁷ GOMEZ.S., (2014). « *La production locale : un enjeu de développement pour l'Afrique* ». Elevages Sans Frontières. Consultation Septembre 2019 <https://www.elevagessansfrontieres.org/produire-local-ong-afrique-de-l-ouest/>

l'aboutissement du « produire local pour consommer local ». L'AAFEX met ici en avant l'incohérence des collectivités à inciter les populations à consommer des produits locaux et les coûts de production que nécessite leur fabrication.

Nous avons pu constater, au début de cette étude, que l'exportation de produits consommables est l'une des principales activités du Burkina Faso. Or, l'auteur de ce texte, Sylvain Gomez, explique que la « promotion des productions locales doit cependant éviter certains pièges comme la « fuite » des produits locaux à l'étranger. ». Il ajoute que la « moitié de la production de céréales produites et transformées localement par les membres de l'AAFEX est vendue à l'étranger en raison des coûts élevés de production rendant les produits inaccessibles aux populations locales. ».

Dans cet article, la chargée de mission pour Elevages Sans Frontières souligne l'importance de la valorisation des produits locaux mais surtout issus de circuits courts. Il est nécessaire de valoriser les relations directes entre producteurs et consommateurs, permettant de proposer des produits à moindre coût grâce à l'absence d'un grand nombre intermédiaire. La valorisation de produits locaux, dans un pays où 40% de la population se trouve en dessous du seuil de pauvreté, ne peut être réalisée simplement. Elle nécessite que les autorités publiques mobilisent plus de moyens financiers et matériels afin d'assurer un certain confort des producteurs locaux. Ce n'est que de cette manière que les initiatives alimentaires agissant pour la valorisation des denrées locales pourront vraiment éclore.

Section 2 : Des initiatives alimentaires dispersées et trop individuelles

Au début de nos recherches, nous ressentions le besoin de schématiser et de synthétiser notre vision d'un système alimentaire. Nous imaginions alors les initiatives alimentaires locales comme des entités appartenant au même grand système général que serait le système alimentaire. Durant notre mission, nous avons présenté cette théorie à Prosper Sawadogo, expert de la FAO. Ce dernier a montré une certaine réticence à l'idée de vulgariser de manière aussi schématique un système alimentaire. Il a alors justifié ses propos par le fait qu'il existe, malgré tout, des interactions entre ces sous-systèmes, difficiles à schématiser de façon méthodique. Nous avons alors pris conscience que les bases de notre sujet d'étude étaient plus subtiles que ce que nous pensions.

Durant notre étude de terrain au Burkina Faso et grâce aux nombreux échanges avec les commerçants et producteurs agricoles, nous avons été très surprises de constater la rareté

d'organisations alimentaires basées sur la collaboration. En effet, bien souvent les porteurs de projets préféreraient éclore dans un système porté sur l'individualisation. Nous nous sommes alors interrogées sur leur capacité à concevoir le travail en équipe, finalement très répandu. Prenons l'exemple de la ferme du Kadiogo que nous avons interrogée. La responsable de cette initiative nous a expliqué qu'elle avait discuté d'une éventuelle collaboration avec un boulanger indépendant et des commerçants de légumes mais cela n'a pas abouti car ces derniers ne se voyaient pas mutualiser leurs compétences et moyens financiers.

Encore une fois, nous sommes dans l'incapacité de faire une généralité. Nous avons, certes, rencontré plusieurs organisations mais nous ne pouvons affirmer que l'intégralité est réticente à l'idée de s'allier à d'autres exploitants ou commerçants agricoles.

Néanmoins, quels pourraient être les réels avantages pour les commerçants de se réunir et de vendre ensemble leurs produits ? De quelle manière pourraient-ils s'associer ?

Pour répondre à ces questionnements, il est intéressant de reprendre les remarques et constatations émises par l'expert de la FAO - Prosper Sawadogo. Selon lui, les nombreuses ONG ou organisations cherchant à agir sur le plan local en aidant les commerçants à revoir leur système de vente ou de production, sont très, voire trop, axées sur le côté organisationnel des ventes. Prosper Sawadogo a insisté sur la nécessité d'étudier et de comprendre les origines agricoles spécifiques au Burkina Faso. Rappelons le, les habitants ne cherchent pas à produire pour gagner de l'argent mais avant tout pour se nourrir. Selon l'expert, il faut d'abord prendre le temps de comprendre ce qui a motivé les exploitants et les producteurs agricoles à donner de leur temps et de leur énergie pour ce travail. L'expert ajoute à cela que pour que les paysans décident de se rassembler et de produire ensemble, il faudrait avant tout leur faire prendre conscience de l'intérêt de s'associer avec d'autres producteurs. Le Burkina Faso présente essentiellement des monocultures. Le travail de conscientisation permettrait de montrer aux paysans qu'ils ont besoin, pour assurer leur santé et celle de leur famille, de s'alimenter de denrées variées et donc de produire des denrées diversifiées. Selon Mr Sawadogo, ce n'est qu'à partir de ces conclusions que le producteur de riz décidera de s'associer avec le boulanger ou le charcutier du quartier.

Sur cette idée, l'expert ajoute qu'il existe deux raisons pour lesquelles un producteur ou un commerçant pourrait faire le choix de s'associer. Dans un premier temps, il y a la vision systémique de type filière qui induit le fait que les producteurs se rassemblent car ils vendent ou transforment le même produit. Le fait de travailler ensemble et de mutualiser leurs moyens

matériels leur permet d'avoir un pouvoir de négociation plus important auprès de leurs fournisseurs. Ils peuvent ainsi mobiliser plus de moyens et acheter de plus grosses quantités, leur permettant d'avoir accès à une diminution du coût d'achat des matières premières. Dans un second temps, il existe une vision systémique dite territoriale. Cette dernière incite les producteurs et transformateurs d'une même zone géographique et de produits distincts à se rassembler et à travailler ensemble. L'avantage de ce type de collaboration est alors de proposer une variété de choix sur le marché.

Selon l'expert de la FAO, il existe donc bel et bien un intérêt à se regrouper afin de mieux « capter » le marché de l'alimentaire.

a. Les freins découlant de cette individualité

Par la présence d'un trop grand nombre d'initiatives alimentaires évoluant indépendamment, le marché peut présenter une grande concurrence des prix et des produits proposés. Nous pensons qu'il pourrait être plus intéressant pour les nouvelles initiatives de s'associer à certaines déjà existantes pour pallier le risque de surcharge de l'offre alimentaire et les risques de concurrence accrue qui en découlent.

En étudiant le site *Alimenterre*, un article a retenu notre attention et nous a fait prendre conscience d'un autre frein généré par l'individualité du système actuel présent au Burkina Faso. En effet dans « *Stéphanie Piveteau nous parle du réseau de paysans de la filière équitable* »⁷⁸, l'auteure expose la difficulté qu'elle a eue à entrer en contact avec les producteurs du commerce équitable au Burkina Faso. Elle s'attendait à trouver « des filières de commerce équitable en contact direct avec des Organisations de Producteurs (OP) » et s'est rendu compte qu'il « n'y avait que des petits producteurs individuels. ». Nous pensons alors qu'un trop grand nombre d'initiatives alimentaires « éparpillées » et non rattachées à de plus grandes organisations, leur fait perdre une certaine visibilité au niveau local, national voire international.

Section 3 : Vers une synergie entre les initiatives alimentaires ?

Nous pensons, grâce à Prosper Sawadogo, que cette volonté de vouloir repenser l'organisation agricole Burkinabè est inspirée de la culture occidentale. Or nous aimerions prendre du recul face à notre propre modèle économique. C'est pourquoi, nous essayons ici d'imaginer tous les scénarios possibles. Nous émettons alors l'hypothèse selon laquelle il peut

⁷⁸ PIVETEAU S., (2013). « *Stéphanie Piveteau nous parle du réseau de paysans de la filière équitable* », CFSI, 6p. <https://www.alimenterre.org/stephanie-piveteau-nous-parle-du-reseau-de-paysans-de-la-filiere-equitable>

être réellement bénéfique pour les initiatives, si nombreuses soient-elles, de se regrouper. Comme nous l'avons énoncé précédemment, l'un des premiers avantages provient de la capacité à lutter contre les jeux de concurrence accrue sur le marché alimentaire. Des producteurs qui s'unissent deviennent alors en capacité de pallier cette concurrence.

Lors de notre séjour, nous avons rencontré l'initiative BioFarmer Market, un magasin de producteurs ne proposant que des produits locaux et/ou issus de l'agriculture biologique. L'intérêt de BioFarmer Market est la visibilité et la diversité de produits qu'il propose. En revanche, il fait opposition aux théories présentées ci-dessus. En effet, ce commerce est issu de la volonté d'une seule et même personne, allant lui-même à la rencontre des petits producteurs locaux indépendants afin d'acheter et de revendre leurs produits dans sa boutique. Néanmoins, si nous poussons notre réflexion, l'intérêt de cette boutique serait qu'elle soit tenue par les producteurs eux-mêmes qui se rassembleraient et commercialiseraient directement leurs propres productions, aussi différentes soient-elles.

Pour terminer, nous aimerions rebondir sur la notion de visibilité. En effet, nous pensons qu'une synergie entre les différents acteurs pourrait leur permettre de développer une certaine notoriété sur le marché et constituer une réelle avancée pour les exploitants agricoles. Un célèbre proverbe africain explique que « tout seul on va plus vite mais ensemble on va plus loin. ». Selon nous, c'est ce qu'il se passe dans le cas du système alimentaire Burkinabè.

Il s'agira dans le chapitre suivant d'exposer la notion de développement durable et l'intérêt de sensibiliser les populations à cela, susceptible d'aboutir à une transition alimentaire au Burkina Faso.

Chapitre 3 : Sensibiliser les populations au développement durable comme facteur de transition

Force est de constater que les modes de production et de consommation actuels arrivent à bout de souffle. Il semble alors inéluctable de repenser ce système et de le faire converger vers un modèle plus durable. Dans ce troisième chapitre, nous aimerions développer l'hypothèse selon laquelle une transition alimentaire passe nécessairement par un développement dit « durable ». En effet, ce dernier est un terme employé depuis la fin du XXe siècle et de plus en plus répandu depuis les années 2000, notamment avec la prise de conscience de l'empreinte écologique considérable des êtres humains sur la planète. Il a été théorisé pour la première fois en 1987 par le rapport Brundtland des Nations Unies et adopté par la Communauté Internationale. Le rapport définit alors le développement durable comme « un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs »⁷⁹. Néanmoins, ce concept ne serait-il pas trop occidentalisé ? Pouvons-nous l'appliquer au Burkina Faso ? Quelles sont ses composantes ? Quels objectifs lui sont assujettis ?

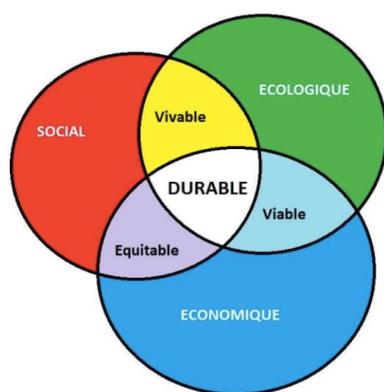
Section 1 : Les piliers du développement durable

Le concept de développement durable repose sur trois piliers distincts, mais étroitement liés : l'écologie, l'économie et le social. L'objectif est de mettre en place un système capable d'être économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement viable. Dans ce modèle, la production et la consommation de produits et services ont un impact réduit sur les écosystèmes et permettent à l'ensemble des acteurs de percevoir un revenu suffisant pour vivre de manière décente.

Afin de se familiariser davantage avec le concept de développement durable, nous avons placé le schéma⁸⁰ ci-dessous illustrant le lien intrinsèque entre les trois piliers.

⁷⁹ SupplyChainInfo – RSE. « Les piliers du développement durable ». <https://www.supplychaininfo.eu/piliers-developpement-durable/>

⁸⁰ Responsabilité Sociale des Entreprises. « Les piliers du Développement Durable ». <https://rse-pro.com/piliers-du-developpement-durable-1066>



Nous retrouvons premièrement le **pilier environnemental** impliquant nécessairement la protection de l'environnement, devenant elle-même l'un des objectifs finaux ciblés du développement durable. Cet objectif est parfois perçu comme une fin en soi et pose principalement la question des ressources utilisées pour alimenter les activités productives (entreprises, collectivités publiques, associations, etc.) et favoriser la croissance. Ce pilier

implique que les entreprises produisent autrement en surveillant leurs consommations énergétiques, en réduisant leurs émissions de gaz à effet de serre et en favorisant l'exploitation des énergies durables. Cela s'explique en partie par l'épuisement d'un certain nombre d'énergies fossiles - pétrole, charbon - qui oblige les industries à repenser leur fonctionnement. Ce pilier implique également la réduction et le recyclage des déchets.

Il est clair ici que nous présentons un concept très « occidentalisé » car les objectifs que fixe ce pilier environnemental ciblent essentiellement les pays déjà développés. Le Burkina Faso n'est pas au stade de mettre en place des énergies renouvelables. En revanche, avant même de penser à ces questions de ressources énergétiques, il est important pour ce pays d'être plus soucieux de la qualité et la durabilité de l'environnement, dépendant également de la gestion des déchets. Nous connaissons les impacts néfastes que peut engendrer une mauvaise gestion des ordures et des déchets sur la qualité des sols, de l'eau et de l'air. Or, nous avons pris conscience durant notre séjour que les populations n'étaient pas encore sensibles à cet objectif du développement durable. Par conséquent, notre réflexion se concentrera essentiellement sur la réduction et la gestion des déchets, qui selon nous, jouent un rôle considérable dans la transition alimentaire.

Le deuxième pilier du développement durable dit « **économique** », implique de créer un système économique qui incite et favorise la protection de l'environnement tout en limitant les externalités négatives, autrement dit, les conséquences néfastes de la production sur l'environnement. Il est intimement lié au troisième pilier du développement durable qui est le **pilier social** car ils agissent tous deux dans une logique de lutte contre les inégalités.

Nous constatons que les difficultés que rencontre le Burkina Faso, freinant son développement, correspondent à un certain nombre d'objectifs fixés par le développement durable. En effet, le pilier économique induit une répartition plus égalitaire des richesses au sein d'un même territoire. Or au Burkina Faso, la pauvreté chronique coexiste avec des signes

ostentatoires de richesse. Un journaliste du quotidien indépendant *L'Observateur Paalga* affirme notamment que lorsque certains prennent l'avion pour soigner une maladie bénigne d'autres se contentent de manger des racines de pissenlits pour traiter un paludisme⁸¹. De plus, l'extrême pauvreté atteint encore de nombreux Burkinabè qui se retrouvent dans l'incapacité de se prodiguer des soins lorsqu'ils présentent des signes de maladies, graves ou bénignes. Les soins et les médicaments sont chers et donc inaccessibles. De même pour l'éducation. Tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines, les enfants arrêtent l'école prématurément, faute de moyens financiers de la famille. Les enfants sont alors destinés à aider leurs parents dans leurs activités ou à exercer des « petits boulots », les conduisant ainsi vers une grande précarité.

En plus de ces inégalités financières, certaines inégalités liées au pilier social sont toujours très présentes au Burkina Faso. Nous faisons notamment référence aux inégalités entre les hommes et les femmes. En effet, le droit des femmes Burkinabè présente de grandes inégalités genrées, entravant ainsi leur autonomisation et leur reconnaissance au sein du développement économique et social du pays. Cela découle en partie du droit coutumier Burkinabè et des traditions, encore très lourds de conséquences. Néanmoins, nous l'avons illustré dans la première partie de cette étude, les femmes ont un rôle considérable en matière de sécurité alimentaire et sont notamment très impliquées dans les productions vivrières et agricoles.

Il est clair ici que le Burkina Faso fait face à des problématiques récurrentes, empêchant ses habitants et son modèle économique de se développer. Force est de constater que la plupart de ces difficultés correspondent à certains objectifs visés par le modèle dit de « développement durable ».

En revanche, nous sommes particulièrement préoccupées par l'absence de programmes et d'actions agissant pour une meilleure réduction et gestion des ordures et des déchets au Burkina Faso.

Section 2 : L'importance d'une meilleure gestion des déchets dans la transition alimentaire Burkinabè

Comme nous l'avons énoncé ci-dessus, la gestion des déchets au Burkina Faso est une notion encore marginale et peu reconnue par la population. Néanmoins, au cours de notre

⁸¹ Afrique Renouveau. « Lutter contre les Inégalités en Afrique »
<https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/july-2006/lutter-contre-les-inégalités-en-afrique>

réflexion, nous avons émis l'hypothèse selon laquelle la notion de transition alimentaire impliquerait intimement la notion de valorisation des déchets. Lors de notre mission au Burkina Faso, nous avons pu constater la présence de nombreuses ordures et déchets, ménagers comme matériels, qui jonchaient les maisons, débordaient des caniveaux, des rivières et des ruisseaux et s'entassaient dans les rues. Hormis quelques dépotoirs à ciel ouvert à côté des habitations, il n'y a que très peu de zones de collecte de déchets à la disposition des habitants. Les populations ont alors pris rapidement l'habitude de jeter les déchets sur le sol ou directement dans les rivières. Ce fléau provoque de graves conséquences, en raison du caractère polluant et parfois toxique de ces déchets. Nous aimerions insister sur la pollution des sols et des eaux que provoque la mauvaise gestion des déchets au Burkina Faso.

En parallèle à la pollution des sols, l'insalubrité de l'eau joue un rôle majeur dans la propagation de maladies auprès des populations. En effet, bien souvent cette eau est utilisée pour laver les légumes et préparer la cuisine. Suite à cette réflexion, nous pensons qu'une transition alimentaire dépend également en partie du travail réalisé envers la sensibilisation des Burkinabè - dès le plus jeune âge - à une meilleure gestion des déchets. Des mesures restrictives en termes de tri et de gestion des déchets doivent impérativement émaner des autorités publiques. Des tournées de ramassages d'ordures dans les villes et dans les villages doivent être mises en place. Des poubelles doivent également être créées et mises à disposition de la population.

Nous avons pris conscience de ce manquement durant notre séjour à Ouagadougou et plus particulièrement lorsque nous nous sommes déplacées à l'école primaire soutenue par Yélémani à Loumbila. En effet, malgré le travail de sensibilisation à l'importance du "consommer local" qui y est effectué, nous avons remarqué que l'importance de la bonne gestion des déchets n'est pas abordée. Les enfants ne prêtaient aucunement attention de l'endroit où ils déposaient leurs déchets. Ces derniers les jetaient régulièrement dans un barrage, situé juste à côté de l'école ou simplement par terre à côté du potager. La situation peut paraître incohérente dans le sens où les enfants réalisent un très beau travail en cultivant des légumes locaux, variés et sans intrants chimiques, sans avoir conscience de l'impact que peuvent avoir ces déchets sur la qualité du sol qu'ils cultivent pour leur potager et l'eau qu'ils utilisent pour l'arroser. Nous avons alors constaté le manque d'intervention de l'équipe pédagogique concernant cette pratique foncièrement antagoniste. Selon nous, il faudrait que le cadre enseignant et les associations intervenant - comme ici Yelemani - insistent et travaillent davantage sur des activités de conscientisation à la gestion des déchets.

Néanmoins, des initiatives en faveur de la diminution de la pollution des sols et des eaux et favorisant la valorisation des déchets émergent progressivement. En 2019, l'ambassade de France au Burkina Faso consacre 213 millions de FCFA (325 000 euros) pour soutenir des OSC (Organisations de Sociétés Civiles) proposant des projets dans la collecte, le tri et le recyclage des déchets (matières premières plastiques, ordures ménagères et informatiques) dans Ouagadougou⁸².

Actuellement, le syndicat français spécialisé dans la valorisation des déchets *Syctom* finance à hauteur de 33 340 euros le projet Yamba-D. Cette coopérative vise à mettre au point « un procédé de recyclage de ces déchets en un matériau plastique qui vient en substitut du bois, dont la surexploitation est problématique au Burkina Faso, et contribue à réduire dans les quartiers le fléau des sachets plastiques »⁸³. L'objectif est de créer du mobilier scolaire sur la base de la valorisation des déchets plastiques.

Force est de constater que, malgré la présence de ces quelques initiatives, les résultats escomptés ne sont pas encore réellement atteints. Cela est principalement dû au fait que cette prise de conscience est très récente au Burkina Faso et que les actions élaborées visent l'obtention de résultats pour 2020 au plus tôt. Pour rejoindre nos réflexions précédentes, nous pouvons observer que la plupart des programmes réalisés ici sont une fois de plus portés principalement par des organisations étrangères. Il est nécessaire que les stratégies mises en place en faveur de la valorisation des déchets viennent directement de la population. Selon nous, le gouvernement se doit de consacrer plus de temps et de moyens financiers à l'élaboration d'actions de sensibilisation auprès des habitants et des jeunes générations. Une meilleure gestion des déchets se présente alors comme un autre facteur de réussite de la transition.

Section 3 : La diminution de la pollution pour une meilleure sécurité alimentaire

L'UNICEF a fixé différents objectifs au Burkina Faso à atteindre d'ici 2020. Parmi eux, la volonté « d'un environnement salubre; un assainissement durable; l'accès à l'eau potable pour les ménages, écoles et centres de santé en milieu rural; augmenter le nombre de communautés accompagnées pour l'arrêt de la défécation à l'air libre, à travers une approche basée sur les résultats des expériences pilotes; augmenter le taux d'accès à un assainissement

⁸² Ambassade de France au Burkina Faso. « *OCS, récupération et valorisation des déchets au Burkina Faso* ». <https://bf.ambafrance.org/OSC-recuperation-et-valorisation-des-dechets-au-Burkina-Faso-un-engagement>

⁸³ SYCTOM. « *Solidarité internationale : Burkina Faso – Ouagadougou* ». <https://www.syctom-paris.fr/engagements/solidarite-internationale/burkina-faso-ouagadoudou.html>

de base dans les communautés, les écoles et les centres de santé; promouvoir la gestion hygiénique des menstrues dans les écoles »⁸⁴.

Nous constatons alors l'intérêt progressivement porté par le gouvernement Burkinabè aux impacts de la pollution. Le pays se trouve alors dans une impasse et n'a d'autres choix que de revoir son modèle s'il veut réussir à éradiquer la faim, lutter contre les inégalités et assurer un environnement sain pour les générations futures. Autrement dit, le pays devrait suivre les objectifs fixés par les trois piliers du développement durable.

Si le pays agit en ce sens, il pourrait renforcer la sécurité alimentaire de sa population, par le biais de sols et d'eaux de meilleure qualité et non polluées. Les cultures et les productions seront également de meilleure qualité et les exploitants agricoles davantage motivés à l'idée de produire des produits locaux et/ou biologiques pour nourrir qualitativement la population.

Cette troisième partie, essentiellement hypothétique, nous a permis de mettre en avant les facteurs de transition alimentaire au Burkina Faso. En effet, et pour revenir sur cette idée, nous sommes convaincues que la transition alimentaire telle que nous l'avons illustrée dans cette étude, peut avoir un impact direct sur le renforcement de la sécurité alimentaire du pays.

Les différentes hypothèses que nous avons illustrées, à savoir :

- améliorer les relations entre la société civile et les autorités publiques,
- repenser la manière d'agir et d'interagir des différentes initiatives alimentaires Burkinabè
- valoriser l'alimentation locale et des circuits courts
- sensibiliser les populations au développement durable en améliorant la gestion des déchets et diminuant la pollution des sols et des eaux

sont, selon nous, les principaux facteurs de réussite de la transition alimentaire Burkinabè.

⁸⁴ UNICEF. « *Burkina Faso : Eau, hygiène et assainissement* ». <https://www.unicef.org/bfa/french/wes.html>

Conclusion

Le Burkina Faso fait face à nombreux aléas économiques, environnementaux ou encore sociaux, entravant son développement et l'épanouissement général de sa population. La résilience alimentaire face à ces différents risques reste encore un enjeu majeur aujourd'hui. Nous ne pouvons pas non plus parler de sécurité alimentaire au Burkina Faso car les dimensions qui la composent (accessibilité, disponibilité, bonne utilisation, durabilité) ne sont majoritairement pas applicables à la population, même si des dynamiques agissant en ce sens sont à noter.

C'est à travers les recherches documentaires et l'aide précieuse apportée par différents acteurs que nous avons été en mesure de construire notre pensée et présenter un avis hypothétique. En effet, ce mémoire avait pour principales ambitions de repenser la place de l'alimentation locale au Burkina Faso et d'apprécier l'impact que cette dernière pourrait avoir sur la sécurité alimentaire du territoire, également susceptible d'aboutir à une transition alimentaire.

Cette transition se doit d'être exécutée par tous les acteurs, qu'ils soient politiques, économiques ou citoyens, confondus au sein d'une économie ciblée. Selon nous, si le Burkina Faso va dans le sens d'une transition alimentaire, cela doit impliquer la promotion de circuits courts et la transformation des produits agricoles à petite échelle. Cette transition entend revoir le processus de concertation entre la société civile et les autorités publiques afin que celles-ci agissent vers des intérêts communs et soient en mesure d'assurer l'efficacité et la durabilité des stratégies mises en place en termes d'alimentation. Cela suppose également que les autorités publiques sensibilisent la population à l'intérêt de consommer localement des denrées alimentaires saines et nutritives en dépit d'une consommation de produits massivement importés et dépourvus de qualités nutritionnelles. Une fois conscientisés, cela implique que ces citoyens s'unissent pour affirmer leur volonté de consommer des produits locaux, variés et de qualité, notamment cultivés dans un sol riche en éléments nutritifs et non pollué.

Pour finir, ce sont des événements de portée internationale comme le forum "*Manger local, agir global*" de Novembre 2019 à Ouagadougou qui tendent à impulser une dynamique considérable en matière de transition alimentaire au sein du pays. Les différentes familles d'acteurs, souvent éloignées, auront ici l'opportunité de se retrouver afin de proposer des solutions locales à un désordre global.

À notre problématique, nous sommes alors principalement arrivées à la conclusion selon laquelle la valorisation de la production et de la consommation de denrées alimentaires locales pourrait être une véritable source de transition alimentaire et renforcerait la sécurité alimentaire au Burkina Faso.

Nous aimerions terminer ce mémoire sur la nécessité d'une transition que nous pourrions qualifier de "genrée". En effet, les normes coutumières et croyances restent encore très présentes dans la culture Burkinabè. Ces normes sont en grande partie issues de la religion musulmane qui place l'homme au dessus de la femme et détermine les tâches de chacun. Les femmes ont un rôle domestique et un statut "traditionnel" de reproductrices, tandis que les relations publiques et les activités économiques sont réservées aux hommes. Les décisions concernant la famille reviennent naturellement aux hommes ; les femmes se présentent ainsi comme très dépendantes et soumises à ces derniers. De ce fait, elles sont victimes de nombreuses inégalités et violences. Pourtant, les femmes sont très présentes dans les activités agricoles, leur conférant un rôle prédominant dans la production et la sécurité alimentaire. Elles sont ainsi des actrices à part entière dans le développement économique et social du pays.

Selon nous, une transition, aussi globale soit-elle au Burkina Faso, passe inéluctablement par une remise en cause du "statut traditionnel" de la femme mais également des structures familiales et donc de la société toute entière.

Un célèbre diplomate et économiste ghanéen, Kofi Annan, affirme que « L'égalité des sexes est plus qu'un objectif en soi. C'est une condition préalable pour relever le défi de la réduction de la pauvreté, de la promotion du développement durable et de la bonne gouvernance. »

Bibliographie

FAO., (Mars 2019). *“Projet de Facilitation de l’Accès et d’Amélioration de l’Alimentation et de la Nutrition des Enfants d’âge Scolaire au Burkina Faso”* 83p.

LE VELLY, R., (2017). *Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs - Une promesse de différence* Presses des Mines. Paris. 200 p.

ROUILLE D’ORFEUIL, H., (2018). *Transition agricole et alimentaire - La revanche des territoires*. Essai, Charles Léopold Mayer, 256 p.

Webographie

ATLAS DES POPULATIONS ET PAYS DU MONDE. (2019). *Burkina Faso*. PopulationData.net. Consultation août 2019
<https://www.populationdata.net/pays/burkina-faso/>

BANQUE MONDIALE (2019). *Burkina Faso Vue d’ensemble*. Consultation Août 2019
<https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview>

BEURET, J-E., (2012). *Mieux définir la concertation : du pourquoi au comment*.
Négociations |
p 81-86., Consultation Août 2019
<https://www.cairn.info/revue-negociations-2012-1-page-81.htm>

BONNIN-DE TOFFOLI, C., LAZARIC, N., (2013). *Consommation durable et sécurité alimentaire*. Lavoisier. Revue juridique de l’environnement. Volume 38 | p 625 à 635.
Consultation Septembre 2019
<https://www.cairn.info/revue-revue-juridique-de-l-environnement-2013-4-page-625.htm>

CHIFFOLEAU Y., PRÉVOST B., (2012). *Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires*. Norois, Presses Universitaires de Rennes, n°224 | 20 p. <https://journals.openedition.org/norois/4245>

COLONNA, P., FOURNIER, S., TOUZARD, J.-M., (2011). *Systèmes alimentaires, in : duALIne - durabilité de l’alimentation face à de nouveaux enjeux*. Rapport Inra-Cirad (France) | p 60-85.

<https://www.cirad.fr/publications-ressources/edition/etudes-et-documents/dualine>

COMMISSION EUROPÉENNE (2014). *Approche de l’UE sur la résilience : tirer des leçons des crises alimentaire* | 6p. Consultation Août 2019

https://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/thematic/resilience_africa_fr.pdf

CSA - HLPE (Mars 2018). *Rapport du groupes d’experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition* | 187 p. Consultation Août 2018.

<http://www.fao.org/3/I7846FR/i7846fr.pdf>

DAVEZAC, A., TAISNE, A-F., (2019). *Les batailles du consommer local en Afrique de l'Ouest*. CFSI et la Fondation de France | 128 p.

<https://www.alimenterre.org/system/files/2019-01/batailles-consommer-local-pp-bd.pdf>

DURVY, S., VALL, E., IMBERNON, J., (2016). *L'intégration des concepts de résilience dans le domaine de la sécurité alimentaire*. Cahiers Agriculture. Volume 25 | 8 p.

https://www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/full_html/2016/06/cagri160043/cagri160043.html

FAO (2015). *Évaluation du programme de la FAO au Burkina Faso 2010 - 2014*. Consultation Septembre 2019. <http://www.fao.org/3/a-bd462f.pdf>

FAO (2019). *Le devenir de l'élevage au Burkina Faso - Défis et opportunités face aux incertitudes*. Consultation Août 2019 | 45 p. <http://www.fao.org/3/ca4952fr/CA4952FR.pdf>

FAO. *Le système alimentaire et la sécurité alimentaire des ménages*. Consultation Juillet 2019 <http://www.fao.org/3/w0078f/w0078f06.htm>

FAO (2019). *Amélioration de la production de riz en Afrique de l'Ouest*. Consultation Septembre 2019 <http://www.fao.org/ag/aprao/projet-aprao/apercu-de-la-riziculture/senegal/fr/>

FAO. *L'initiative Faim Zéro pour l'Afrique de l'Ouest*. Consultation Septembre 2019 http://www.fao.org/fileadmin/templates/righttofood/documents/news/140224_ecowas/leaflet_ecowas_fr.pdf

FRANCE DIPLOMATIE (2019). *Présentation du Burkina Faso - Données générales*. Consultation Août 2019.

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/burkina-faso/presentation-du-burkina-faso/>

GAIGER, L., (2003). *L'économie solidaire au Brésil : l'exemple du sud*. Revue du MAUSS [En ligne], vol.n°21 | p 80-96. Consultation en septembre 2019

<https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2003-1-page-80.htm>

GOMEZ.S., (2014). *La production locale : un enjeu de développement pour l'Afrique*. Elevages Sans Frontières. Consultation Septembre 2019

<https://www.elevagessansfrontieres.org/produire-local-ong-afrique-de-l-ouest/>

I CARE & CONSULT. (2018) *Réussir la transition environnementale*. Consultation Août 2019 <https://www.i-care-consult.com/opinions/la-transition-alimentaire-enjeux-dune-definition-et-dune-evaluation-pour-les-acteurs-du-secteur-agroalimentaire/>

INSTITUT AGRONOMIQUE MÉDITERRANÉEN DE MONTPELLIER (2012). *Sélection et formulation d'indicateurs spécifiques de la sécurité alimentaire durable*. Consultation Juillet 2019

https://www.iamm.ciheam.org/ress_doc/opac_css/doc_num.php?explnum_id=8940

LIBÉRATION (2019). *Riz : le Sénégal veille au grain*. Consultation Septembre 2019

https://www.liberation.fr/planete/2019/04/17/riz-le-senegal-veille-au-grain_1722023

MALASSIS, L., (1994). *Nourrir les Hommes*, Flammarion Dominos, Paris | 126 p.

https://www.persee.fr/doc/rural_0014-2182_1994_num_133_1_3467_t1_0209_0000_1

MEKOUAR A., TALLA P., (2012). *Élimination de la pauvreté, sécurité alimentaire et agriculture durable* - Lavoisier. *Revue Juridique de l'environnement*, n°37 | p 647 - 652.

<https://www.cairn.info/revue-revue-juridique-de-l-environnement-2012-4-page-647.htm>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT. *Les politiques agricoles à travers le monde - Burkina Faso*. Consultation Septembre 2019 | 5 p.

https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/fichepays2014-burkina-faso_cle499519.pdf

MINISTÈRE DE LA SANTÉ (2016). *Politique nationale de nutrition*. Consultation Septembre 2019 | 36p.

<http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/bkf172927.pdf>

MINISTÈRE EN CHARGE DE L'AGRICULTURE ET DES AMÉNAGEMENTS HYDRO AGRICOLES. (2018). *Revue stratégique : éliminer la faim d'ici 2030 au Burkina*. Consultation en août 2019

https://www.agriculture.bf/jcms/fra_9599/fr/revue-strategique-eliminer-la-faim-d-ici-a-2030-au-burkina

MILLOGO E., PINSON C., (2016). *Au Burkina Faso, des circuits de fruits locaux*. CFSI | 4 p. Consultation Septembre 2019,

<https://www.alimenterre.org/au-burkina-faso-des-circuits-courts-de-fruits-locaux>

MUCHNIK J., REQUIER-DESJARDINS D., SAUTIER D., TOUZARD J.-M., (2007). *Introduction aux SYAL*, Économies et Sociétés, série AG, n° 29 | p. 1465-1485.

<https://www.cairn.info/le-temps-des-syal--9782759205004-page-7.htm>

NATIONS UNIES. *Les objectifs du millénaire pour le développement*. Consultation Septembre 2019.

https://www.unodc.org/art/docs/ART_MDG_F_screen.pdf

OMS (2018). *Selon un rapport de l'ONU, la faim dans le monde continue d'augmenter*. Consultation Juillet 2019.

<https://www.who.int/fr/news-room/detail/11-09-2018-global-hunger-continues-to-rise---new-un-report-says>

OUEST FRANCE (2017). *Le Sénégal développe son riz local mais n'arrive pas à le vendre*. Consultation Septembre 2019 <https://www.ouest-france.fr/monde/senegal/le-senegal-developpe-son-riz-local-mais-n-arrive-pas-le-vendre-5216925>

PAM. *Projet de plan stratégique du pays - Burkina Faso (2019-2023)*. Consultation Septembre 2019 | 48 p. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000074384/download/>

PAM. *La faim zéro*. Consultation Septembre 2019. <https://fr.wfp.org/faim-zero>

PIVETEAU S., (2013). *Stéphanie Piveteau nous parle du réseau de paysans de la filière équitable*. CFSI | 6p. Consultation Septembre 2019 <https://www.alimenterre.org/stephanie-piveteau-nous-parle-du-reseau-de-paysans-de-la-filiere-equitable>

RASTOIN J.L., GHERSI G., (2010). *“Le système alimentaire mondial : concepts et méthodes, analyses et dynamiques”*. Éditions Quæ. Société Française d'Économie Rurale. n°329 | 584 p. Consultation Août 2019 http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/RASTOIN_GHERSI_Le_systeme_alimentaire_mondial.pdf

SYCTOM. *Solidarité internationale : Burkina Faso - Ouagadougou*. Consultation Septembre 2019 <https://www.syctom-paris.fr/engagements/solidarite-internationale/burkina-faso-ouagadoudou.html>

THIAM D., THIANDOUN A., (2015). *“Démocratisation des produits locaux”*. Alimenterre [En ligne], CFSI | 6p. Consultation Septembre 2019 <https://www.alimenterre.org/democratisation-des-produits-bio-locaux>

UNICEF. *Burkina Faso : Eau, hygiène et assainissement*. Consultation Septembre 2019 <https://www.unicef.org/bfa/french/wes.html>

VIA CAMPESINA. *La souveraineté alimentaire*. Consultation Août 2019 https://nyeleni.org/IMG/pdf/4_pages_presentation_de_la_souverainet_alimentaire_FR-2.pdf

Annexe I : Initiatives démarchées

TITRE : Innovation dans la vente de pâte d'arachide par La MENAGERE

RESUME: La MENAGERE est une entreprise lancée en décembre 2014 à Ouagadougou par madame Salimata SANA. Elle innove dans la production et la vente de pâte d'arachide. La pâte d'arachide la ménagère est vendue principalement à la restauration collective (restaurant universitaire). Les ménages peuvent en acheter dans sa boutique de vente ou dans les surfaces alimentaires. Des livraisons directes sont faites aux clients à travers le livreur employé par l'entreprise.

Avis du Comité de lecture de RESOLIS (à remplir par RESOLIS)

Date de lecture de la fiche: .././2019

Appréciations du comité (labels) :

MOTS CLES (voir liste p°4)

Opérateur(s) : [Entreprises](#)

Bénéficiaires : [ménages urbains](#), [entreprise de restauration collective](#)

Domaine(s) : [alimentation](#),

Pays : [Burkina Faso](#)

Région : [Centre](#)

Département : [Ouagadougou](#)

Envergure du programme : [locale](#)

Agriculture biologique :

Fiche IARD (Initiative d'Alimentation Responsable et Durable) :

Type d'action : Transformation de Produits agricoles-[transformation artisanale](#)

Type d'acteur : Transformateurs-[Entreprise](#)

Type d'objectif(s) : *sociaux* : [amélioration accès alimentation, promotion de la place des femmes dans la Transition Agricole et Alimentaire,](#)

culturels : [maintien des patrimoines alimentaires, développement local](#) : [création de](#)

[dynamique économique locale](#)

AUTEUR(S)

Nom* : [SANA](#)

Prénom* : [Salimata](#)

Fonction* : [Promoteur](#)

Adresse email* :

lamenagere2018@yahoo.com

Fiche rédigée par (à préciser si l'auteur n'est pas le rédacteur de la fiche): [Patrice N'GORAN](#),
[Stagiaire Montpellier SupAgro](#)

PROGRAMME ou MESURE

Date de démarrage* : [2014](#)

Lieu de réalisation* :

[Ouagadougou](#)

Budget : Nc

Origine et spécificités du

financement : [Fonds propre](#)

ORGANISME

Nom* : [La MENAGERE](#)

Adresse postale* :

Logo de l'organisme* :



Site internet : [néant](#)

Médias sociaux de l'organisme :

Nombre de salariés : [3](#)

Nombre de temporaires : [6](#)

1) ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

La Ménagère a démarré en 2014 à l'initiative de Madame SANA Salimata. Celle-ci exerce une activité professionnelle dans une entreprise de restauration Burkinabè, en qualité de chargée d'approvisionnements. C'est dans l'exercice de sa fonction où elle est en relation directe avec les fournisseurs, qu'elle a décelé des imperfections dans les délais de livraisons de pâtes d'arachide. En effet, les fournisseurs respectaient difficilement les délais de livraison au point de causer des désagréments au restaurateur. C'est ainsi qu'elle a eu l'idée de négocier auprès de l'entreprise la possibilité d'acquiescer une part de marché en freelance. Depuis lors elle a monté sa petite structure pour transformer et commercialiser la pâte d'arachide dans la ville de Ouagadougou.

2) OBJECTIFS DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

Au-delà de la fourniture de pâte d'arachide à l'entreprise de restauration, la promotrice s'est fixée pour objectif de contribuer à l'accroissement de l'offre alimentaire de qualité au Burkina Faso. Spécifiquement il s'agit de contribuer à accroître l'offre de pâte d'arachide et de farine de céréales locales.

3) ACTIONS MISES EN ŒUVRE– 6 lignes approx.

Les actions mises en œuvre sont : (i) Contractualisation avec une entreprise de restauration ; (ii) Approvisionnement en matières premières (graines d'arachide et grains de maïs) ; (iii) Organisation de la production (torréfaction, broyage et conditionnement) ; (iv) Construction du système distribution du produit ; (v) Promotion du produit dans les foires.

Le cycle de production (torréfaction, broyage et conditionnement) est hebdomadaire. Le conditionnement se fait les samedis. Il y a un site dédié au grillage des arachides. Le broyage se fait dans un moulin partenaire et le conditionnement à lieu dans un local contigu au point d'exposition des produits. Des petits stocks de matières premières sont constitués en vue de pouvoir produire quasi-continuellement. L'entreprise dispose d'une moto qui lui permet de livrer les commandes. Elle est fournie en graines d'arachide par deux femmes commerçantes qui pré collectent dans les communes de Kombisiri et Kokologho pendant les jours de marché. Elles reçoivent une avance d'environ 50% et le reliquat est payé à la livraison. Pour le maïs grain, l'approvisionnement se fait exclusivement à Ouagadougou auprès d'un commerçant partenaire qui accorde des facilités de paiement d'1 à 2 semaines.

4) RESULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE – 6 lignes approx.

La Ménagère a généré deux (2) emplois féminins permanents. Celles-ci sont chargées du conditionnement et de la gestion du point de distribution. Il y a également un commercial chargé de livrer les commandes aux clients et de démarcher de nouveaux clients. Six emplois occasionnels sont créés sur les chaînes farine de maïs et pâte d'arachide. Trois occasionnels sont chargés de la torréfaction des graines l'arachide. L'entreprise produit et distribue 2 types de produits : la pâte d'arachide et la farine de maïs, et, elle revend accessoirement de la poudre de gombo sec et du Soumbala achetés auprès d'un groupement de femme. Les produits sont distribués par deux (2) surfaces d'alimentation à Ouaga. Les commandes qui sont livrées aux surfaces alimentaires sont comptabilisées en achat et non en dépôt vente. L'entreprise traite 15 à 20 sacs de graines d'arachide de 100 kg par mois, soit 1 500kg à 2 000kg/mois. En période faste, l'entreprise peut traiter 25 sacs de 100kg par mois. Quatre types de conditionnement sont proposés pour la pâte d'arachide : 1kg, 2kg, 3kg et 5kg. La pâte d'arachide est vendue à 1.000 Fcfa/kg. Les livraisons mensuelles faites au restaurant SOGA, le principal client, atteignent 700 à 800.000 francs CFA en moyenne voire 1 million. Quant au maïs, l'entreprise traite 15 à 20 sacs par mois pour la production de farine.

5) ORIGINALITE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

La Ménagère innové la production et la mise en marché de la pâte d'arachide. Contrairement aux pâtes d'arachide vendues dans les marchés urbains, celle-ci est produite dans des conditions hygiéniques relativement meilleures. La production se fait par lot et un prélèvement est effectué sur chaque lot pour être analysé au Laboratoire National de Santé Publique. Grâce aux produits « La ménagère », certains ménages peuvent disposer de quantités de pâte d'arachide utilisables sur une période d'un mois. La torréfaction des graines se fait au gaz et non aux feux de bois. Le produit est vendu en circuit court ou en vente directe. L'entreprise a tenu compte des exigences des consommateurs en optant désormais pour une seule variété d'arachide (coques d'arachide à deux graines). La main d'œuvre utilisée est majoritairement féminine (2/3 emploi salariés et 5/6 emplois occasionnels). Cette activité permet de faire vivre indirectement des producteurs d'arachide.

6) PARTENARIAT(S) DEVELOPPE(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

Les principaux partenaires sont :

- les surfaces alimentaires Viva Market et Wend Puiré, chargée de faire la distribution du produit ;
- le Restaurant SOGA, qui reste le plus gros client ;

7) RETOUR D'EXPERIENCE – 20 lignes total approx. (Sections suivi d'un * sont obligatoires, merci.)

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme* :

En raison de la variation saisonnière des prix de l'arachide, La Ménagère avait entrepris une opération de stockage. Cette opération lui a été fatale d'autant que 20 sacs d'arachides ont subi une avarie. Elle a également rencontré une mésaventure dans le dépôt-vente avec un distributeur véreux. L'entreprise traîne des factures impayées de plus de 4 mois chez son principal client. Cela crée une tension de trésorerie qui occasionne des dettes envers ses principaux fournisseurs de graines d'arachide.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Le stockage porte désormais sur des quantités très modestes, en prenant soin de s'assurer que les graines d'arachide soient suffisamment sèches. Face aux factures impayées depuis 4 mois, elle essaie de s'y adapter en échelonnant le paiement de ses fournisseurs.

Améliorations futures possibles :

La promotrice ambitionne de disposer de son propre moulin et d'une chaîne de conditionnement moderne. Elle envisage acquérir une deuxième moto et recruter un second agent commercial. A Moyen terme, elle envisage distribuer ses produits hors du Burkina Faso et voir le design des emballages.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme* :

Malgré ses occupations professionnelles, la promotrice reste constamment disponible pour superviser l'activité et s'impliquer elle-même à ses heures libres. Cette forte implication lui permet d'anticiper les problèmes. Pour une telle activité, le changement d'échelle requiert de disposer de son propre moulin pour pouvoir répondre beaucoup plus promptement aux commandes.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :**FACULTATIF (non inclus dans la limite des deux pages)**

- 1) REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES
- 2) POUR EN SAVOIR PLUS (*Annexe autorisée : budget du programme, article de presse, rapport, photo, plaquette de présentation, etc.*)



- 3) MOTS-CLES (5 minimum à cocher dans la liste ci-dessous)

OPERATEUR(S): **Entreprise**

BENEFICIAIRES: **Ménages urbains, entreprises de restauration collective**

DOMAINE(S): **alimentation,**

ENVERGURE: **locale**

AUTRE(S) (Libre et facultatif) :

TITRE : valorisation du lait cru local de vache transformé en fromage par le couple LABOURIAUX

RESUME: la production de *fromage du Kadiogo* est une initiative portée par un couple franco-Burkinabè vivant à Ouagadougou. Lancée en décembre 2015, l'activité constitue une forme de valorisation du lait local de vache. L'approvisionnement en lait se fait auprès d'un seul éleveur. Plusieurs saveurs de fromage aux épices locales sont proposées aux consommateurs. La commercialisation se fait exclusivement en vente directe à domicile, en itinérance ou au marché hebdomadaire bio local.

Avis du Comité de lecture de RESOLIS (à remplir par RESOLIS)

Date de lecture de la fiche: .././2019

Appréciations du comité (labels) :

MOTS CLES (voir liste p°4)

Opérateur(s) : [particulier](#)

Bénéficiaires : [éleveur \(fournisseur de lait\)](#), [consommateurs de fromage](#)

Domaine(s) : [alimentation](#),

Pays : [Burkina Faso](#)

Région : [Centre](#)

Département : [Ouagadougou](#)

Envergure du programme : [locale](#)

Agriculture biologique : OUI/NON

Fiche IARD (Initiative d'Alimentation Responsable et Durable) :

Type d'action : Transformation-[transformation de produits de niche](#)

Type d'acteur : Transformateur-individuel

Type d'objectif(s) : [sociaux](#) : [amélioration accès à l'alimentation](#), [promotion de la place de la femme](#), [création et renforcement du lien social](#)

(vente directe), [Culturels](#) : [valorisation de savoir-faire](#), [Développement local](#) : [maintien de filières locales \(filier lait\)](#), [création de dynamique économique dans le territoire](#)

AUTEUR(S)

Nom* : **LABOURIAUX**

Prénom* : **Opportune**

Fonction* : **Promotrice**

Adresse email* :

fromagedukadiogo@gmail.com

Fiche rédigée par (à préciser si l'auteur n'est pas le rédacteur de la fiche): **Patrice N'GORAN**, [Stagiaire Montpellier SupAgro](#)

PROGRAMME ou MESURE

Date de démarrage* : **2015**

Lieu de réalisation* :

Ouagadougou

Budget : Nc

Origine et spécificités du financement : **Fonds propre**

ORGANISME

Nom* : **LABOURIAUX Opportune**

Adresse postale* :

Logo de l'organisme* :



Site internet : **néant**

Médias sociaux de l'organisme :

Nombre de salariés : **0**

Nombre de temporaires : **0**

1) ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

La transformation de lait local de vache en fromage par le Couple LABOURIAUX depuis 2015, reste une activité atypique au Burkina Faso. L'époux de nationalité française et natif de la Bourgogne, exerce l'activité de graphiste-photographe à Ouagadougou. L'épouse, Burkinabè d'origine, gère à temps plein l'activité fromagère apprise auprès de son époux. En effet, Madame LABOURIAUX avait l'habitude d'acheter du lait frais pour la consommation du ménage. Il lui arrivait parfois de constater que le lait se caillait et devenait inconsommable. C'est ainsi que son époux a attiré son attention sur la possibilité d'en faire du fromage plutôt que de s'en débarrasser. Des essais de production fromagère ont alors été menés en 2012 pour l'autoconsommation. C'est à partir de 2015, que madame Opportune LABOURIAUX va en faire une activité lucrative.

2) OBJECTIFS DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

A travers la marque « Fromage du Kadiogo », l'objectif visé par la promotrice est de sensibiliser les populations sur la possibilité de valoriser autrement le lait cru de vache Burkinabè et de les amener à consommer fièrement le fromage produit localement.

3) ACTIONS MISES EN ŒUVRE– 6 lignes approx.

Les actions mises en œuvre sont : (i) production à très petite échelle (production à domicile); (ii) vente de proximité (à travers le réseau familial) ; (iii) participation au marché hebdomadaire bio local de Ouagadougou 2000 ; (iii) participation à la foire de l'entreprenariat féminin en 2018 ;

Madame LABOURIAUX n'a pas reçu de formation particulière en production de fromage. Elle a fait un apprentissage par la pratique auprès de son époux. Celui-ci l'aide quand il peut, en dehors de ses horaires de travail. Elle s'approvisionne en lait auprès d'un seul fournisseur, notamment la ferme KISWENDSIDA basée à Zagtoulou (banlieue d'Ouagadougou). Cette ferme qui dispose d'une quarantaine de vaches produit 400 à 500 litres par jour. Elle cède le lait à Madame LABOURIAUX au prix préférentiel de 500 fcfa/litre contre un prix de 600 Fcfa/litre affiché dans sa boutique de vente à Ouagadougou (quartier Goughin). Le lait est commandé une seule fois dans la semaine (les Mardi) et livré par l'éleveur au domicile du couple LABOURIAUX. Cependant les activités liées à la production du fromage l'occupent toute la semaine.

4) RESULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE – 6 lignes approx.

La fromagerie traite actuellement entre **30 à 50 litres** de lait par semaine contre 10 litres/semaine traités au départ. La valeur commerciale de la production hebdomadaire de fromage est estimée à 50.000 Fcfa. En plus du fromage nature qui utilise le ferment lactique des fromages bleu, cinq autres saveurs (féfé, pèbè, gingembre, piment doux et basilique) sont proposées aux consommateurs. Un autre type de fromage est réalisé à base de ferment lactique du brie. Enfin, une variété de fromage est produite sans ajout de ferment lactique. A cela s'ajoute une production en petite quantité et sur commande de fromage blanc frais, yaourt nature et ricotta. La totalité de la production hebdomadaire s'écoule en moins de 15 jours, et il n'y a pas d'inventus.

5) ORIGINALITE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'originalité de l'initiative se trouve dans la traçabilité du lait utilisé. L'activité contribue à valoriser autrement le lait local Burkinabè et à garantir un débouché de vente pour l'éleveur laitier qui lui fournit. Les emballages utilisés pour le conditionnement du fromage sont biodégradables. L'une des particularités est l'incorporation d'épices locales dans la production fromagère (pèbè, féfé, gingembre, piments et basilic). Aucune présure n'est utilisée pour cailler le lait. Les ventes sont exclusivement directes (vente à domicile, livraison au client, vente au marché hebdomadaire Eco bio local). En outre la promotrice met à profit son réseau familial pour bâtir sa clientèle. En effet, elle a réussi à faire adopter le fromage par ses proches qui auparavant n'en consommaient pas. Faisant un achat solidaire au départ, ils ont fini par devenir des consommateurs et des clients.

6) PARTENARIAT(S) DEVELOPPE(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

Les partenaires ci-après lui offrent des espaces de ventes : ATB, espace Ouaga-studio de Goughin, marché Eco bio local (ouaga 2000).

La ferme KISWENDSIDA lui fournit le lait frais et reste un partenaire important.

7) RETOUR D'EXPERIENCE – 20 lignes total approx. (Sections suivi d'un * sont obligatoires, merci.)

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme * :

L'une des difficultés majeures se trouve dans l'instabilité de la clientèle, car celle-ci change fréquemment. En effet, des clients expatriés découvrent le produit, en deviennent de bons clients et par la suite partent de Ouaga. En outre, le fromage n'est pas ancré dans la culture des populations locales. Il y a aussi le fait de ne pas disposer encore de site de production et de point de vente. Elle ne dispose pas non plus de vitrine frigorifique qui rendrait les produits plus visibles par les consommateurs lors des ventes

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

En attendant de disposer d'une vitrine, la glacière est utilisée pour maintenir la chaîne de froid durant les marchés hebdomadaires.

Améliorations futures possibles :

Il est envisagé d'accentuer les actions marketing pour mieux faire connaître le fromage du Kadiogo.
L'activité sera formalisée par la création d'une entreprise qui disposera d'un point de vente fixe permanent.
D'autres saveurs de fromage seront proposées bientôt aux clients

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme* :

L'acharnement au travail lui a permis de faire grandir son activité au fil des ans. En plus, elle a mis à profit son capital social pour faire adopter le fromage.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme

FACULTATIF (non inclus dans la limite des deux pages)

4) REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

5)

6) POUR EN SAVOIR PLUS (*Annexe autorisée : budget du programme, article de presse, rapport, photo, plaquette de présentation, etc.*)

7) MOTS-CLES (5 minimum à cocher dans la liste ci-dessous)

OPERATEUR(S): **particulier**

BENEFICIAIRES: **éleveur (fournisseur de lait), consommateurs**

DOMAINE(S): **alimentation,**

ENVERGURE: **locale**

AUTRE(S) (Libre et facultatif) :

TITRE : Le Palais des saucisses : Une boucherie/charcuterie soucieuse de commercialiser des produits de qualité.

RESUME: Créé en 2017, le Palais des saucisses est une initiative portée par Mr Rasmani Ouedraogo proposant un large choix de produits carnés. Cet ancien comptable vivant à Ouagadougou cherche à suivre les traces de son père et est animé par la commercialisation de produits locaux, de qualité et accessibles à tous.

Avis du Comité de lecture de RESOLIS (à remplir par RESOLIS)

Date de lecture de la fiche: .././2019

Appréciations du comité (labels) :

MOTS CLES (voir liste p°4)

Opérateur(s) : [Particulier](#)
 Bénéficiaires : [Consommateurs](#)
 Domaine(s) : [Alimentation](#)
 Pays : [Burkina Faso](#)
 Région : [Centre](#)
 Département : [Ouagadougou](#)
 Envergure du programme : [Locale](#)
 Agriculture biologique : NON

Fiche IARD (Initiative d'Alimentation Responsable et Durable) :

Type d'action : [Transformation-transformation artisanale](#)
 Type d'acteur : Transformateurs- [Particulier](#)
 Type d'objectif(s) : sociaux : [Amélioration de l'accès à l'alimentation, développement local : création de dynamique économique dans le territoire, structuration ou maintien de filières locales](#)

AUTEUR(S)

Nom* : OUEDRAOGO
Prénom* : Rasmani
Fonction* : Promoteur
Adresse email* :
rasopalais@gmail.com

Fiche rédigée par (à préciser si l'auteur n'est pas le rédacteur de la fiche): [Patrice N'GORAN](#), [Stagiaire à Montpellier SupAgro](#)

PROGRAMME ou MESURE

Date de démarrage* : 2017
Lieu de réalisation* :
[Ouagadougou](#)

Budget : Nc

Origine et spécificités du financement : [Crédit fournisseur et emprunt bancaire.](#)
[Pas de fonds propres](#)

ORGANISME

Nom* : LE PALAIS DES SAUCISSES
Adresse postale* : 121
Ouagadougou 01 BURKINA FASO
Logo de l'organisme* :



Site internet : néant
Médias sociaux de l'organisme :
 Nombre de salariés : **7**
 Nombre de temporaires : **0**

1) ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'idée créer le Palais des Saucisses émane de Rasmani Ouedraogo, l'actuel directeur de la structure. C'est à son père qu'il doit sa passion pour le métier de boucher / charcutier. Par conséquent, c'est en voulant suivre ses traces qu'il a décidé de mettre fin à sa carrière d'agent comptable. Ayant préalablement travaillé pendant 10 ans aux côtés d'un talentueux boucher Italien, Mr Ouedraogo décide de créer sa propre entreprise de transformation et de vente de produits carnés en 2017 à Ouagadougou.

2) OBJECTIFS DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

Estimant que de nombreux produits carnés sont inaccessibles à la majorité des ménages Burkinabés, le Palais des Saucisses cherche alors à proposer aux consommateurs une vaste gamme de produits de qualité à des prix accessibles à tous. Plus spécifiquement, l'entreprise locale propose des saucisses fumées – ou non –, différents saucissons, du pâté de volaille ou encore toutes les pièces du bœuf, du porc et du mouton.

3) ACTIONS MISES EN ŒUVRE – 6 lignes approx.

Les actions mises en œuvre sont :

- 1) Lancement d'un crédit fournisseur et emprunt bancaire
- 2) Investissement dans les locaux et le matériel

- 3) Mise en avant d'un rapport qualité/prix intéressant
- 4) Lancement de l'activité par le bouche à oreille

Monsieur Ouedraogo travaille actuellement avec sept salariés à temps plein, à savoir trois bouchers, trois charcutiers et un agent d'entretien. Ces derniers réalisent des journées d'en moyenne 6 heures selon les commandes demandées. Le Palais des saucisses est ouvert 7j/7 et il est possible d'y acheter des produits carnés jusqu'à 20h.

4) RESULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE – 6 lignes approx.

Le Palais des Saucisses livre à ce jour près d'une quinzaine de grandes surfaces différentes, allant de Ouagadougou jusqu'à Bobo-Dioulasso, en passant par Tanghin en périphérie de la capitale. Le directeur de la structure a insisté sur la satisfaction générale des consommateurs quant à la qualité des produits proposés. Néanmoins, Mr Ouedraogo se tourne vers différentes sources d'approvisionnement. En effet, c'est auprès de six fermes différentes de Ouagadougou que Mr Ouedraogo s'approvisionne en bétail vivant qu'il emmène ensuite à l'abattoir. Par ailleurs, il achète également des carcasses de bœufs, de porcs ou de moutons et se tourne systématiquement vers l'abattoir d'Ouagadougou, l'AFAO.

5) ORIGINALITE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

A la différence des autres boucheries et charcuteries du secteur, le Palais des Saucisses transforme l'intégralité de ses produits à l'arrière de sa boutique. En effet, le directeur achète les carcasses directement à l'abattoir et charge son équipe de découper et transformer les produits eux-mêmes. Les produits vendus sont ainsi plus facilement traçables.

6) PARTENARIAT(S) DEVELOPPE(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

Le Palais des saucisses ne bénéficie à ce jour d'aucun partenaire

7) RETOUR D'EXPERIENCE – 20 lignes total approx. (Sections suivi d'un * sont obligatoires, merci.)

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme * :

N'ayant aucune ressource financière lors du démarrage de son activité, Mr Ouedraogo a été dans l'obligation d'emprunter de l'argent à sa famille afin d'acheter les premiers matériels nécessaires à son commerce.

Néanmoins, suite à d'importants problèmes de fond de roulement, il a dû contracter un emprunt de 3 millions de Francs CFA avec un taux d'intérêt de 18 à 24%. Cela lui a notamment permis d'acheter des machines à découper, des réfrigérateurs ou encore des congélateurs.

Les coupures d'électricité régulières impactent considérablement son activité car il ne bénéficie pas encore de générateurs assez puissants pour couvrir l'ensemble de ces réfrigérateurs et congélateurs. Notre interlocuteur nous a confié avoir perdu 200 000 CFA de marchandises suite à une longue coupure la semaine dernière.

L'absence de stratégie de communication et la concurrence sont également des difficultés auxquelles doit faire face le Palais des Saucisses.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Le Palais des saucisses souhaite accentuer les actions de communication afin de bénéficier d'une meilleure renommée.

L'entreprise aimerait également investir dans une chambre froide et des panneaux solaires afin d'être moins impactée par les coupures régulières d'électricité, lui permettant ainsi d'assurer une qualité durable de ses produits carnés aux consommateurs.

Améliorations futures possibles :

Mr Ouedraogo aimerait par la suite ouvrir un nouveau circuit de distribution au Ghana et en Côte d'Ivoire, notamment en vendant les pattes et les queues des bœufs, des moutons et des porcs.

Pour ce faire, il aimerait investir dans un camion frigorifique dont il se servirait également à Ouagadougou pour livrer ses différents points de vente.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme* :

Ayant déjà eu de l'expérience dans le domaine aux côtés d'un talentueux boucher Italien, Mr Ouedraogo a su rapidement se faire connaître auprès d'anciens et nouveaux clients.

Néanmoins, n'ayant pas de trésorerie suffisante au démarrage de son activité, notre interlocuteur pense qu'il aurait du investir progressivement afin de ne pas être obligé de contracter un emprunt aussi important auprès de la banque.

Idee de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

FACULTATIF (non inclus dans la limite des deux pages)

1) REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

2) POUR EN SAVOIR PLUS (Annexe autorisée : budget du programme, article de presse, rapport, photo, plaquette de présentation, etc.)



3) MOTS-CLES (5 minimum à cocher dans la liste ci-dessous)

OPERATEUR(S): **particulier**

BENEFICIAIRES: **transformateurs (entreprises et particuliers), consommateurs urbains,**

DOMAINE(S): **alimentation, santé**

ENVERGURE: **locale**

AUTRE(S) (Libre et facultatif) :

TITRE : la boutique Bio farmer market dédiée à la vente légumes bio et de produits locaux transformés.

RESUME: La boutique BIO FARMER MARKET est une initiative portée par les frères RAMDE au quartier 1200 logements de Ouagadougou. L'un Pharmacien et l'autre Ingénieur génie civil, ont une passion pour l'agriculture. Animés par le désir de proposer des produits sains aux consommateurs, ils ont ouvert en mai 2019 une boutique dédiée à la vente de fruits et légumes bio. La boutique distribue également des produits locaux transformés ainsi que des produits carnés (volailles traditionnelles et charcuterie) et halieutiques (poisson d'eau douce).

Avis du Comité de lecture de RESOLIS (à remplir par RESOLIS)

Date de lecture de la fiche: .././2019

Appréciations du comité (labels) :

MOTS CLES (voir liste p⁴)

Opérateur(s) : Particuliers ([initiative individuelle](#))

Bénéficiaires : [consommateurs bio](#), [agriculteurs bio](#), [transformateurs locaux](#)

Domaine(s) : [alimentation](#),

Pays : [Burkina Faso](#)

Région : [Centre](#)

Département : [Ouagadougou](#)

Envergure du programme : [locale](#)

Agriculture biologique : OUI

Fiche IARD (Initiative d'Alimentation Responsable et Durable) :

Type d'action : [Distribution- création de proximité](#)

Type d'acteur : [Distributeur-particuliers](#)

Type d'objectif(s) : [sociaux](#) : [amélioration de l'accès à l'alimentation](#), [amélioration de la santé](#)

[grâce à une alimentation saine \(légume bio\)](#),

[promotion de la place de la femme dans la](#)

[transition alimentaire](#), [recherche d'une grande](#)

[équité dans les relations Environnementaux](#) :

[décarbonisation des chaînes agricoles](#),

[dépollution des modes de production](#),

[conservation de la biodiversité](#), [préservation](#)

[qualité des sols](#), [préservation qualité des eaux](#)

[Culturels](#) : [maintien des patrimoines](#)

[alimentaires Développement local](#) : [création de](#)

[dynamique économique dans le territoire](#),

[maintien de filières locales \(filière Bio\)](#)

AUTEUR(S)

Nom* : **RAMDE**

Prénom* : **Sylvain**

Fonction* : **Promoteur**

Adresse email* :

sylvain_ramde@gmail.com

Fiche rédigée par (à préciser si l'auteur n'est pas le rédacteur de la fiche): **Patrice N'GORAN**,
[Stagiaire Montpellier SupAgro](#)

PROGRAMME ou MESURE

Date de démarrage* : **2019**

Lieu de réalisation* : **Ouaga**

Budget : Nc

Origine et spécificités du financement : **Fonds propre**

ORGANISME

Nom* : **BIO FARMER MARKET**

Adresse postale* :

Logo de l'organisme* :



Site internet : **néant**

Médias sociaux de l'organisme : **facebook.com/Biofarmermarket**

Nombre de salariés : **3**

Nombre de temporaires : **2**

1) ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'initiative *Bio Farmer Market* est une initiative des frères RAMDE. L'aîné est pharmacien et le cadet ingénieur des routes et ouvrages. Passionnés par l'agriculture, ils font de l'élevage depuis 2012 à GONSE, à 20 km de Ouagadougou et produisent des maraîchers pour leur propre consommation. Parallèlement, Ils ont remarqué qu'il est difficile de s'approvisionner en produits bio et sains à Ouagadougou. Les producteurs maraîchers pratiquent des techniques de production peu durables. Les légumes vendus sur les marchés sont produits avec de fortes doses de pesticides et Il est difficile d'établir leur traçabilité. C'est ainsi que les frères RAMDE

ont eu l'idée d'ouvrir en Mai 2019, une boutique dédiée à la vente de légumes Bio produits en périphérie de la ville de Ouagadougou. La boutique distribue également des produits locaux transformés à petite échelle ainsi que des produits carnés (volailles traditionnels, charcuterie).

2) OBJECTIFS DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'initiative *Bio Farmer Market* vise à proposer aux consommateurs de la classe moyenne, des produits sains traçables, provenant d'un réseau de producteurs identifiés. Spécifiquement, il s'agit de distribuer des fruits et légumes Bio, des produits transformés à base de matières premières locales et des produits animaux.

3) ACTIONS MISES EN ŒUVRE – 6 lignes approx.

Les actions mises en œuvre sont :

- avant l'ouverture de la boutique en Mai 2019, l'organisation CNABIO a été contactée pour obtenir le répertoire des agriculteurs ayant la certification BIO. Les transformateurs de produits locaux ont été également prospectés pour approvisionner la boutique. La prospection des fournisseurs a commencé deux mois avant l'ouverture de la boutique. Elle se poursuit dans le but d'avoir une gamme assez large de fournisseurs.

- des accords tacites (non écrits) d'approvisionnement ont été établis avec les producteurs de légumes Bio et les transformateurs locaux ;

- la boutique de vente a été aménagée au quartier 1200 logements de Ouagadougou ;

- des actions de communication (réseaux sociaux, distribution de flyers) ont été menées envers tous les consommateurs et spécifiquement envers la classe moyenne ;

L'activité est financée sur fonds propres. La boutique fonctionne avec deux vendeurs et un livreur qui achemine les commandes passées au téléphone par les ménages. Les clients qui viennent à la boutique paient leurs achats sur place quand ceux qui passent des commandes par téléphone sont encaissés par le livreur à la délivrance du produit. L'un des frères RAMDE s'occupe des opérations d'approvisionnement en légumes, fruits, produits carnés et produits transformés. Il relaye momentanément les vendeurs en cas de nécessité pour assurer continuité du service. La boutique reste ouverte 7j/7 et ferme à 21 h. Les produits frais (fruits et légumes) sont payés au comptant aux producteurs, qui sont par ailleurs chargés de faire la livraison à la boutique. Quant aux produits transformés, certains sont distribués en dépôt-vente (dans ce cas, la boutique ne paie le fournisseur que sur la base des quantités qu'elle a vendues). La boutique a une surface inférieure à 100m².

4) RESULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE – 6 lignes approx.

Une vingtaine de fournisseurs de fruits et légumes bio approvisionnent Bio Farmer Market. Presqu'autant de transformateurs locaux de la ville de Ouagadougou fournissent la boutique. Bio Farmer Market permet à des ménages de la classe moyenne de faire leurs achats de légumes BIO et sains provenant de fermes certifiées par le CNABIO. La boutique favorise la consommation de produits locaux en centralisant au même endroit, plusieurs produits transformés (biscuits de céréales, noix de cajou grillés, mangues séchées, jus et vins à base de produits forestiers non ligneux, attiéké, volailles traditionnels, charcuterie, soubala, infusion de moringa, farine infantile, farines de maïs, pâte d'arachide, couscous de riz, purée de tomate...). La boutique est régulièrement sollicitée par des transformateurs pour intégrer son réseau d'approvisionnement.

On note trois (3) emplois permanents et deux (2) emplois temporaires créés par la boutique.

5) ORIGINALITE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

A la différence des surfaces alimentaires conventionnelles de la ville de Ouagadougou, Bio Farmer market distribue exclusivement des produits locaux. C'est l'un des rares espaces dédiés aux produits locaux, distribuant à la fois plusieurs marques privées de transformateurs locaux. En plus les fruits et légumes distribués sont certifiés bio et sont traçables. Bio farmer Market offre la possibilité aux producteurs bios de vendre en circuits courts (étant le seul intermédiaire). La clientèle reste attachée à la boutique malgré la différence de prix entre les légumes bio et les légumes vendus sur les marchés conventionnels,

6) PARTENARIAT(S) DEVELOPPE(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

Les fournisseurs de fruits et légumes membres de CNABIO sont les principaux partenaires. Ce partenariat donne une légitimité bio à l'espace de vente.

Les transformateurs locaux constituent la deuxième catégorie de partenaires commerciaux

7) RETOUR D'EXPERIENCE – 20 lignes total approx. (Sections suivi d'un * sont obligatoires, merci.)

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme * :

Les restaurateurs ne s'approvisionnent pas à la boutique en raison du fait que les prix de vente des légumes Bio sont plus élevés que ceux pratiqués sur les marchés conventionnels.

Le non adressage des rues ne facilite pas les livraisons à domicile. Il y a également des retards constatés dans l'approvisionnement par les producteurs.

Le délestage électrique constitue une contrainte non négligeable pour la conservation de certains produits frais

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

En attendant de maîtriser la chaîne de froid, la distribution de produits frais (volaille, poisson, charcuterie, lait) est très limitée

Améliorations futures possibles :

Il est prévu d'accroître les actions de communication pour mieux faire connaître l'enseigne auprès des consommateurs. L'achalandage de la boutique en légumes et produits transformés sera renforcé.

Il est envisagé d'ouvrir de nouvelles boutiques dans d'autres quartiers de Ouagadougou.

La formalisation juridique de l'entreprise est en cours.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme * :

Les actions de communication ont permis à l'enseigne de se faire connaître beaucoup plus rapidement. Les réseaux sociaux ont été utilisés et des flyers ont été distribués à travers la ville et à l'abords des Boulangeries du quartier.

Notre interlocuteur estime que la boutique pouvait être opérationnelle avec des investissements moins élevés que ceux qui ont été réalisés au départ. Pour une duplication du modèle, il est conseillé de réaliser les investissements de manière graduelle, suivant l'évolution de l'activité.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

FACULTATIF (non inclus dans la limite des deux pages)

- 1) REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES
- 2) POUR EN SAVOIR PLUS (Annexe autorisée : budget du programme, article de presse, rapport, photo, plaquette de présentation, etc.)
- 3) MOTS-CLES (5 minimum à cocher dans la liste ci-dessous)



OPERATEUR(S): **particulier**

BENEFICIAIRES: **agriculteurs bio, transformateurs (entreprises et particuliers), consommateurs urbains (ouagadougou),**

DOMAINE(S): **alimentation**

ENVERGURE: **locale**

AUTRE(S) (Libre et facultatif) :

TITRE : transformation de céréales (mil, maïs, sorgho) et de soja par Djigui espoir, une association de femmes handicapées

RESUME: Djigui-Espoir est une association de transformation de céréales et soja implantée dans le quartier de Pissy à Ouagadougou. Créée en 1995, elle œuvre à l'insertion socioéconomique des femmes handicapées à travers des activités rémunératrices.

Avis du Comité de lecture de RESOLIS (à remplir par RESOLIS)

Date de lecture de la fiche: .././2019

Appréciations du comité (labels) :

MOTS CLES (voir liste p°4)

Opérateur(s) : [Association](#)
Bénéficiaires : [femmes handicapées](#)
Domaine(s) : [alimentation, protection sociale](#)

Pays : [Burkina Faso](#)
Région : [Centre](#)
Département : [Ouagadougou](#)
Envergure du programme : [locale](#)
Agriculture biologique : OUI/NON

Fiche IARD (Initiative d'Alimentation Responsable et Durable) :

Type d'action : [transformation-Outils de transformation collective](#)
Type d'acteur : [Transformateurs-Association](#)
Type d'objectif(s) : sociaux : [amélioration de l'accès à l'alimentation, insertion des femmes handicapées, promotion de la place de la femme dans la transition alimentaire, culturels : maintien des patrimoines alimentaires](#)
[Développement local](#) : [création de dynamique économique dans le territoire](#)

AUTEUR(S)

Nom* : [TOE](#)
Prénom* : [Marie Dominique](#)
Fonction* : [Présidente](#)
Adresse email* : djigui_espoir@yahoo.fr
Fiche rédigée par (à préciser si l'auteur n'est pas le rédacteur de la fiche): [Caroline Demalle, Salomé Cade](#)
[Stagiaire Ingalañ](#)

PROGRAMME ou MESURE

Date de démarrage* : [1995](#)
Lieu de réalisation* : [Ouagadougou](#)
Budget : Nc
Origine et spécificités du financement : [Fonds propre, emprunt bancaire](#)

ORGANISME

Nom* : [DJIGUI-ESPOIR](#)
Adresse postale* :
Logo de l'organisme* : 
Site internet : [néant](#)
Médias sociaux de l'organisme :
Facebook : [Djigui Espoir](#)
Nombre de membres : 0
Nombre de temporaires : 0

1) ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'association Djigui-Espoir a été créée par dame Marie Dominique Toé en 1995. Ayant constaté une augmentation du taux de femmes handicapées mendiantes dans les rues de Ouagadougou, cette dernière a créé l'association pour aider les femmes handicapées à sortir de la précarité. C'est ainsi qu'elle s'est engagée aux côtés de quatre femmes handicapées pour se lancer dans la transformation de produits céréaliers (mil, maïs, sorgho) en semoules, bouillie et déguê, et de Soja en lait et en tofu permettant ensuite la préparation de brochettes de soja, de sauces et de soupes.

2) OBJECTIFS DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'initiative de transformation de produits agricoles vise à assurer aux femmes handicapées Burkinabè une source de revenus stable et durable.

3) ACTIONS MISES EN ŒUVRE– 6 lignes approx.

L'activité a été financée au démarrage à partir des fonds propres de Mme Toé. Elle a contracté ensuite un prêt à la Caisse Populaire à hauteur d'1 000 000 Francs CFA afin d'acheter des stocks de marchandises et le matériel nécessaire à la transformation. Des matériels de transformation ont été acquis et les activités ont débuté au domicile de Mme TOE

La transformation est faite par les 12 femmes membres de l'association. Des contractuelles sont sollicitées en cas de besoins. L'association a pénétré le marché en proposant des produits de qualité, à des prix relativement bas et en misant sur l'approche commerciale « bouche à oreille ». Une fois transformés, les produits sont commercialisés dans les épiceries locales. Certains ménages viennent quant à eux acheter des produits au domicile de Mme Toé à Gounghin et d'autres au siège social de l'association à Pissy.

Les céréales transformées proviennent en majeure partie des provinces de la Cossy, Nayala et Sissily. Des groupements villageois sont chargés de fournir les quantités demandées par Djigui Espoir.

4) RESULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE – 6 lignes approx.

A la Cossy, l'association commande environ 3 à 4 tonnes de mil une fois tous les deux ans. A Nayala, elle s'approvisionne en sorgho et en maïs pour les mêmes quantités, et également une année sur deux. Ces commandes viennent compléter les stocks, et permettent de subvenir aux besoins pendant les périodes de récoltes creuses. A Sissily, l'association achète 2 tonnes de soja en moyenne par an.

Les membres de l'association, bénéficient de revenus stables et durables, qui leur redonne pleine confiance en leurs capacités à s'assumer. De plus, la création de cette association leur permet de se retrouver et de se confier le temps de la journée.

5) ORIGINALITE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

La particularité de cette activité de transformation est qu'elle est menée par une association composée majoritairement de femmes handicapées. La transformation porte sur des produits locaux qui sont achetés dans des zones précises. Les produits transformés sont vendus dans des circuits de proximité.

6) PARTENARIAT(S) DEVELOPPE(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'association entretient un partenariat étroit avec l'entreprise bretonne *Ressources Bio*. Ces derniers mettent conjointement en place une future activité de production de semoule de mil destinée à l'exportation en région Bretagne. Djigui Espoir entretient également un partenariat avec Lion's Club et l'action sociale.

Les alimentations le Bon Samaritain, la Shopette (leur meilleur client) et EZAF sont les partenaires de la distribution

7) RETOUR D'EXPERIENCE – 20 lignes total approx. (Sections suivi d'un * sont obligatoires, merci.)

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme* :

Le fait de démarrer l'activité dans la maison familiale de Mme Toé a suscité beaucoup d'incompréhensions avec les habitants du quartier. En effet, ces derniers pensaient que Mme Toé détournait des subventions financières qui seraient destinées aux femmes handicapées à des fins personnelles. Le domicile familial ne disposait pas non plus de place suffisante pour continuer l'activité.

Par ailleurs, en 2009 et en 2012, l'association a subi une grande perte de matériel et de matières premières (plus de 2 tonnes de stock et des ordinateurs) suite à d'importantes inondations. Le siège de l'association est difficilement accessible en période d'hivernage. Il est également impossible d'utiliser les séchoirs devenus trop humides et qui pourtant sont très importants pour la transformation de céréales. Certains partenaires ne soutiennent plus leur activité, en raison de la situation sécuritaire à laquelle est confronté le Burkina Faso.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Le Lion's Club a permis de trouver un local dans lequel les femmes peuvent exercer pleinement leur activité afin de ne plus occuper le domicile familial de Mme Toé, devenu trop exigu.

Améliorations futures possibles :

Afin d'améliorer l'accès du local lors de la période d'hivernage, il est prévu de remblayer la cour. L'association souhaite acquérir un séchoir à gaz qui permettra de produire davantage tout au long de l'année avec une meilleure qualité et également un petit moulin afin de moudre directement leurs céréales et produire la farine. Il est prévu de développer de nouveaux produits comme le thé, les infusions de bissap ou encore les glaces entièrement bio. Un partenariat est envisagé à cet effet avec « Le Verger Perdu » qui les formera à la production de glaces et leur fournira le matériel nécessaire. Un comptable sera engagé le changement du statut associatif est projeté.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme* :

En cas de répliation de l'activité, il n'est pas commode de prêter son domicile pour mener les activités. Il faut songer à déléguer davantage de responsabilités aux autres femmes et établir une charte d'engagement pour permettre aux membres de l'association de s'investir sur du long terme.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

FACULTATIF (non inclus dans la limite des deux pages)

1) REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

2) POUR EN SAVOIR PLUS (Annexe autorisée : budget du programme, article de presse, rapport, photo, plaquette de présentation, etc.)



3) MOTS-CLES (5 minimum à cocher dans la liste ci-dessous)

OPERATEUR(S): [association](#)

BENEFICIAIRES: [femmes handicapés](#)

DOMAINE(S): [alimentation](#), [protection sociale](#)

ENVERGURE: [locale](#)

AUTRE(S) (Libre et facultatif) :

TITRE : Valorisation de l'usage de plantes médicinales et nourricières par l'association Jardins du Monde au Burkina Faso

RESUME: créée par Jean Pierre Nicolas en 1992, l'association Jardins Du Monde Burkina Faso est présente à Koudougou au Burkina faso depuis 2006. Elle mène une initiative de valorisation de plantes médicinales et nourricières dans la Région centre-ouest. Un jardin botanique pédagogique a été installée à Koudougou et des activités nutritionnelles sont menées au profit des enfants de -5 ans dans les villages. Des aires botaniques sont protégées et les populations sont formées à l'utilisation des plantes médicinales, au compostage et aux bios pesticides. Les plantes séchées sont certifiées Bio équitables et exportées en Europe.

Avis du Comité de lecture de RESOLIS (à remplir par RESOLIS)

Date de lecture de la fiche: .././2019

Appréciations du comité (labels) :

MOTS CLES (voir liste p°4)

Opérateur(s) : [Association](#)

Bénéficiaires : [populations rurales](#), [femmes](#), [enfants de -5ans](#), [élèves et étudiants](#)

Domaine(s) : [alimentation](#), [environnement](#), [santé](#), [éducation](#), [agriculture](#)

Pays : [Burkina Faso](#)

Région : [Centre-Ouest](#)

Département : [Koudougou](#)

Envergure du programme : [régionale](#)

Agriculture biologique : [OUI](#)

Fiche IARD (Initiative d'Alimentation Responsable et Durable) :

Type d'action : [Production de services d'accompagnement](#)

Type d'acteur : [Producteurs de services d'accompagnement association](#)

Type d'objectif(s) : sociaux : [amélioration de la santé](#), [promotion de la place de la femme dans la transition alimentaire](#), *Environnementaux* : [décarbonisation des chaînes agricoles](#), [dépollution des modes de production agricole](#), [préservation de la fertilité des sols](#), *Culturels* : [maintien des patrimoines alimentaires](#), [entretien du patrimoine naturel](#), *Développement local* : [création de dynamique économique dans le territoire](#), [synergie entre les acteurs du territoire](#), [structuration de filière \(filiale plante médicinale\)](#) *Pédagogique* : [sensibilisation \(théâtrale\) des consommateurs à des pratiques responsables](#), [amélioration de l'accès à l'information](#), [transmission de pratiques responsables aux professionnels des chaînes agricoles et alimentaires](#), [éducation des enfants](#)

AUTEUR(S)

Nom* : [AUTRET](#)

Prénom* : [Lénaïg](#)

Fonction* : [Coordinatrice](#)

Adresse email* :

l.autret@jardindumonde.org

Fiche rédigée par (à préciser si l'auteur n'est pas le rédacteur de la fiche): [Caroline Demalle](#), [Salomé Cade](#)
[Stagiaires Ingalañ](#)

PROGRAMME ou MESURE

Date de démarrage* : [2006](#)

Lieu de réalisation* : [province Bouliembé et sanguie](#)

Budget : [Nc](#)

Origine et spécificités du financement : [Fonds propres](#), [dons](#)

ORGANISME

Nom* : [JARDINS DU MONDE BURKINA FASO](#)

Adresse postale* : [BP 286](#)

Logo de l'organisme* :



Site internet :

www.jardindumonde.org

Médias sociaux de l'organisme :

[facebook \(jardins du monde\)](#), [liloo](#)

Nombre de salariés : [1 expatriée](#), [6 locaux](#)

Temporaires : [3 contractuels](#) et [1 VSI](#)

1) ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'association Jardins du Monde mène un projet de valorisation de l'usage de plantes médicinales et nourricières dans la Région Centre-Ouest du Burkina Faso depuis 2006. En effet, des enquêtes ont été réalisées en 2003 par des étudiants chercheurs européens menant des travaux de recherches ethnobotaniques sur les plantes médicinales auprès des groupements de femmes dans les villages. Interrogées sur les bienfaits et méfaits des plantes médicinales, celles-ci ont exprimé le besoin d'avoir des jardins consacrés aux cultures de plantes médicinales, et d'être formées à l'utilisation de ces dernières. C'est en réponse à cette demande que Jardins du Monde a ouvert en 2006, une antenne au Burkina Faso, précisément à Koudougou.

2) OBJECTIFS DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'initiative vise à valoriser l'utilisation des plantes médicinales et nourricières dans la santé communautaire et plus particulièrement dans les villages où les individus n'ont pas accès aux soins de santé dite conventionnelle.

Spécifiquement, il s'agit de : (i) améliorer l'accès à la santé des populations, (ii) améliorer la santé nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans à travers une meilleure alimentation, (iii) valoriser la production et la commercialisation des plantes maraîchères et médicinales

3) ACTIONS MISES EN ŒUVRE – 6 lignes approx.

-formation de « relais de santé nutrition » dans chacun des villages de Mogueya, Poun et Boutoko.

-organisation de pesées régulières des enfants de moins de 5 ans pour détecter les enfants malnutris qui sont par la suite orientés vers les Centres de Santé et de Promotion Sociale du village.

-organisations de deux causeries débat/mois avec les habitants des villages sur les causes de la malnutrition et les moyens à mettre en œuvre pour limiter son apparition. A l'issue de la séance de causerie, des bouillies enrichies (soja, arachide, haricots, moringa) préparées par les relais nutritionnels et les femmes sont servies aux enfants puis des sachets en poudre de ces bouillies sont distribués aux familles.

-Organisation de sessions pédagogiques sur l'utilisation de plantes médicinales au profit des élèves des classes de seconde, des élèves des écoles de santé publiques et des acteurs locaux de santé

-organisation de sessions d'explication sur l'usage raisonné des plantes médicinales (limites de l'utilisation des plantes, toxicité de certaines plantes, méthodes de prélèvement des plantes, méthodes de préparation ...).

-formation des groupements de producteurs partenaires aux techniques d'agriculture bio (compostage, bio-insecticide)

4) RESULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE – 6 lignes approx.

-En 2018, 700 élèves en classe de seconde ont été formés sur le jardin pédagogique de Kassou à Koudougou. D'autres formations à l'usage de plantes médicinales ont été dispensées dans 10 collèges en zone rurale.

-10 sensibilisations théâtrales ayant réuni 1500 participants ont été menés. 3000 manuels ont été édités, 40 villageois ont été formés pour devenir « relais santé ». Un jardin dédié à la culture de près de 160 espèces de plantes médicinales a été installé à Koudougou (quartier Kassou). Il abrite des salles de formation. Plus de 2500 enfants sont suivis dans 3 villages. Le taux de malnutrition aigues est passé de 22% en 2015 à 5,02% en 2018.

-18 causeries nutritionnelles ont été organisées en 2018 et 2.500 bouillies ont été distribuées. 400 manguiers ont été plantés en 2018 dans les 3 villages, avec un taux de réussite de 80%.

-42 hectares d'aires ont été protégés et 120 kg de plantes séchées certifiées biologiques et équitables par ECOCERT ont été exportés

La population dispose d'alternatives pour soigner les maladies. Elle a appris à mieux manger avec leurs cultures locales et à diversifier les repas. Les activités de sensibilisation ont permis de réduire les diarrhées infantiles et les maladies. On note une augmentation des revenus des femmes grâce aux zones de production agro écologiques créées. Le grand nombre de femmes et d'élèves formés par an, permet de faire perdurer

les savoirs et les connaissances autour des plantes médicinales dans le temps. Jardins du Monde a été lauréat du concours « la France s'engage au Sud » en 2016 pour le même projet développé à Madagascar.

5) ORIGINALITE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'initiative a un intérêt sanitaire : « la santé commence par l'assiette ». Elle s'inscrit dans une démarche pédagogique à travers les formations réalisées sur les bienfaits et méfaits des plantes médicinales et nourricières. Elle concilie activités génératrices de revenu et amélioration de l'état de santé. Elle porte une externalité culturelle car elle permet la transmission de connaissances de génération en génération. Elle a un intérêt au plan environnemental car favorise la création de zones de production biologiques, la valorisation d'aires protégées et un volet reboisement (label 1% pour la planète). Les produits séchés sont labellisés Bio et équitables.

L'activité est une interface entre la médecine traditionnelle et la médecine moderne. Tenant compte de certaines limites des plantes médicinales, les populations sont conseillées de se diriger vers les centres de santé conventionnelle en cas d'urgence

6) PARTENARIAT(S) DEVELOPPE(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

-Clarins est le partenaire auprès de qui les exportations sont faites

-Anouh de Mogueya, CPEPAT de Poun, Wenpanga de Boutoko sont les 3 associations locales partenaires ainsi que la Fédération nationale des tradipraticiens du Burkina Faso (FENAPRA) qui regroupe 33 000 membres, la Direction de la médecine traditionnelle du Ministère de la santé, les centres de santé (CSPS) des zones d'intervention, les Direction Régionales centre ouest de la santé et de l'environnement.

-Université de Ouagadougou est partenaire pour la recherche et les analyses toxicologiques des plantes.

7) RETOUR D'EXPERIENCE – 20 lignes total approx. (Sections suivi d'un * sont obligatoires, merci.)

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme * :

La recherche de financement a été un réel obstacle. Il y a également les problèmes de sécheresse persistants.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Clarins, le principal partenaire du nord, a octroyé un don de près de 40 000 euros. Cela leur a permis de financer des forages, des radiers et poulies (micro barrage), des puits, des cordons pierreux (retenues d'eau artisanales permettant de maintenir l'eau à la surface) dans chacun des villages. Des latrines sèches ont été réalisées pour produire du fumier pour la fertilisation des cultures.

Améliorations futures possibles :

Trouver les financements pour répondre aux demandes formulées par d'autres groupements de femmes

-étendre les formations à d'autres zones du pays et aux étudiants de Ouagadougou,

-permettre aux tradipraticiens d'analyser les plantes, d'un point de vue toxicologie, à leur demande

-produire un manuel sur les meilleures recettes du Burkina Faso, valorisant les bienfaits des feuilles et des plantes médicinales spécifiques à chaque village et lieux de production.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme * :

Pour la réplique du modèle, il faut diversifier les sources de financement et recourir également aux financements. Les étudiants locaux doivent être mis à contribution pour conduire les recherches scientifiques au profit de leur pays.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

FACULTATIF (non inclus dans la limite des deux pages)

1) REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Rapport activités 2018

- 2) POUR EN SAVOIR PLUS (Annexe autorisée : budget du programme, article de presse, rapport, photo, plaquette de présentation, etc.)



- 3) MOTS-CLES (5 minimum à cocher dans la liste ci-dessous)

OPERATEUR(S): **Association**

BENEFICIAIRES: **populations rurales, enfants de -5ans, femmes, élèves et étudiants**

DOMAINE(S): **alimentation, environnement, santé, éducation, agriculture**

ENVERGURE: **locale**

AUTRE(S) (Libre et facultatif) :

TITRE : Distribution de produits alimentaires issus de l'agriculture durable par AGRI BUSINESS SHOP

RESUME: L'initiative Agribusiness Shop a été lancée en 2017 au quartier 1200 logements de Ouagadougou. C'est un espace de distribution alimentaire qui se distingue par la commercialisation de produits locaux sains issus d'une agriculture durable et conditionnés dans des emballages réutilisables.

Avis du Comité de lecture de RESOLIS (à remplir par RESOLIS)

Date de lecture de la fiche: .././2019

Appréciations du comité (labels) :

MOTS CLES (voir liste p°4)

Opérateur(s) : [Entreprise](#)

Bénéficiaires : [consommateurs](#), [agriculteurs](#) [bio](#), [transformateurs locaux](#)

Domaine(s) : [alimentation](#),

Pays : [Burkina Faso](#)

Région : [Centre](#)

Département : [Ouagadougou](#)

Envergure du programme : [locale](#)

Agriculture biologique : OUI/NON

Fiche IARD (Initiative d'Alimentation Responsable et Durable) :

Type d'action : [distribution-création de circuits de proximité](#)

Type d'acteur : Distributeur-Entreprise

Type d'objectif(s) : sociaux : [amélioration de l'accès à l'alimentation](#), [amélioration de la santé grâce à une alimentation saine \(légumes bio\)](#),

[Développement local : maintien de filières](#), [création de dynamique économique](#)

AUTEUR(S)

Nom* : [HOSENALLY](#)

Prénom* : [Nawsheen](#)

Fonction* : [Promoteur](#)

Adresse email* :

agribusiness.shop@gmail.com

Fiche rédigée par (à préciser si l'auteur n'est pas le rédacteur de la fiche): [Caroline Demalle](#), [Salomé Cade](#)
[Stagiaires Ingalañ](#)

PROGRAMME ou MESURE

Date de démarrage* : [2017](#)

Lieu de réalisation* :

[Ouagadougou](#)

Budget : Nc

Origine et spécificités du financement : [Fonds propre](#)

ORGANISME

Nom* : [AGRI BUSINESS SHOP](#)

Adresse postale* : [1200 Logements 01 BP 6480](#)

Logo de l'organisme* :



Site internet : [néant](#)

Médias sociaux de l'organisme :

[Facebook : agri business shop](#)

Nombre de salariés : [5](#)

Nombre de temporaires : [2](#) (livreurs)

1) ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'initiative Agri Business Shop a commencé grâce à Agri business TV. Cette Webtv relate depuis 2016 l'entrepreneuriat agricole à travers des petits courts métrages. Des portraits de jeunes transformateurs de produits naturels ont permis de sensibiliser davantage la population à la consommation de produits issus d'une agriculture durable. Ces vidéos ont eu un franc succès auprès des internautes qui, voulant acheter les différents produits présentés dans les reportages se referaient à Agri business TV. Suite à ces demandes exponentielles, il a été décidé de créer Agri Business Shop en 2017.

2) OBJECTIFS DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

Les objectifs de cette initiative sont : vendre des produits sains et naturels issus d'une agriculture durable à des prix abordables et soutenir les jeunes et les femmes formatrices du Burkina Faso et des pays voisins.

3) ACTIONS MISES EN ŒUVRE– 6 lignes approx.

Les actions réalisées sont : (i) la mobilisation des ressources (fonds propres uniquement), (ii) l'aménagement de l'espace de vente, (iii) le démarrage de la vente à très petite échelle et (iv) les actions de communication (réseau social Facebook). Les activités ont débuté par la mise en vente de 2 produits sur leur page Facebook. L'activité est entièrement financée sur fonds propres. la clientèle ciblée est essentiellement la classe moyenne Burkinabè. L'activité est gérée par trois vendeuses, deux gérants et des livreurs sont employés à temps partiel

en fonction des demandes. Le magasin est ouvert du Lundi au Samedi de 8h à 19h et tenu par une personne le matin et une autre l'après-midi. Il compte également des livreurs qui acheminent les produits chez les clients

L'approvisionnement en produits se fait à travers deux canaux : achats chez des fournisseurs locaux ou des pays voisins, dépôt-vente effectués par des producteurs/transformateurs dans la boutique.

Agri Business Shop s'approvisionne au Burkina Faso, au Bénin, au Togo et en Côte d'Ivoire auprès de coopératives, d'associations, de PME ou directement chez des petits producteurs. Elle se fournit au Burkina Faso, en jus, purée de tomates, des produits à base de moringa (thé, huile, poudre de racines, poudre de feuilles, jus), beurre de karité, chenilles grillées, criquets, noix de cajou. En Côte d'Ivoire, elle s'approvisionne en beurre et poudre de cacao, tandis que le l'ail, le gingembre, le piment, le couscous d'igname proviennent du Bénin. Le Mali lui fournit les épices, la vinaigrette, la sauce piment, la sauce cocktail et la pâte à crêpes en poudre. Quant au Togo, il la fournit en tablettes de chocolat noir 70% et en huile de coco

Le canal principal de distribution est la boutique située à 1200 Logements. Certains produits sont exportés vers les pays voisins par le bus.

4) RESULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE – 6 lignes approx.

Aujourd'hui, Agri-business shop distribue environ 120 produits dans sa boutique située au quartier 1200 Logements de Ouagadougou. Elle compte 6 fournisseurs au Burkina Faso, 1 fournisseur en Côte d'Ivoire, 2 fournisseurs au Bénin, 3 fournisseurs au Mali et 1 fournisseur au Togo. Elle a généré 5 emplois directs. Le chiffre d'affaire est d'environ de 1,5 à 2 millions par mois (18 millions/ an)

Le modèle Agribusiness Shop a été répliqué. Elle a actuellement deux autres concurrents à Ouagadougou qui commercialisent également les produits issus de l'agriculture supposées durable (les produits naturels n'ont pas encore reçu la certification BIO).

5) ORIGINALITE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

La particularité de cette initiative est qu'elle vend uniquement des produits sains et naturels issus d'une agriculture durable. Néanmoins elle tente de se démarquer par la qualité de l'accueil à la boutique.

Les produits réceptionnés doivent obéir aux critères ci-après: être naturels et être conditionnés dans des emballages réutilisables. L'initiative permet de promouvoir la consommation de produits naturels et locaux auprès de la population.

6) PARTENARIAT(S) DEVELOPPE(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

Les principaux partenaires sont les fournisseurs. Ce sont : Fenoufoods (Bénin), Agro deogracias (Burkina Faso), Kourinion (Burkina Faso), Yeepaoum Production (Burkina Faso), Cosméline (Burkina Faso), Choco Togo (Togo), Produits Maya (Mali)

7) RETOUR D'EXPERIENCE – 20 lignes total approx. (Sections suivi d'un * sont obligatoires, merci.)

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme * :

Il y a parfois des difficultés à satisfaire régulièrement les commandes faites par les clients, aboutissant parfois à la perte de certains d'entre eux

L'une des difficultés majeure est le coût du transport pour exporter les produits dans les pays voisins. En effet, les prix varient considérablement d'un transporteur à l'autre. Il arrive parfois que les transporteurs se servent dans la marchandise.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Des discussions sont engagées avec un pool de transporteurs pour convenir d'un prix harmonisé. Des efforts sont faits avec les fournisseurs pour parvenir à répondre à leurs commandes dans des délais raisonnables.

Améliorations futures possibles :

Il est envisagé l'ouverture d'une nouvelle boutique dans une autre ville (Bobo-Dioulasso) quand la situation sécuritaire sera plus stable. La création d'un site web est prévue en complément de la page Facebook dans le but d'améliorer la visibilité de la boutique. Il est également prévu d'informatiser la gestion de la boutique.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme * :

L'un des facteurs de réussite l'initiative agri business shop est d'avoir mené les activités graduellement. En cas de duplication du modèle, il ne faut pas se focaliser sur la vente virtuelle à travers Facebook. Les clients ont besoin de voir directement les produits et ont souvent du mal à faire confiance à la vente en ligne.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme

FACULTATIFS (non inclus dans la limite des deux pages)

1) REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

2) POUR EN SAVOIR PLUS (*Annexe autorisée : budget du programme, article de presse, rapport, photo, plaquette de présentation, etc.*)

3) MOTS-CLES (5 minimum à cocher dans la liste ci-dessous)

OPERATEUR(S): **Entreprise**

BENEFICIAIRES: **agriculteurs bio, transformateurs (entreprises et particuliers), consommateurs urbains,**

DOMAINE(S): **alimentation, environnement, santé**

ENVERGURE: **locale**

AUTRE(S) (Libre et facultatif) :

TITRE : Modernisation de la bière traditionnelle Dolo par l'entreprise UMAO à travers la Maison du Dolo

RESUME: L'entreprise UMAO créée en 2009, est engagée dans la modernisation de la bière traditionnelle communément appelée Dolo et produite à base de Sorgho. Basée à Ouagadougou, UMAO possède un espace de vente dénommé la Maison du Dolo. Les ventes se font également à travers des surfaces alimentaires et des restaurants. Une mini-brasserie a été réalisée pour brasser une marque de bière locale à base de sorgho. A travers la production de boisson, UMAO valorise le sorgho, la première céréale alimentaire au Burkina Faso.

Avis du Comité de lecture de RESOLIS (à remplir par RESOLIS)

Date de lecture de la fiche: .././2019

Appréciations du comité (labels) :

MOTS CLES (voir liste p°4)

Opérateur(s) : [Entreprise](#)

Bénéficiaires : [population urbaine, producteurs](#)

Domaine(s) : [alimentation, culture \(tradition\)](#)

Pays : [Burkina Faso](#)

Région : [Centre](#)

Département : [Ouagadougou](#)

Envergure du programme : [locale](#)

Agriculture biologique : [OUI/NON](#)

Fiche IARD (Initiative d'Alimentation Responsable et Durable) :

Type d'action : [Transformation-transformation à échelle réduite](#)

Type d'acteur : [Transformateur-Entreprise](#)

Type d'objectif(s) : [Sociaux](#) : amélioration de l'accès à l'alimentation [Culturels](#) : maintien des patrimoines alimentaires, valorisation du patrimoine technique [Développement local](#) : création de dynamique économique dans le territoire, maintien de filières locales

AUTEUR(S)

Nom* : [BOUGOUMA](#)

Prénom* : [Stéphane](#)

Fonction* : [Promoteur](#)

Adresse email* :

bgmstephane@hotmail.com

maxime.gzinternational@gmail.com

Fiche rédigée par (à préciser si l'auteur n'est pas le rédacteur de la fiche): [Caroline Demalle, Salomé Cade Stagiaires Ingalañ](#)

PROGRAMME ou MESURE

Date de démarrage* : [2009](#)

Lieu de réalisation* : [Ouaga](#)

Budget : Nc

Origine et spécificités du financement : [Fonds propres, Entrepreneurs en Afrique](#)

ORGANISME

Nom* : [UMAO Sarl](#)

Adresse postale* :

Logo de l'organisme* :

[LOGO \(en attente\)](#)

Site internet : [néant \(bientôt\)](#)

Médias sociaux de l'organisme :

[facebook « la maison du dolo »](#)

Nombre de salariés : [8 \(dont 3 commerciales\)](#)

Nombre de temporaires :

1) ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

La *maison du Dolo* est une initiative portée l'entreprise UMAO Sarl fondée par Stéphane BOUGOUMA en 2009. Elle s'inscrit dans les sillons des travaux de recherche menés par son père (ingénieur agroalimentaire diplômé d'ENSIA-SIARC en France) sur la valorisation de la bière traditionnelle Dolo. Les conditions habituelles de production et de commercialisation de cette bière artisanale à base de Sorgho rouge sont très peu hygiéniques au Burkina Faso. En plus, la conservation est de très courte durée et n'excède pas 24h. C'est ainsi que UMAO Sarl, entreprise spécialisée dans la valorisation des produits locaux s'est lancée dans la modernisation de la production de Dolo en lançant le concept du dolo en bouteille. Par la suite, l'entreprise a développé la production de bière à pression à partir du sorgho blanc.

2) OBJECTIFS DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'initiative « *La Maison du Dolo* » vise à moderniser et promouvoir la bière traditionnelle Dolo produite à base de Sorgho. Spécifiquement, il s'agit de : (i) moderniser la production du *Dolo*, (ii) brasser une bière locale à base de Sorgho, (iii) innover dans la commercialisation (dolo en bouteille, bière à pression).

3) ACTIONS MISES EN ŒUVRE– 6 lignes approx.

L'activité a été financée au démarrage sur fonds propres. En 2012, une subvention de 30 000 euros a été obtenue dans le cadre de l'initiative "entrepreneurs en Afrique" de l'ambassade de France. Ce fonds a permis

de moderniser l'outil de production. L'espace de vente *la Maison du Dolo* est ouvert aux consommateurs du lundi au samedi de 10h à 21h et est tenu par deux commerciales. UMAO s'approvisionne en sorgho blanc auprès de la coopérative UGCPA (Région de la Boucle du Mouhoun). Le sorgho rouge lui est fourni par des commerçants grossistes. La production de la marque de bière qu'elle a développée, nécessite de petites quantités de houblon (1kg) et de levure (1kg) qui sont achetées par le promoteur durant ses voyages. Il les fait ensuite cultiver et perdurer dans ses laboratoires.

Les produits UMAO (RAAM et RAN NOODO) sont distribués par des superettes (la Surface, les Mini Market et Sport 2000) et par des restaurants (l'Annexe et Chez Madame Niebé). L'entreprise dispose d'une fourgonnette qui permet aux livreurs de ravitailler les distributeurs. Des ventes directes sont réalisées à l'occasion des mariages et baptêmes.

4) RESULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE – 6 lignes approx.

L'initiative « La Maison du dolo » a généré une dizaine d'emplois. Quatre étudiants stagiaires sont actuellement encadrés. De plus, cette initiative a facilité l'accessibilité de tous les consommateurs Burkinabè au Dolo.

Le chiffre d'affaire annuel est d'environ d'10 millions de Francs CFA et est en constante augmentation. L'activité permet de transformer 10 Tonnes de sorgho par an.

On distingue trois marques de bières : RAAM (Dolo ou bière de sorgho rouge), RAN NOODO (Malte de Sorgho) et LA GO (Bière brassée dans la mini-brasserie). UMAO a enregistré ses marques de boisson à l'OAPI.

5) ORIGINALITE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

UMAO est la première entreprise à avoir modernisé la production de DOLO au Burkina Faso et à avoir brassé une bière locale à base de sorgho. Les produits commercialisés sont 100% naturels.

A travers cette initiative, le promoteur arrive à « raconter une histoire autour d'un produit traditionnel » et à perpétuer le *Dolo*, une boisson traditionnellement ancrée fortement au Burkina Faso. Dans cette dynamique de perpétuation, le promoteur forme déjà des brasseurs à qui il transmet son savoir-faire. A travers l'achat de sorgho, l'activité contribue à procurer des revenus aux producteurs.

6) PARTENARIAT(S) DEVELOPPE(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

-la Coopérative Diocésain d'Epargne et Crédit (CODEC), accompagne financièrement UMAO dans ses activités d'intégrateur de solution.

-UMAO collabore avec l'Institut de Recherche en Sciences Appliquées et Technologie (IRSAT) pour les actions de Recherche & développement

-la brasserie du Bouffay (France) a formé le promoteur au métier de brasseur.

7) RETOUR D'EXPERIENCE – 20 lignes total approx. (Sections suivi d'un * sont obligatoires, merci.)

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme* :

L'une des difficultés rencontrées est que les besoins en financement ne sont pas encore entièrement couverts. Il a été difficile d'étoffer l'équipe. Au niveau de la distribution, il n'a pas été aisé de trouver des distributeurs de Dolo en bouteille.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Pour surmonter ces difficultés, une stratégie de communication a été initiée. Les réseaux sociaux ont permis de capter les consommateurs. Des événements pouvant améliorer la visibilité du business sont initiés et des week-ends Barbecue sont organisés à la Maison du Dolo pour favoriser la consommation.

Améliorations futures possibles :

Il est envisagé d'étoffer l'équipe de production, et d'étendre le réseau de distribution à d'autres restaurants et surfaces alimentaires. De nouveaux investissements pourront être faits dès qu'il faudra augmenter la production pour répondre à la demande de consommation. Un site internet sera créé pour renforcer la stratégie de communication.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme* :

La patience est selon le promoteur, le grand facteur de réussite. Vu le rude environnement entrepreneurial au Burkina Faso, mener une telle initiative a nécessité beaucoup d'audace et d'optimiste. C'est pourquoi selon le promoteur, «il faut être fou» pour mener une telle initiative. En cas de répliation, Il est conseillé de savoir s'accrocher quelques soit les difficultés et ne pas s'arrêter aux moindres obstacles. Il faut nécessairement être à l'écoute des consommateurs pour améliorer l'offre.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

FACULTATIF (non inclus dans la limite des deux pages)

1) REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

2) POUR EN SAVOIR PLUS (Annexe autorisée : budget du programme, article de presse, rapport, photo, plaquette de présentation, etc.)

<https://biznesskibaya.com/blog/2019/04/17/umao-ou-la-modernisation-du-dolo-au-burkina-faso/>
<https://web.facebook.com/298019473715359/videos/562698277557415/>



3) MOTS-CLES (5 minimum à cocher dans la liste ci-dessous)

OPERATEUR(S): **Entreprise**

BENEFICIAIRES: **population urbaine, agriculteurs**

DOMAINE(S): **alimentation, culture (tradition)**

ENVERGURE: **locale**

AUTRE(S) (Libre et facultatif) :

TITRE : la musique au service de l'agroécologie par l'association Watinoma dans la commune de Koubri

RESUME: La promotion de l'agro-écologie par la musique est une initiative menée par l'association Watinoma depuis 1999 à Koubri (commune située à 25 Km de Ouagadougou). Les populations sont sensibilisées à une consommation locale et saine à travers la musique. Cette initiative qui allie agriculture et culture est l'œuvre d'un groupe d'artistes musiciens Burkinabè. Les produits Bio issus de la ferme sont vendus en circuits-courts dans la boutique Bio de l'association à Koubri et dans les autres espaces de vente de produits bio à Ouagadougou. Un restaurant Bio a été ouvert par l'association à Koubri ainsi qu'une école primaire dotée d'une cantine approvisionnée par l'association en produits Bio.

Avis du Comité de lecture de RESOLIS (à remplir par RESOLIS)

Date de lecture de la fiche: .././2019

Appréciations du comité (labels) :

MOTS CLES (voir liste p°4)

Opérateur(s) : [Association](#)

Bénéficiaires : femmes, élèves, [familles démunies](#), [consommateurs Bio](#)

Domaine(s) : agriculture, environnement, [culture](#), [alimentation](#), [éducation](#)

Pays : [Burkina Faso](#)

Région : [Centre](#)

Département : [Koubri](#)

Envergure du programme : [locale](#)

Agriculture biologique : OUI

Fiche IARD (Initiative d'Alimentation Responsable et Durable) :

Type d'action : [Production-agroécologie](#)

Type d'acteur : [Producteur-association](#)

Type d'objectif(s) : [sociaux](#) : [amélioration de l'accès à l'alimentation](#), [amélioration de la santé grâce à une alimentation saine](#), [promotion de la place des femmes dans la transition alimentaire](#), [création et renforcement de lien social](#), [environnementaux](#) : [décarbonisation des chaînes agricoles et alimentaires](#), [dépollution des modes de production](#), [conservation de la biodiversité](#), [préservation de la fertilité des sols](#), [préservation de la qualité des eaux](#) [culturels](#) : [Maintien du patrimoine alimentaire](#) [Développement Local](#) : [création de dynamique économique sur le territoire](#), [pédagogiques](#) : [sensibilisation des consommateurs à des pratiques responsables \(par la musique\)](#), [éducation des enfants](#)

AUTEUR(S)

Nom* : [Ima](#)

Prénom* : [Hado](#)

Fonction* : [Président](#)

Adresse email* :

info@watinoma.info

Fiche rédigée par (à préciser si l'auteur n'est pas le rédacteur de la fiche): [Caroline Demalle](#), [Salomé Cade](#)

[Stagiaire Ingalañ](#)

PROGRAMME ou MESURE

Date de démarrage* : [1999](#)

Lieu de réalisation* : [Koubri](#)

Budget : Nc

Origine et spécificités du financement : [Fonds propre](#), [fondation for africa](#)

ORGANISME

Nom* : [Association WATINOMA](#)

Adresse postale* :

Logo de l'organisme* :



Site internet : www.watinoma.info

Médias sociaux de l'organisme :

Facebook : [WATINOMA](#)

Nombre de membres fondateurs : 12

Nombre de salariés : 11

1) ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

Des musiciens Burkinabè, sensibles à la dégradation des sols et à la pollution des eaux utilisées à des fins agricoles, se sont regroupés pour militer contre ces fléaux qui impactent la production alimentaire. Pour eux, la musique constitue un canal idéal pour mieux faire passer les messages sur les enjeux environnementaux. Ainsi, la promotion de l'agroécologie a été inscrite au cœur de leurs actions. Grâce aux ressources tirées des concerts qu'ils ont réalisés à travers le monde, ces musiciens ont bâti un centre culturel (STONE HOUSE) et

acquis des matériels. C'est en 1999 que c'est musiciens ont créé l'association Watinoma pour promouvoir l'agriculture durable par la culture.

2) OBJECTIFS DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'initiative portée par l'association vise à promouvoir l'agroécologie par la musique antique et les instruments traditionnels. Spécifiquement, il s'agit de former et sensibiliser les habitants de la commune de Koubri à l'agroécologie à travers l'éveil musical et culturel ainsi qu'à travers l'éducation des enfants et des agriculteurs.

3) ACTIONS MISES EN ŒUVRE– 6 lignes approx.

Watinoma dispose de trois (3) hectares de cultures biologiques mises en valeur par 40 femmes affiliées à l'association. Les légumes (tomate, persil, poivron, basilic, concombre, choux, amarante, menthe, laitue, piment et courgettes) sont produits essentiellement en saison sèche, tandis que la saison pluvieuse est consacrée à la production de céréales (riz, maïs) et de niébé.

L'association dispose d'un restaurant Biologique dénommé BIO RESTO de Koubri, ouvert en 2018. Elle dispose également d'une école primaire de 6 classes (CP1 au CM2) bâtie en 2013 et comportant une cantine. Une partie des récoltes (30%) est directement fournie à la cantine de l'école. Le reste de la production (70%) est vendue à Koubri dans la boutique BIO de l'association et dans les espaces de vente de produits Bio (Ouaga 2000, Centre culturel Français, marché bio de Widi). Des ventes en ligne sont également proposées aux consommateurs. Les produits sont disponibles également au super marché Marina Market (livraison mercredi et samedi). Les légumes produits par l'association sont labellisés BIO SPG (Système Participatif Garanti) par le CNABIO.

La clientèle est constituée de personnes sensibles aux enjeux d'une alimentation saine et durable.

L'association compte six enseignants, un agronome, 8 personnes engagées pour s'occuper de l'école, une personne qui s'occupe de la cantine et deux formateurs pour les femmes agricultrices.

4) RESULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE – 6 lignes approx.

Une vingtaine de tonnes céréales et légumes est produite chaque année.

La production agricole bénéficie aux femmes formées chaque année et aux 450 écoliers nourris grâce à la production maraîchère et céréalière. Elle profite au village de Koubri à travers l'agrotourisme et aux étudiants de l'Université de Ouagadougou accueillis en stage par l'association.

L'association est régulièrement conviée à des conférences, visites d'échanges et forums sur l'agro-écologie.

Les enfants issus des familles démunies sont scolarisés gracieusement. Pour les enfants issus de familles moins vulnérables, une contribution forfaitaire est demandée.

5) ORIGINALITE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

La particularité de l'initiative portée par Watinoma est unique. Elle fait la jonction entre culture et agriculture (musique et agroécologie). Les légumes sont certifiés Bio. La commercialisation est faite par vente directe à travers la boutique Bio de Koubri et via internet. Le restaurant Bio de l'association propose aux consommateurs des recettes à base de produits Bio. Les écoliers consomment également des produits Bio à la cantine.

6) PARTENARIAT(S) DEVELOPPE(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'association Watinoma est membre du CNABio, organisme de certification biologique SPG au Burkina.

Le principal partenaire financier est la "foundation for Africa" qui les appuie à travers les organisations italiennes MANITese et Fondation ACRA. Université d'Ouagadougou collabore avec WATINOMA dans l'encadrement d'étudiants dans l'agroécologie. Watinoma est également sollicitée par l'institut de formation IPD AOS pour y faire des communications sur l'agroécologie.

7) RETOUR D'EXPERIENCE – 20 lignes total approx. (Sections suivi d'un * sont obligatoires, merci.)

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme * :

L'accès à l'eau en période de sécheresse est une des principales difficultés. Les débits de la pompe solaire sont faibles par moment et l'évaporation après arrosage est élevée en période sèche. Ce déficit hydrique occasionne des pertes au niveau de la production. De plus, la pollution du barrage de Koubri liée à l'utilisation d'intrants chimiques par certains agriculteurs installés aux alentours, constitue une menace pour les terres agricoles. L'association éprouve des difficultés à entretenir ses semences paysannes et à mener la lutte

naturelle contre les parasites. Certaines mères des écoliers n'acceptent pas de venir travailler bénévolement à la cuisine de la cantine scolaire. Enfin, l'association a eu des difficultés à mobiliser la somme de 1 000 000 CFA pour construire l'école.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Des sensibilisations sont menées pour faire comprendre aux femmes que leurs enfants étant gratuitement pris en charge à l'école, elles devaient en contrepartie travailler bénévolement une à deux fois par semaine à la cantine afin de leur servir à manger.

Améliorations futures possibles :

Watinoma souhaite agrandir sa boutique Bio et la réaménager. De plus, l'association souhaite renforcer son système de pompage d'eau pour avoir un accès continu à une eau d'arrosage saine.

Il y a en projet la construction d'une « école des métiers » pour améliorer l'employabilité des jeunes.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme* :

Le fait que le projet soit porté par des acteurs locaux, passionnés par la musique et l'agriculture a contribué à son succès. Les nombreux voyages ont contribué à enrichir les idées et à mobiliser les ressources pour développer cette initiative. Seul un travail mené sur le long terme peut permettre d'atteindre les résultats escomptés. Il est nécessaire de collaborer avec la communauté pour pouvoir conduire une initiative pareille intégrant agriculture, musique et éducation.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme

FACULTATIF (non inclus dans la limite des deux pages)

1) REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

2) POUR EN SAVOIR PLUS (Annexe autorisée : budget du programme, article de presse, rapport, photo, plaquette de présentation, etc.)

3) MOTS-CLES (5 minimum à cocher dans la liste ci-dessous)

OPERATEUR(S): association

BENEFICIAIRES: femmes, élèves, familles démunies, consommateurs de Bio

DOMAINE(S): agriculture, environnement, culture, alimentation, éducation,

ENVERGURE: locale

AUTRE(S) (Libre et facultatif)

TITRE : boutique ECO BIO, structure « bio protect »

RESUME: Eco bio est un réseau de producteur qui fournit des produits certifiés bio ou écologique, à des particuliers des restaurateurs et autres consommateurs. L'idée de cette initiative créée en 2011 est de permettre aux individus sensibles à la qualité des produits qu'ils consomment, d'avoir un réseau accessible facilement, proposant des produits variés et biologique. Eco bio cherche avant tout à faire valoir une alimentation saine et la bonne santé de chacun.

Avis du Comité de lecture de RESOLIS (à remplir par RESOLIS)

Date de lecture de la fiche: .././2019

Appréciations du comité (labels) :

MOTS CLES (voir liste p°4)

Opérateur(s) : [SARL](#)

Bénéficiaires : [consommateurs](#), [agriculteurs](#) [bio](#), [transformateurs locaux](#)

Domaine(s) : [alimentation](#),

Pays : [Burkina Faso](#)

Région : [Centre](#)

Département : [Ouagadougou](#)

Envergure du programme : [locale](#)

Agriculture biologique : OUI/NON

Fiche IARD (Initiative d'Alimentation Responsable et Durable) :

Type d'action : [production](#), [distribution](#)

Type d'acteur : [SARL](#)

Type d'objectif(s) : [amélioration de la santé grâce à une alimentation saine](#), [apporter une diversité des produits alimentaires consommables](#),

AUTEUR(S)

Nom* : [SAWADOGO](#)

Prénom* : [Bonkougou Martine](#)

Fonction* : [Gérante](#)

Adresse email* :

aqribusiness.shop@gmail.com

Fiche rédigée par (à préciser si l'auteur n'est pas le rédacteur de la fiche): [Caroline Demalle, Salomé Cade](#)
[Stagiaires Ingalañ](#)

PROGRAMME ou MESURE

Date de démarrage* : [2011](#)

Lieu de réalisation* :

[Ouagadougou](#)

Budget : Nc

Origine et spécificités du financement : [Fonds propre](#)

ORGANISME

Nom* : [ECOBIO](#)

Adresse postale* : [OUAGA 2000](#)

Logo de l'organisme* :

Site internet : [néant](#)

Médias sociaux de l'organisme : [fb](#) : [eco bio panier](#), [panier bio protect](#), [whatsapp \(+226 70 83 30 70\)](#)

Nombre de salariés : [2](#)

Nombre de temporaires : [5 prestataires](#)

1) ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

La boutique Ecobio a été créée en 2011 dans une logique de poursuivre le projet de la structure "bio protect" fondée par Martine Sawadogo. Cette dernière cherchait, à travers cette structure, à créer un réseau de vente de produits sains et biologiques accessibles à tous.

2) OBJECTIFS DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

Bio protect cherche à accompagner les producteurs dans la commercialisation de leurs produits et à faciliter la mise en relation de ces derniers avec les consommateurs. De plus, l'initiative assure la traçabilité des légumes et des produits consommés. De manière plus spécifique, Bioprotect vise à créer de l'emploi, augmenter les superficies de cultures biologiques, proposer des produits sains aux ménages et ainsi limiter les facteurs de risque de maladie.

3) ACTIONS MISES EN ŒUVRE– 6 lignes approx

Eco bio est en lien direct avec les producteurs à qui ils achètent les productions de légumes divers (oignons, tomates, pomme de terre etc) soit une vingtaine de variété de légumes et une dizaine de variété de fruits. Eco bio achète les légumes aux exploitants travaillant sur le territoire de Koudougou et en périphérie

d'Ouagadougou. Par la suite, ils revendent les produits certifiés biologiques par le biais de leur réseau et de leur boutique. Cette dernière stocke tous les produits. Les trois livreurs fournissent les ménages de la capitale, certains restaurants (Nimbi Food), l'hôtel Amisso ainsi que le Centre Laurette. Eco bio possède également sa propre exploitation et cible avant tout un public sensible aux enjeux environnementaux.

4) RESULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE – 6 lignes approx.

Ecobio produit environ 6 tonnes de fruits et légumes chaque année et constate une expansion constante. Le chiffre d'affaire concernant les légumes de leur propre exploitation s'élève environ à 2,3 millions de CFA. De plus, depuis le début de leur activité, ils ont créé une dizaine d'emplois : une personne qui encadre la production sur le site, 3 livreurs, un agent d'agriculture et madame Sawadogo. Il y a une centaine de femmes sur le site qui travaillent et à qui ils achètent les légumes.

5) ORIGINALITE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

Ecobio met un point d'honneur sur la qualité de leur produit et sur l'attestation d'une réelle traçabilité. Selon eux, ils sont différents par le simple fait qu'ils montrent l'origine du produit consommé. De plus, ils proposent une meilleure qualité en termes de durabilité de consommation et de disponibilité.

6) PARTENARIAT(S) DEVELOPPE(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

Cette initiative fait partie d'Urgency International qui les appuie pour leurs stratégies de communication. De plus, elle travaille avec le CNABio, Rongead et ARFA (association pour la recherche et la formation à l'agro écologie). EN 2016, par le biais de la foire agro sylvo pastorale, ils ont eu un prix sur l'innovation. Ils ont également remporté un prix sur la foire agro écologique de Kocolo et ont été bénéficiaires d'aides provenant de "la France s'engage au Sud".

7) RETOUR D'EXPERIENCE – 20 lignes total approx. (Sections suivi d'un * sont obligatoires, merci.)

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme* :

Ecobio a rencontré des difficultés pour assurer la bonne irrigation des cultures. Ces problèmes d'eau ont entraîné des pertes au niveau du maïs et des oignons. Madame Sawadogo a également rencontré des difficultés à financer son matériel. Encore aujourd'hui, elle n'a pas de camion frigorifique et n'a pas les moyens de réaménager sa boutique. De plus, la gérante constate une baisse de la clientèle liée à l'insécurité du pays ainsi qu'une diminution des demandes d'expatriés.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Pour pallier à ces difficultés, Madame Sawadogo a mis en place des systèmes de forage, qui empêchent les problèmes d'irrigation d'entraîner des pertes.

Améliorations futures possibles :

Madame Sawadogo désire réaménager la boutique en y installant notamment une chambre froide et investir dans un camion frigorifique leur permettant de livrer des produits sur une plus grande distance. Elle aimerait également mieux former les prestataires au "système de panier" et plus particulièrement sur les techniques de livraison à domicile. Enfin, elle souhaiterait aménager des petits kiosques dans différents quartiers pour faciliter les livraisons et donner du choix aux clients.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme* :

Madame Sawadogo nous conseille de faire plus d'entreprenariat que de social. Au début de son activité, les frais de livraisons n'étaient pas financés par les clients, entraînant des problèmes de recettes et de déficit. Elle voue sa réussite à sa sociabilité et sa capacité à mettre en confiance les clients. Selon elle, il est nécessaire de créer des relations de confiance et de partager les mêmes valeurs pour que l'initiative fonctionne convenablement.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

FACULTATIF (non inclus dans la limite des deux pages)

- 1) REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES
- 2) POUR EN SAVOIR PLUS (*Annexe autorisée : budget du programme, article de presse, rapport, photo, plaquette de présentation, etc.*)
- 3) MOTS-CLES (5 minimum à cocher dans la liste ci-dessous)

OPERATEUR(S): **SARL**

BENEFICIAIRES: **agriculteurs, consommateurs urbains,**

DOMAINE(S): **alimentation, environnement, santé**

ENVERGURE: **locale**

AUTRE(S) (Libre et facultatif) :

TITRE : ferme intégrée bio, agrotourisme et promotion de l'agro écologie par l'association APAD Sanguié

RESUME: la ferme agroécologique APAD Sanguié installée à REO est portée par une association. Créé en 2013, elle intègre le maraichage, l'élevage, l'arboriculture, la production d'intrants bio et l'agrotourisme. Elle développe une autonomie semencière et déploie un conseil agricole au profit des paysans de la province du Sanguié. Elle est initiatrice du marché hebdomadaire écolo tenu tous les samedis à REO.

Avis du Comité de lecture de RESOLIS (à remplir par RESOLIS)

Date de lecture de la fiche: .././2019

Appréciations du comité (labels) :

MOTS CLES (voir liste p⁴)

Opérateur(s) : [Association](#)

Bénéficiaires : [femmes](#)

Domaine(s) : [agriculture](#), [alimentation](#), [environnement](#), [éducation/formation](#), [tourisme](#)

Pays : [Burkina Faso](#)

Région : [Centre-Ouest](#)

Départements : [REO](#), [province Sanguie](#)

Envergure du programme : [locale](#)

Agriculture biologique :

Fiche IARD (Initiative d'Alimentation Responsable et Durable) :

Type d'action : [Production agricole-agroécologie](#)

Type d'acteur : [Producteurs-association](#)

Type d'objectif(s) : [sociaux](#) : amélioration de l'accès à l'alimentation, amélioration de la santé grâce à une alimentation saine, création et renforcement de liens sociaux (marché bio), [environnementaux](#) : décarbonisation des chaînes agricoles et alimentaires, dépollution des modes de production, conservation de la biodiversité, préservation de la fertilité des sols, préservation qualité des eaux renforcement économie circulaire (compostage, restau, hébergement) [culturels](#) : maintien des patrimoines alimentaires (mets locaux, semences) [développement local](#) : création de dynamique économique dans le territoire [pédagogiques](#) : transmission de pratiques responsables,

AUTEUR(S)

Nom* : [BACYE](#)

Prénom* : [Sam Tokoro](#)

Fonction* : [coordonnateur technique](#)

Adresse email* : apadsanguie@gmail.com

Fiche rédigée par (à préciser si l'auteur n'est pas le rédacteur de la fiche): [Patrice N'GORAN](#),
[Stagiaire Montpellier SupAgro](#)

PROGRAMME ou MESURE

Date de démarrage* : [2013](#)

Lieu de réalisation* : [REO](#),
[province du sanguié](#)

Budget :

Origine et spécificités du financement : [Terre & humanisme](#), [Fondation Léa Nature](#)

ORGANISME

Nom* : [APAD Sanguie](#)

Adresse postale* :

Logo de l'organisme* :

Site internet :

Médias sociaux de l'organisme :

Nombre de membre : [12](#)

Nombre de salariés : [07](#)



1) ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

La ferme agroécologique APAD Sanguié installée à REO, est une initiative portée par une douzaine de personne regroupée au sein de l'Association dénommée APD Sanguié créée en 2011. En réalité, la conférence prononcée en 2010 au Burkina Faso sur l'agroécologie par Pierre RABHI (fondateur de Terre & Humanisme), a constitué un déclic pour l'engagement des membres à la cause agro écologique. C'est à l'issue de la formation organisée par Terre & Humanisme en 2011 à l'endroit des animateurs agro écologiques que l'idée de s'engager véritablement dans la cause agro écologique va se concrétiser. Ainsi, l'association a été créée et la

ferme agro écologique Apad Sanguié a pris effectivement forme en 2013 à REO (province du Sanguie) dans la Région Centre Ouest.

2) OBJECTIFS DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'objectif visé par la création de la ferme pédagogique est de promouvoir et vulgariser l'agroécologie et l'économie sociale et solidaire dans la province du Sanguie.

3) ACTIONS MISES EN ŒUVRE– 6 lignes approx.

Les activités suivantes ont été réalisées : (i) acquisition d'une parcelle d'1ha (octroyée par les paysans) pour installer la ferme ; (ii) sensibilisation, formation des agriculteurs ; (i) organisation de visites commentées et démonstration sur les techniques agro écologiques ; (ii) production de compost, conduite des activités d'élevage, de maraichage et d'arboriculture ; (iii) adaptation et multiplication de semences ; (iv) alphabétisation des femmes sur la ferme; (v) organisation de « marché eco » (tous les samedi) et vente à la ferme; (vi) agrotourisme (restauration et hébergement sur la ferme depuis 2015) ;

Une partie des produits de la ferme sert à faire la restauration sur la ferme. Une autre partie est vendue à Reo et à koudougou. APAD Sanguie produit des semences depuis 2015.

4) RESULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE – 6 lignes approx.

Les produits issus de la ferme Apad Sanguie sont certifiés SPG 'Youlou Valnan'. La ferme comporte un espace de Restauration (initié en 2015) et dispose d'une boutique de vente ouverte en 2019. Sa capacité d'hébergement est de 20 personnes. En moyenne 3 à 4 groupes y séjournent chaque mois. Les activités de conseil agricole touchent 436 paysans issus de 16 villages et de 12 coopératives partenaires. On note une case de semences comportant une vingtaine d'espèce et une trentaine de variétés (tomate, aubergine, piment, poivron). Les produits de la ferme sont disponibles dans 2 « boutiques écolieu » de vente à REO et à Koudougou. Un forage moderne y a été réalisé en 2018 avec l'appui financier de l'AFD. On dénombre 07 emplois générés dont 4 animateurs terrains.

Les actions menées par APAD dans la province de Sanguie ont permis aux paysans d'adopter des pratiques culturelles durables. Ils ont pris conscience de la nécessité de préserver leur santé en optant pour l'utilisation d'intrants biologiques. L'association culturelle est largement adoptée et les dépenses en intrants des paysans sont amoindries.

Grâce au système de donation-partage pratiqué par APAD Sanguie, certaines femmes ont réussi à acquérir un noyau d'élevage de porc et de volaille.

APAD a été invité par Fondation de France et CSFI à participer au séminaire « Consommer local » en Afrique de l'ouest tenu en février 2019 à Paris. L'association reçoit des sollicitations venant des paysans d'autres départements de la Région.

5) ORIGINALITE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'originalité de la ferme APAD Sanguié est d'avoir su interconnecter sur un espace d'1ha, l'arboriculture, l'élevage, le maraichage, le compostage, la production semencière, la restauration, l'hébergement et l'alphabétisation. La ferme a une autonomie semencière. Les mets servis au restaurant sont cuisinés à partir des produits issus de la ferme. En plus des activités de production, la ferme a su développer l'agrotourisme et déployer un dispositif de conseil agricole au profit des paysans de la province de sanguie. Ceux-ci avancent que l'adoption des pratiques enseignées par APAD Sanguie a favorisé une reconstitution de la biodiversité (repousse de certaines plantes médicinales et réapparition d'espèces du règne animal). Le marché eco organisé permet de créer un lien entre agriculteurs et consommateurs.

6) PARTENARIAT(S) DEVELOPPE(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

Les partenaires d'APAD Sanguié sont :

-Terre & humanisme, qui l'a accompagné dans la mise en place et la valorisation du site et qui continue de lui apporter l'assistance technique.

-Solidagro, qui l'accompagne sur la formation aux techniques agroécologiques, et sur les activités d'alphabétisation.

7) RETOUR D'EXPERIENCE – 20 lignes total approx. (Sections suivi d'un * sont obligatoires, merci.)

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme* :

APAD rencontre quelques difficultés au niveau de l'adaptation de certaines semences. Par exemple, l'adaptation de certaines variétés de choux, courge et concombre n'a pas été possible. Certaines adaptations réussies pour certaines cultures, ne sont pas toujours rentabilisées.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

En dépit du fait que l'adaptation de semence n'est pas toujours rentable, APAD Sanguie ne veut surtout pas utiliser de semences améliorées pour faire de la production agroécologique. Elle reste focalisée sur l'autonomie semencière qui implique une adaptation variétale.

Améliorations futures possibles :

L'Association envisage accompagner les coopératives partenaires pour transformer leurs produits. Elle projette augmenter la capacité d'hébergement du centre et créer des jardins pédagogiques dans les écoles.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme* :

La conviction, l'engagement pour l'agroécologie et la patience sont les facteurs de réussite de l'expérience APAD Sanguie. C'est pourquoi, en cas de réplcation du modèle, il est conseillé de mener une initiative qui nous passionne bien avant l'intérêt financier.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

FACULTATIF (non inclus dans la limite des deux pages)

4) REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

<http://www.burkinadoc.milecole.org/agriculture-durable/article-agroecologie-avec-apad-sanguie/>

5) POUR EN SAVOIR PLUS (Annexe autorisée : budget du programme, article de presse, rapport, photo, plaquette de présentation, etc.)



6) MOTS-CLES (5 minimum à cocher dans la liste ci-dessous)

OPERATEUR(S): **Association**

BENEFICIAIRES: **agriculteurs**

DOMAINE(S): **agriculture, alimentation, environnement, éducation/formation, tourisme**

ENVERGURE: **locale**

AUTRE(S) (Libre et facultatif) :

**TITRE : Transformation de beurre de karité certifié Bio équitable et de fruits
et légumes séchées (mangue, tomate, oignon) par le groupement
UGF/CDN de REO**

RESUME: l'union UGF/CDN fédère 64 groupements de base de la province du Sanguié. Elle commercialise depuis 2002, du beurre de karité Biologique à Occitane en Provence. Elle a obtenu la certification Bio Equitable en 2011. Les primes de développement sont réinvesties dans les actions sociales (alphabétisation, santé communautaire) et environnementales (parc à karité, jardin nutritifs, plantation d'arbres comme le karité, le baobab, le moringa, le kapokier...). Des microcrédits sont octroyés aux femmes pour développer des Activités Génératrices de Revenus en période creuse.

Avis du Comité de lecture de RESOLIS (à remplir par RESOLIS)

Date de lecture de la fiche: .././2019

Appréciations du comité (labels) :

MOTS CLES (voir liste p°4)

Opérateur(s) : [Association](#)

Bénéficiaires : [femmes, population rurale](#)

Domaine(s) : [Alimentation et environnement, culture](#)

Pays : [Burkina Faso](#)

Région : [Centre-Ouest](#)

Départements : [REO](#)

Envergure du programme : [locale](#)

Agriculture biologique :

Fiche IARD (Initiative d'Alimentation Responsable et Durable) :

Type d'action : [Transformation de produits agricoles et alimentaires-Transformation semi industrielle](#)

Type d'acteur : [Transformateur-Association \(union de groupements\)](#)

Type d'objectif(s) : [Sociaux](#) : amélioration de l'accès à l'alimentation, aide à l'insertion de personnes en difficultés, promotion de la femme dans la transition alimentaire, recherche d'une plus grande équité
[Environnementaux](#) : conservation de la biodiversité, préservation de la fertilité des sols, [culturels](#) : entretien du patrimoine alimentaire, entretien du patrimoine naturel (zone protégé), valorisation du patrimoine technique (production beurre karité)
[Développement local](#) : création de dynamique économique dans le territoire, création indirecte d'emploi (collectrices), structuration ou maintien de filière

AUTEUR(S)

Nom* : [BAHIOME](#)

Prénom* : [Bationon](#)

Fonction* : [Cordonnateur](#)

Adresse email* :

ugf_cdn2000@yahoo.fr

Fiche rédigée par (à préciser si l'auteur n'est pas le rédacteur de la fiche): [Patrice N'GORAN](#),
[Stagiaire Montpellier SupAgro](#)

PROGRAMME ou MESURE

Date de démarrage* : [1996](#)

Lieu de réalisation* : [Reo](#)

Budget :

Origine et spécificités du financement : [Bénéfice des activités, partenaires](#)

ORGANISME

Nom* : [UGF/CDN](#)

Adresse postale* :

Logo de l'organisme* :



Site internet : www.ugfcdn.org

Médias sociaux de l'organisme :

www.facebook.com/UGF.CDN/

Nombre de membre : [6904](#)

Nombre de salarié : [11](#)

Mo Occasionnelle : [80](#)

1) ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'activité de séchage de fruits et légumes (mangue, tomate, oignons) et de transformation de produits forestiers non ligneux (feuilles de baobab, beurre de karité) est menée depuis 1996 par les femmes membres de l'Union des Groupement féminins « *Ce Dwayne Nyee* » (UGF/CDN. Basée dans la province du Sanguie (Région centre-ouest), UGF/CDN repose sur 64 groupements de base. L'union est partie de l'association mère dénommée *Ce Dwayne Nyee*, impulsée en 1991 par feu Jacqueline BASSOLET (première Présidente de l'Union). Cette dernière a su rallier les groupements féminins de la localité pour créer l'union UGF/CDN. L'activité de transformation est née de la volonté des femmes de développer des activités rémunératrices. Depuis 2003, UGF/CDN est fournisseur de beurre de karité biologique à Occitane en Provence et exerce dans la filière Commerce équitable depuis 2011.

2) OBJECTIFS DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'objectif visé à travers l'activité de transformation est de contribuer à l'autonomisation de la femme et de la jeune fille. Spécifiquement, il s'agit de développer au profit des femmes, une activité rémunératrice portant sur la transformation et la commercialisation de fruits et légumes et sur la production de beurre de karité de qualité.

3) ACTIONS MISES EN ŒUVRE– 6 lignes approx.

UGF/CDN mène les activités suivantes : (i) la transformation de beurre de karité ; (ii) le séchage de fruits et légumes (mangues, tomates et oignons) et (iii) la transformation de feuilles de moringa et de baobab en poudre.

Les noix de karité sont achetées auprès des femmes collectrices qui font le ramassage dans des zones dites certifiées.

Le beurre de karité est destiné majoritairement à l'industrie cosmétique. Les mangues séchées sont exportées. Les tomates séchées, les oignons séchés et les poudres de feuille de baobab et de moringa sont commercialisés localement. L'unité de transformation a recours à la main d'œuvre occasionnelle sur la période juin-février.

Des activités d'intérêt social et environnemental sont menées par UGF/CDN relativement au commerce équitable. Ce sont : la sensibilisation des femmes à la fréquentation des centres de santé, au planning familial et à la nutrition, la formation et d'alphabétisation en langue locale, la restauration de sol et la protection d'espèces en voie de disparition, notamment la création d'un jardin de baobab, protection karité et Kapokier (arbre convoité pour ses fleur, feuilles et écorces).

4) RESULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE – 6 lignes approx.

UGF/CDN a obtenu la certification Commerce équitable Fair For Life en 2011. Le nombre de groupements membres est passé de 40 en 2016 à 64 en 2019, pour 6904 membres. Elle possède une unité moderne de transformation comprenant une usine, des bureaux, des magasins, une administration, une salle de formation, un kiosque de vente de produit (installé au sein de l'usine), un jardin de baobab. Elle dispose d'un camion remorque de 30 Tonnes et emploie 11 salariés et 80 occasionnels dont 90% de femmes. UGF/CDN fournit 200 Tonnes de beurre équitable par an dont 120 Tonnes à Occitane. Elle traite annuellement 3 à 5 Tonnes de mangues séchées.

Une trentaine d'enfants en décrochage scolaire sont parrainés et encadrés par an. Un fonds de développement annuel de 4 à 6 millions de Franc CFA est versé par Occitane en Provence pour financer les actions sociales (santé, alphabétisation). Des microcrédits sont octroyés aux femmes durant la période creuse pour leur permettre de financer des activités rémunératrices. Grâce à l'activité de transformation, les femmes membres d'UGF/CDN ont pu améliorer leurs revenus et développer des compétences en comptabilité simplifiée. Elles contribuent aux dépenses familiales (scolarité, alimentation et vêtement des enfants) et leur leadership s'est renforcé au point où certaines ont intégré les conseils municipaux de leurs localités. L'achat des amandes de karité au prix de 300 Fcfa/kg permet aux collectrices (ramasseuses) d'avoir un revenu annuel compris entre 150 000 et 250 000 Fcfa.

5) ORIGINALITE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'activité de transformation menée par UGF/CDN a un intérêt économique, social et environnemental. Elle permet d'autonomiser les femmes et de les alphabétiser. Les enfants déscolarisés sont resocialisés et des actions nutritionnelles et de santé communautaire sont menées. Elle permet l'accès des femmes aux

microcrédits en période creuse. UGF/CDN est certifiée Equitable Fair For life par ECOCERT et fournit du beurre Biologique.

L'initiative favorise une protection des ressources naturelles (le baobab, le kapokier, le néré et le Karité).

6) PARTENARIAT(S) DEVELOPPE(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

-OCCITANE en Provence et Aid-Action, sont les partenaires pour le commerce équitable et l'alphabétisation ;

-Shared-Interes, est le partenaire pour les micro-crédits octroyés aux femmes ;

-ONG TREE-AID, œuvre à la promotion des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) ;

-Programme d'Appui au Développement Sanitaire (PADS), appuie les activités de santé communautaire ;

-Coopération Néerlandaise SNV à travers son programme DRYDEV, appuie pour la restauration des sols ;

7) RETOUR D'EXPERIENCE – 20 lignes total approx. (Sections suivi d'un * sont obligatoires, merci.)

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme * :

La production d'amande de karité connaît une baisse liée au vieillissement des arbres et à la dégradation de l'environnement (climat, sols). La forte pression sur les ressources forestières menace également les arbres de karité illégalement abattus pour fournir du bois de chauffage aux centres urbains. Les acheteurs d'amandes de karité des pays limitrophes infiltrent les zones d'achats et mènent une concurrence déloyale. L'expérience d'exportation de mangues séchées en GIE à travers le label « Burkina » n'a pas été fructueuse pour UGF/CDN. Les coupures récurrentes d'électricité entravent la production de l'usine.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Un programme de replantation d'arbres de karité et un programme de restauration de sols sont initiés. Un parc à Karité de 10 ha est en cours de reboisement. La collecte d'amande a été étendue aux reliques forestières. UGF/CDN s'est retiré du label GIE et a stoppé momentanément l'exportation de mangues séchées.

Améliorations futures possibles :

L'acquisition d'un groupe électrogène de grande capacité est prévue ainsi que la finalisation de la clôture du site. La forme juridique d'UGF/CDN évoluera du statut d'association à celui de coopérative.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme * :

L'appui des partenaires a été très décisif dans la réussite des activités, notamment dans le renforcement de capacités des femmes. Il y a aussi le dévouement des femmes et le dynamisme du Coordonnateur qui encadre le groupe depuis 2003. Pour une réplique, la forme coopérative conviendrait pour mener une activité de telle envergure. UGF/CDN aurait certainement dû se muer en coopérative beaucoup plus tôt.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

Une étude visant à faire ressortir les valeurs nutritionnelles des produits de la coopérative est souhaitée

FACULTATIF (non inclus dans la limite des deux pages)

- 1) REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES
- 2) POUR EN SAVOIR PLUS (Annexe autorisée : budget du programme, article de presse, rapport, photo, plaquette de présentation, etc.)
- 3) MOTS-CLES (5 minimum à cocher dans la liste ci-dessous)
 - OPERATEUR(S): **Association**
 - BENEFICIAIRES: **femmes, population rurale**
 - DOMAINE(S): **alimentation, environnement, culture**
 - ENVERGURE: **locale**

TITRE : une boucherie/charcuterie moderne destinée à une clientèle ciblée

RESUME: Créée en 2014 par Monsieur BADELE Abdoulaye, la Boucherie charcuterie moderne de Koudougou propose de la viande fraîche, des filets, faux filets, saucisses, saucissons, viande hachée et du Merguez aux consommateurs. Boucher de profession exerçant au marché central de Koudougou, Monsieur BADELE a su moderniser la distribution de produits carnés en visant prioritairement les consommateurs de la classe moyenne et les entreprises.

Avis du Comité de lecture de RESOLIS (à remplir par RESOLIS)

Date de lecture de la fiche: .././2019

Appréciations du comité (labels) :

MOTS CLES (voir liste p°4)

Opérateur(s) : [Entreprise](#)

Bénéficiaires : [entreprises \(catering\)](#), [population urbaine](#), [éleveurs \(fournisseurs d'animaux\)](#)

Domaine(s) : [alimentation](#)

Pays : [Burkina Faso](#)

Région : [Centre Ouest](#)

Départements : [Koudougou](#)

Envergure du programme : [locale](#)

Agriculture biologique :

Fiche IARD (Initiative d'Alimentation Responsable et Durable) :

Type d'action : [transformation de produits agricoles et alimentaires-transformation artisanale de produits carnés](#)

Type d'acteur : [Transformateur-Entreprise](#)

Type d'objectif(s) : [Sociaux](#) : [amélioration de l'accès à l'alimentation](#), [Développement local](#) : [création de dynamiques économiques dans le territoire](#)

AUTEUR(S)

Nom* : [BADELE](#)

Prénom* : [Abdoulaye](#)

Fonction* : [fondateur](#)

Adresse email* :

etjzoma@gmail.com

Fiche rédigée par (à préciser si l'auteur n'est pas le rédacteur de la fiche): [Patrice N'GORAN](#), [Stagiaire Montpellier SupAgro](#)

PROGRAMME ou MESURE

Date de démarrage* : [2014](#)

Lieu de réalisation* : [Koudougou](#)

Budget :

Origine et spécificités du financement : [Fonds propre](#), [projet PAFASP](#)

ORGANISME

Nom* : [Boucherie-Charcuterie moderne de Koudougou](#)

Adresse postale* :

Logo de l'organisme* :

Site internet :

Médias sociaux de l'organisme :

[+226 76624222 \(Whatsapp\)](#)

Nombre de salariés : [3](#)

Nombre de contractuels :

1) ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

BADELE Abdoulaye a lancé son projet de charcuterie dans la ville de Koudougou (100 km d'Ouagadougou). Collégien, il exerçait des Jobs de vacances dans la boucherie pour subvenir à ses besoins. Confronté aux difficultés liées au financement de sa scolarité, il a dû abandonner les études en classe de 3^{ème} pour s'investir totalement dans le secteur de la boucherie. Les formations en découpe et hygiène qu'il a reçues ont renforcé ses compétences professionnelles dans l'activité qu'il exerce depuis 17 ans. Réceptif aux incitations à la transformation des produits carnés en lieu et place de la vente du bétail sur pieds, il a eu l'idée de lancer une charcuterie en 2014, en plus de son activité de boucher au marché central de Koudougou. Il a reçu par la suite l'appui du Projet d'Appui aux Filières Agro-Sylvo-Pastorales (PAFASP) financé par la Banque Mondiale.

2) OBJECTIFS DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'objectif visé à travers la création d'une charcuterie est de contribuer à la création de valeur ajoutée dans la filière bétail au Burkina faso. Spécifiquement, il s'agit de proposer aux consommateurs de la classe moyenne des produits carnés réfrigérés et vendus dans de meilleures conditions hygiéniques.

3) ACTIONS MISES EN ŒUVRE– 6 lignes approx.

Dans le cadre de ce projet, un local a été aménagé et équipé en matériels de découpe. Le promoteur a recruté une équipe pour gérer la charcuterie pendant qu'il continue d'exercer son métier de boucher au marché central de Koudougou. La charcuterie commercialise principalement des produits bovins. On y trouve aussi bien de la viande fraîche (avec ou sans os) que des filets, faux filets, saucisses, saucissons, viande hachée et du Merguez. Les autres viandes, notamment le Porc, le Mouton et la volaille ne sont livrés que sur commande.

Les produits sont fournis essentiellement à une entreprise minière et aux consommateurs de la classe moyenne mais aussi à des hôtels de Koudougou et d'Ouagadougou.

4) RESULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE – 6 lignes approx.

Le contrat de fourniture obtenu auprès d'une entreprise minière permet de fournir 1,5 Tonnes de viande fraîche chaque mois. Cela représente un chiffre d'affaire mensuel de 3 à 3,5 millions. La charcuterie approvisionne 5 cantines d'écoles protestantes en viande fraîche et fournit mensuellement 100kg de viande hachée aux femmes vendeuses de sandwich dans les écoles primaires.

La charcuterie a généré 3 emplois : deux (2) vendeurs et un (1) comptable. Elle est équipée de 2 congélateurs et d'un véhicule frigorifique pour les livraisons.

Le nombre de bœufs abattus pour approvisionner la charcuterie est de 1 bœuf minimum par jour. Monsieur BADELE est à ce jour l'un des deux bénéficiaires du projet PAFASP boucherie encore en activité sur un total de 5 bénéficiaires.

5) ORIGINALITE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

L'originalité de l'initiative est qu'elle crée de valeur ajoutée dans la filière bétail. Les produits commercialisés à la charcuterie sont destinés à une clientèle ciblée : la classe moyenne et les entreprises. La vente de brochettes et de merguez en soirée constitue une activité complémentaire à la charcuterie.

Le promoteur arrive à concilier son métier de boucher au marché central de Koudougou et celui de chef d'entreprise, promoteur d'une charcuterie.

6) PARTENARIAT(S) DEVELOPPE(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME ou de la MESURE – 5 lignes approx.

La mine de Zinc de PERKOA est son principal client.

Le fournisseur de bœufs basé à Yako est un partenaire déterminant. Celui-ci lui accorde des facilités de paiement.

7) RETOUR D'EXPERIENCE – 20 lignes total approx. (Sections suivi d'un * sont obligatoires, merci.)

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme * :

Il y a quelques soucis de délestages électriques mais sans grands dommages. La méconnaissance du secteur par les institutions financières ne favorise pas l'obtention de financements.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

La charcuterie s'adapte aux problèmes de délestages en attendant de trouver les ressources pour financer son autonomie énergétique.

Améliorations futures possibles :

Il est prévu d'agrandir l'entreprise par l'acquisition de chambres froides. Des investissements pourront être faits dans le futur pour assurer l'autonomie énergétique.

Le promoteur envisage dispenser des formations à l'endroit de personnes intéressées par le métier de la boucherie.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme* :

Le fait d'exercer dans la boucherie bien avant de bénéficier du projet PAFASP a contribué à la réussite de son initiative. Pour une réplique du modèle, il faut nécessairement mener les activités de manière graduelle. Il faut surtout bien planifier les tâches et bien tenir ses comptes de gestion pour voir si l'activité dégage une rentabilité.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

FACULTATIF (non inclus dans la limite des deux pages)

- 1) REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES
 - 2) POUR EN SAVOIR PLUS (Annexe autorisée : budget du programme, article de presse, rapport, photo, plaquette de présentation, etc.)
 - 3) MOTS-CLES (5 minimum à cocher dans la liste ci-dessous)
- OPERATEUR(S): **Entreprise**
 BENEFICIAIRES: **entreprises (catering), population urbaine, éleveur (fournisseur d'animaux)**
 DOMAINE(S): **alimentation**
 ENVERGURE: **locale**
 AUTRE(S) (Libre et facultatif) :

FORUM MANGER LOCAL AGIR GLOBAL



OUAGADOUGOU - Burkina Faso
Du 20 au 23 Novembre 2019

Le Forum en quelques mots

Au mois de mai 2016 s'est tenu le premier « forum franco brésilien des circuits courts », sous-titré « agriculteurs et consommateurs unis pour un commerce équitable et solidaire ». Il s'est tenu dans la ville de Pinheiral, dans l'état de Rio de Janeiro Cet événement, soutenu par la Région Bretagne et l'Ambassade de France au Brésil, a été organisé par Terralim, en coopération avec les CIVAM de Bretagne.



En 2018, toujours au Brésil, une seconde édition se penche sur le thème « alimentation, eau et biens communs ». Une délégation du Burkina Faso y participe.

Les Burkinabé proposent qu'une nouvelle édition se tienne à Ouagadougou. Elle contribuera à renforcer les liens entre sociétés civiles et à dynamiser la coopération décentralisée entre la Région Centre du Burkina Faso et la Région Bretagne.

Le forum **Manger local pour agir global** réunira le Brésil, le Burkina Faso et la France du 20 au 23 novembre 2019 à Ouagadougou, Burkina Faso. Il a pour objectif de faire converger les réflexions des sociétés civiles et des collectivités sur la problématique de la transition alimentaire et des stratégies locales à mettre en œuvre afin d'impulser cette transition globale.

Les systèmes alimentaires territorialisés au cœur des échanges

Le forum se propose de montrer pourquoi et comment les enjeux planétaires (réchauffement climatique, érosion de la biodiversité, désertification, sécheresse, pauvreté, malnutrition, exode rural...) nécessitent que des politiques locales soient mises en œuvre.

Il s'inscrit donc dans les mouvements internationaux de collectivités qui, à côté de la responsabilité des états, s'organisent pour apporter « des solutions locales à un désordre global », et repose sur une réflexion commune et des échanges sur les systèmes alimentaires territorialisés.

L'approche « système alimentaire » suppose une concertation entre les diverses familles d'acteurs qui s'intéressent aux questions alimentaires pour définir conjointement un « avenir alimentaire souhaitable » pour leur territoire. Par rapport aux approches classiques sur l'alimentation, elle renouvelle le discours et les pratiques en sidérant le fait alimentaire dans toute sa complexité, liant des enjeux multiples : préservation de l'environnement, accès de tous à une alimentation saine, santé publique, développement territorial, emploi, nouveaux modèles d'urbanisme... Elle reconnaît également le rôle éminent de l'action locale, qu'il s'agisse de la société civile ou des représentations politiques, pour organiser des chaînes alimentaires durables et justes, mais aussi efficaces et résilientes.

Le forum pourquoi

Les solutions qui seront explorées entrent dans le champ de la transition agricole et alimentaire, de l'agro-écologie et de la souveraineté alimentaire. Elles s'inscrivent dans les dynamiques internationales de mouvements paysans, d'organisations citoyennes, d'entreprises et de collectivités qui, à côté de la responsabilité des états,

s'organisent pour apporter « des solutions locales à un désordre global ».

Les objectifs visés du forum sont : d'approfondir les acquis des 2 premiers forums tenus au Brésil en 2016 et 2018 et aller plus loin dans les analyses et l'action ; de resituer l'alimentation comme un enjeu global, dont le traitement passe par une action territoriale organisée ; d'ouvrir un espace de mise en réseau pouvant déboucher sur des projets concrets au niveau national et entre les 3 pays ; de discuter et de proposer de nouvelles politiques publiques pour la transition alimentaire.

Parmi les thèmes d'ateliers pressentis : Les ressources hydriques ; l'impact de l'agro-écologie ; la nutrition ; l'approvisionnement local des cantines scolaires ; le foncier et l'accaparement des terres ; la récupération des terres dégradées ; l'agriculture urbaine ; les produits locaux, circuits courts et filières adaptées ; la souveraineté alimentaire ; le commerce équitable.

Le forum comment ?

A la fin du mois de novembre, 4 journées seront consacrées à des échanges sur le thème « manger local, agir global ». Elles permettront de discuter comment une approche par les systèmes alimentaires peut renouveler la vision, et donc l'action des associations, des entreprises, des collectivités locales, de la recherche.

Le forum comprendra

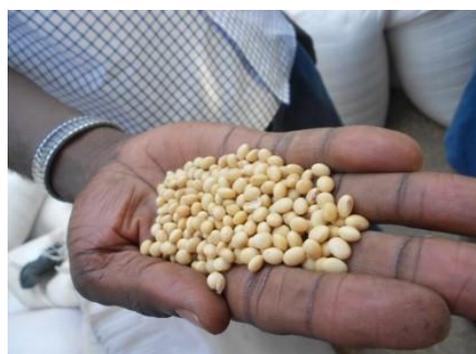
- Des temps de réflexion et d'échange au sein de chaque famille d'acteurs (associations, collectivités...).
- Des éclairages scientifiques et des présentations d'expériences réussies
- Des visites de terrain
- Des temps de mise en commun des conclusions
- Des déclarations et recommandations pour engager et réussir la transition

Les échanges seront alimentés par le recensement d'initiatives d'alimentation responsable et durable au Burkina Faso, qui enrichira ceux qui ont déjà été faits en France et au Brésil. Il permettra de montrer le dynamisme des acteurs au Burkina



Le forum pour qui ?

Une représentation aussi vaste que possible des profils suivants sera visée :



- Les agriculteurs insérés dans des projets collectifs (coopératives, groupements d'intérêt économique, associations) et agents de ces organisations
- Les associations de coopération entre le Burkina Faso et la France
- Les consommateurs (AMAP et homologues)
- Les collectivités
- Les entreprises
- Les scientifiques
- Les établissements d'enseignement
- Les pouvoirs publics locaux et nationaux

400 participants sont attendus, dont :

- 200 personnes qui prendront part à l'ensemble des travaux (« plénières », ateliers, visites...)

- 200 personnes (grand public, étudiants) qui participeront uniquement aux plénières et aux soirées publiques.



Le forum par qui ?



Le forum « Manger local pour agir global » est organisé dans le cadre de la coopération décentralisée entre la Région Bretagne en France et la Région du Centre au Burkina Faso.

Outre ces 2 collectivités, le projet de forum associe plusieurs acteurs bretons et burkinabés, fortement impliqués dans sa mise en œuvre :

- le CCAE, Collectif citoyen pour l'Agro-Écologie, créé en 2015 au Burkina Faso. Le CCAE sera chargé de mobiliser la société civile burkinabé.
- Jardins du Monde, association bretonne de solidarité internationale agissant au Burkina Faso pour améliorer l'état sanitaire des populations qui n'ont pas ou peu accès à la médecine conventionnelle. Jardins du Monde, ayant une antenne permanente au Burkina Faso, coordonnera l'événement.
- Ingalañ, association bretonne appuyant le développement du commerce équitable local et International, la promotion, le développement de l'agro-écologie et de la souveraineté alimentaire au Burkina Faso. Ingalañ sera chargé de mobiliser les entreprises et

le monde associatif.

- Terralim, cabinet conseil coopératif fondé par Gilles Maréchal, spécialisé dans l'accompagnement de démarches de stratégies alimentaires locales, organisateur des 2 premiers forums au Brésil. Terralim est chargé de la méthodologie générale du projet et de la mobilisation du monde scientifique.
- AMAR, association bretonne d'échanges avec le Brésil sur l'agroécologie.

Jardins du Monde, Ingalañ, Terralim et Amar sont adhérentes au Réseau Bretagne Solidaire. Des partenaires brésiliens comme le Mouvement des Sans-Terre, le réseau écologique, le comité de bassin du fleuve Paraíba s'y joindront.

Organisateurs



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DES
AMÉNAGEMENTS HYDRO-AGRIQUES



Partenaires institutionnels (non exhaustive)

Partenaires associations et mouvements (non exhaustive)



Partenaires entreprises (en cours)

Contact : forum.ouaga@jardinsdumonde.org